

PUBLICATIONS DU SENAT

SESSION ORDINAIRE DE 1993-1994
du 12 octobre 1993 au 10 octobre 1994

TABLE CUMULATIVE DES ORATEURS ET AUTEURS

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Prince Philippe (Duc de Brabant), sénateur de droit (depuis le 21 juin 1994)			
Prête serment			2508
Allocution lors de sa prestation de serment			2508-2510
A			
Anselme, Ministre des Affaires sociales (jusqu'au 23 janvier 1994)			
Distribution de plasma amélioré (Question orale de Mme Van Cleuvenbergen)			361
Ce qu'il est convenu d'appeler l'inscription obligatoire chez un généraliste (Interpellation de M. Valkeniers)			373-374
Retards apportés à la mise en œuvre du projet instaurant un <i>numerus clausus</i> pour les étudiants en médecine (Interpellation de M. Valkeniers)			376-377
Application à partir de 1995 des directives européennes relatives à la formation professionnelle spécifique des étudiants en médecine (Interpellation de M. Valkeniers)			378-379
Avenir de l'action « Jeunes diabétiques » (Question orale de M. Meesters)			689
Poursuite de l'action « Jeunes diabétiques » au plan fédéral (Question orale de Mme Delcourt-Pêtre)			689
Accord national médico-mutualiste du 13 décembre 1993 (Question orale de M. De Roo)			689-690
Aspects du plan global du Gouvernement concernant les allocations familiales (Interpellation de M. Bock)			765
Projets visant à augmenter le nombre minimal de lits par hôpital de 150 à 250 (Interpellation de M. Valkeniers)			772
Absence de mesures visant à mettre fin aux transferts injustifiés dans la sécurité sociale (Interpellation de M. Valkeniers)			774-775
Révision projetée de la loi sur les hôpitaux (Interpellation de M. Valkeniers)			777-778
Absence de remboursement des honoraires dépassant le budget prévu (Biologie clinique) (Interpellation de M. Valkeniers)			890-891
Projets de domiciliation des malades auprès d'un médecin traitant (Interpellation de M. Hasquin) <i>Voir: Mme De Galan</i>			
Budget général des Dépenses Section: Affaires sociales <i>Voir: M. Dehaene</i>			
Médicaments pour animaux qui sont remboursés par l'Inami (Question orale de M. Matthijs) <i>Voir: M. Tobback</i>			
Avenir de l'action « Jeunes diabétiques » (Prise en charge par l'A.M.I.) (Question orale de M. Meesters) <i>Voir: M. Tobback</i>			

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Anthuenis, sénateur de l'arrondissement de Termonde-Saint-Nicolas			
Communication du Gouvernement (Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale)			
Réforme structurelle de la sécurité sociale			302
Financement de la sécurité sociale			302-303
Difficultés du secteur des pensions			302-303
Réduction des dépenses dans le domaine des soins de santé			303
Mesures dans le secteur hospitalier			303
Budget général des Dépenses			
Section : Départements sociaux			
Instauration d'une franchise dans l'assurance maladie			527
Fidélisation du patient (Médecins généralistes accrédités)			527
Assurance dépendance pour les personnes âgées			528
Avenir du secteur des pensions			528
Politique des handicapés			528
Plan d'accompagnement des chômeurs			528
Mise au travail de chômeurs. — Droits de tirage des Régions			528
Crédit de caisse de l'Onem auprès de la C.G.E.R.			528
Politique en matière de santé publique. — Coopération entre l'Etat fédéral et les Communautés			528
Dioxine dans le lait maternel			528-529
Taux de dioxine dans le lait maternel			
Question orale			761
Dispositions sociales			
Echec de la concertation entre partenaires sociaux			1255
Equilibre financier de la sécurité sociale			1255-1256
Globalisation des cotisations et répartition des recettes par secteur			1256
Création de prépensions à mi-temps			1256
Généralisation des agences locales pour l'emploi			1257
Modération salariale pour les institutions de crédit			1257
Dialogue socio-économique en cas de faillite			1257
Travailleurs frontaliers belges aux Pays-Bas			
Question orale			1441
Certaines mesures sur le plan du droit du travail contre le travail au noir			
Justification de vote			1463
Application exceptionnelle en matière de dialyse rénale, de la méthode de la dialyse péritonéale ambulatoire continue			
Interpellation			1790-1791, 1792
Assurance-soins de santé des étudiants belges qui suivent les cours de l'enseignement supérieur à l'étranger			
Question orale			1889, 1890
Loi spéciale instaurant une contribution de responsabilisation à charge de certains employeurs du secteur public (Pensions de retraite — Fonds des pensions de survie — Régions et Communautés)			
Paiement des avances par les C.P.A.S.			1893-1894
Question orale			2244, 2245
Nouvelles demandes introduites par des candidats réfugiés non reconnus			
Question orale			2374
Mise en œuvre par la Belgique de la Convention relative aux droits de l'enfant			
Question orale			2453
Appeltans, sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik			
Retard apporté à la création du nouveau Conseil fédéral de la politique scientifique			
Question orale			461, 462
Mesures d'économie à la S.N.C.B.			
Question orale			683-684
Campagne publicitaire concernant l'emprunt d'Etat « 3-6-9 » (1994-2003)			
Question orale			1607
Création d'un registre d'attente pour les étrangers qui se déclarent réfugiés ou qui demandent la reconnaissance de la qualité de réfugié			
Modification de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques et modification du Code électoral;			1944
Modification de l'article 5 de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques;			
Limitation et contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil de la Région wallonne, du Conseil flamand et du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale;			
Limitation et contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection du Parlement européen			2009-2011
Justification de vote			2055

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Arts, sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik			
Révision du Titre II de la Constitution, par l'insertion d'un article 24 <i>bis</i> , relatif aux droits économiques et sociaux			416-417, 420, 436-437
Rapport	15521	100-2/4°	
Rapport complémentaire		100-2/9°	
Sur la proposition de renvoi en commission			441
Révision de l'article 151 de la Constitution (Désignation des magistrats)			
Texte proposé	15564	100-44/4°	
Insertion d'un article 1412 <i>bis</i> dans le Code judiciaire (Saisie sur des biens du domaine public ou privé)			1158-1159, 2670
Rapport	14318	769-2	
Rapport		769-5	
Demande la reprise de la discussion, étant en commission de la Révision de la Constitution au moment de la discussion et n'ayant pu de ce fait intervenir en tant que rapporteur			
Motion d'ordre			1155
Modification de l'article 46 du Code judiciaire et de l'article 162, 13° <i>bis</i> , du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, en vue de favoriser la sécurité juridique et d'accélérer la procédure (Pli judiciaire et exploit d'huissier)			
Proposition de loi	16399	868-1	
Rétablissement de l'article 35 dans le Code pénal, en ce qui concerne l'interdiction du droit de conduire un véhicule			
Proposition de loi	16493	971-1	
Dispositions sociales (Vollet social du plan global de crise)			
Rapport (Justice)	16501	980-3	
Complément à l'article 10, Chapitre III, Titre premier, de l'article 3 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire, relatif aux avoués (Indemnité forfaitaire pour les avoués)			
Rapport	15231	995-2	
Modification de l'article 106 du Code judiciaire (Modification au règlement particulier de la Cour d'appel et à celui de la Cour du travail)			2673-2674
Rapport	16588	1073-2	
Modification de l'article 131, alinéa 2, du Code judiciaire (Cour de cassation: chambres réunies)			
Proposition de loi	16692	1186-1	
Enfants en danger (Exploitation sexuelle des mineurs d'âge)			105
Modification de diverses dispositions du Code judiciaire en vue d'améliorer la procédure (Articles 91 <i>bis</i> [nouveau], 627, 706, 730, 740, 747, 751, 764, 792, 849, 1072 <i>bis</i> , 1253 <i>ter</i> et <i>quater</i>);			
Modification de l'article 730 du Code judiciaire (Inscription au rôle général)			211
Discussion des articles			
Révision du Titre II de la Constitution, en vue d'insérer des dispositions nouvelles permettant d'assurer la protection des droits et libertés garantis par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales;			
Révision du Titre II de la Constitution en vue d'y insérer un article 24 <i>quater</i> relatif au respect de la vie privée;			
Révision du Titre II de la Constitution par l'insertion d'un article 24 <i>quater</i> relatif au droit au respect de la vie privée et familiale			675
Modification des articles 748 et 750 du Code judiciaire (Procédure: fixation)			1157
Création du comité d'attribution du label écologique européen (Règlement C.E.);			
Institution d'un système de label pour la promotion des produits propres			
Votes réservés			
Justification de vote			1187
Dispositions sociales			
Section: Justice			
Responsabilité objective en cas d'accident de la circulation			1353
Economie budgétaire dans le chef de l'Inami			1353-1354
Notion « usager vulnérable »			1354
Notion de « faute inexcusable »			1354, 1355
Exclusion des passagers			1354, 1355
Notion de dommage			1354
Indemnisation spécifique			1354
Droit de subrogation			1354
Responsabilité civile			1354, 1355
Augmentation de la prime d'assurance automobile			1355
Intérêt qu'il y aurait à modifier l'article 182 de la Constitution relatif à la subsidiarité des cultes et de la laïcité			1433-1434
Concession du Boyau de la Mort à Dixmude			2087
Sang et dérivés du sang d'origine humaine			2267-2268
Tribunaux de police (Accidents de la circulation)			2292-2294

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Arts (suite)			
Modification de l'article 931 du Code judiciaire et des dispositions relatives aux procédures du divorce			2393
Justification de vote			
Application de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel			2405
Modification de l'A.R. n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, en vue de la réglementation de l'exercice de la kinésithérapie (Doc. n° 944, n° 426 et n° 541);			2607
Attribution d'un statut professionnel aux kinésithérapeutes			
Droit d'auteur et droits voisins;			2643
Droit de suite			
B			
Baise, sénateur provincial de Hainaut (depuis le 10 février 1994)			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			1176-1177
Dispositions sociales			
Section: Affaires sociales			
Sécurité sociale			1298
Modulation du droit individuel			1298
Equilibre financier			1298
Globalisation des cotisations et répartition des recettes par secteurs			1298
Indemnisation des victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles			1299
Urgence d'une action visant le contrôle des forces armées en présence au Burundi			
Question orale			1971, 1972
Bartholomeeussen, sénateur de l'arrondissement d'Anvers			
Commission de contrôle des dépenses électorales et de la comptabilité ouverte des partis politiques (Loi du 4 juillet 1989)			
Demande de révision de la sanction résultant de plein droit de la non-approbation du rapport financier (exercice 1992) du parti R.O.S.S.E.M. et de l'a.s.b.l. «Stichting Daniël Huet»			
Rapport complémentaire	—	716-3	
Adaptation aux directives européennes de l'A.R. n° 55 du 10 novembre 1967 organisant le statut juridique des entreprises pratiquant la location-financement, de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation et de la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire			
Rapport	16278	741-2	
Achèvement de la transposition de la deuxième directive bancaire dans le droit belge			
Rapport	16364	831-2	
Etat d'avancement de la construction du T.G.V. en Région flamande;			
Construction du T.G.V., gestion de la S.N.C.B. et leurs répercussions sur les transports publics et les moyens financiers y afférents			1591
Barzin, sénateur de l'arrondissement de Namur-Dinant-Philippeville			
Modification de et complément aux dispositions du Code civil relatives à la copropriété			
Amendement	16250	712-3	
Amendement		712-10	
Amendement		712-11	
Amendement		712-12	
Modification des articles 748 et 750 du Code judiciaire (Procédure: fixation)			1157
Rapport	16380	849-2	
Naturalisations			
Rapport	16277	903-2	
Naturalisations			
Rapport	16339	904-2	
Naturalisations			
Rapport	16411	905-2	
Report de l'entrée en vigueur des dispositions relatives aux écotaxes, de la loi du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat			
Proposition de loi	16525	1008-1	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Barzin (suite)			
Modification de diverses dispositions du Code judiciaire en vue d'améliorer la procédure (Articles 91bis[nouveau], 627, 706, 730, 740, 747, 751, 764, 792, 849, 1072bis, 1253ter et quater);			
Modification de l'article 730 du Code judiciaire (Inscription au rôle général)			208-209
Communication du Gouvernement (Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale)			
Sauvegarde de la compétitivité			301
Efforts de modération demandés aux indépendants			301-302
Situation des petits indépendants			301-302
Impact de la perte du pouvoir d'achat des ménages			301-302
Vulnérabilité en matière de chômage			302
Flexibilité de l'emploi			302
Formalités administratives			302
Modification de la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie			952
Récent remaniement ministériel qui a fait suite à la démission de M. le Vice-Premier Ministre Coëme (dans le cadre de l'affaire <i>Agusta</i>);			
Manque de crédibilité de l'équipe ministérielle de nouveau remaniée pour ce qui est de la situation socio-économique;			
Conséquences du remaniement ministériel du 23 janvier 1994 pour la continuité, l'efficacité et la crédibilité de l'action du Gouvernement;			
Manque de crédibilité du Gouvernement, même à la suite du ramaniement ministériel récent			
Justification de vote			1130
Insertion d'un article 1412bis dans le Code judiciaire (Saisie sur des biens du domaine public ou privé)			1159
Protection de la vie privée contre les écoutes, la prise de connaissance et l'enregistrement de communications et de télécommunications privées			
Justification de vote			2234
Bayenet, sénateur coopté (jusqu'au 1^{er} février 1994)			
Prévention et limitation du surendettement (Justice de paix — Fonds spécial)			
Proposition de loi	16489	967-1	
Renonce à son mandat			998
Benker, sénateur coopté			
Tribunal international contre les crimes de guerre en ex-Yougoslavie			
Proposition de résolution	16441	916-1	
Modification de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée (Langue allemande)			
Proposition de loi	16476	951-1	
Embargo décrété par la Grèce à l'encontre de la République Macédoine			
Proposition de résolution	16521	1003-1	
Invitation du Gouvernement belge à tenter une conciliation entre la Grèce et la F.Y.R.O.M. (Ancienne république yougoslave de Macédoine)			
Proposition de résolution	16673	1164-1	
Plan de paix de la C.E. en ex-Yougoslavie			
Interpellation			77-78, 81
Massacres au Kurdistan le 22 octobre dernier			
Question orale			122, 123
Demande du Gouvernement burundais relative à l'intervention de troupes étrangères;			
Coup d'Etat du 21 octobre 1993 au Burundi			396, 399
Emeutes qui ont opposé Kurdes et Turcs à Saint-Josse-ten-Noode et Schaerbeek;			
Emeutes qui ont opposé Turcs et Kurdes à Bruxelles;			
Participation des services de sécurité turcs dans les incidents survenus entre Kurdes et Turcs dans certaines communes bruxelloises les 2 et 3 janvier 1994			885-886
Evaluation de la politique de coopération au développement en fonction du respect des droits de l'homme			944-945
Proposition du Gouvernement fédéral portant application de l'article 132 de la Constitution (Coordination et restructuration de la Constitution)			1043
Attitude du Gouvernement face aux déserteurs provenant de l'ex-Yougoslavie			
Interpellation			1063-1064, 1065-1066
Impuissance dramatique de l'Union européenne face à la guerre en Bosnie;			
Initiatives belges en vue de favoriser les chances d'obtenir la paix en Bosnie			1244-1245
Situation de crise dans les Balkans, particulièrement en Macédoine			
Interpellation			2063-2065, 2067-2068

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Benker (suite)			
Evacuation terrestre profonde de déchets faiblement radioactifs sur la base d'un rapport récent de l'O.N.D.R.A.F.			2203-2204
Tracé de la ligne T.G.V. entre Liège et Aix-la-Chapelle Question orale			2370
Approbation du Protocole d'adhésion de la Grèce à l'U.E.O., et Annexe faits à Rome le 20 novembre 1992			2492
Approbation de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, et Protocoles I, II et III, faits à Genève le 10 octobre 1980			2497
Percée de la démocratie en Afrique du Sud Rapport oral			2500, 2504-2505
Bock, sénateur provincial de Luxembourg, questeur du Sénat			
Réélu questeur du Sénat			6
Communication du Gouvernement (Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale) Attaques que contient le plan à l'égard de la famille Mesures en matière d'allocations familiales			261-264 262-264
Fixation pour l'année 1994 du contingent de l'armée Justification de vote			756
Aspects du plan global du Gouvernement concernant les allocations familiales Interpellation			763-764, 765
Dissolution du 3 ^e régiment des chasseurs ardennais à Vielsalm, retrait du groupe C.V.R.T. à Arlon des ordres de bataille des forces armées belges et menaces de désertification des régions rurales Interpellation			1132-1135, 1136
Concomitance de la suppression et de la construction de casernes Interpellation			1628-1629, 1630, 1631
Défense des producteurs belges en ce qui concerne l'octroi de suppléments de quota laitier provisoires par le Conseil des C.E. Question orale			1976
Défense des producteurs belges en ce qui concerne l'octroi de suppléments de quota laitier provisoires par le Conseil des C.E. Interpellation			2411-2412
Ouverture au musée de l'armée d'une salle consacrée à la résistance et à la déportation Interpellation			2481-2482-2483
Attitude de la S.N.C.B. devant les investissements effectués par les producteurs de traverses en bois Question orale			2688
Boël, sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies			
Transport par voie navigable Question orale			125-126
Budget général des Dépenses Section: Emploi et Travail Politique de l'emploi Manque de flexibilité du marché du travail Diminution des coûts salariaux Travail au noir Encouragement de l'apprentissage Harmonisation fiscale européenne Commerce extérieur			532-533 532, 533 532, 533 532 532 533 533
Répercussions de la privatisation de la C.G.E.R. sur les prêts hypothécaires sociaux accordés par des sociétés de crédit agréées Question orale			685-686
Borin, sénateur coopté (depuis le 10 février 1994)			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			1176-1177
Modification de la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire, de la loi du 15 juillet 1970 déterminant le cadre des tribunaux de commerce et modifiant la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire, et de la loi du 2 juillet 1975 déterminant le cadre du personnel des tribunaux de première instance (greffiers et commis-greffiers) Rapport	16427	899-2	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Borremans, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin			
Loi-programme			
Rapport (Défense)	16433	909-7	
Utilisation de militaires en dehors des forces armées (dans les services publics)			
Rapport	16483	961-2	
Bosman, sénateur de l'arrondissement de Malines-Turnhout			
Modification de l'A.R. n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'art de guérir, à l'exercice des professions qui s'y rattachent et aux commissions médicales et de l'A.M. du 30 avril 1993 relatif à l'agrément comme médecin généraliste, en ce qui concerne l'application de la législation en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, ainsi que le port du titre de médecin généraliste (Homéopathie)			
Proposition de loi	16514	996-1	
Ce qu'il est convenu d'appeler l'inscription obligatoire chez un généraliste			371, 373
Retards apportés à la mise en œuvre du projet instaurant un <i>numerus clausus</i> pour les étudiants en médecine			376
Bouchat, sénateur provincial de Luxembourg			
Abrogation de l'article 161 de la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses (Loi du 6 juillet 1948 mettant à charge de l'Etat la réparation des dommages de guerre aux biens nécessaires à un service public)			
Proposition de loi	16450	925-1	
Bougard, sénateur coopté			
Budget général des Dépenses de l'année 1994			
Amendement (S.N.C.B.)	16409	881-21	
Section: Communications et Infrastructure			
S.N.C.B.			559-560
Politique			559, 560, 561
Mauvais fonctionnement			559
Situation financière			559, 560
T.G.V.			559-560
Investissements			560
Commandes de traverses en béton			560
Faible part accordée au rail dans la politique européenne des transports			560, 561
Suppression de lignes et de gares			560
Pondrôme et Vonèche (Ligne 166 Bertrix-Beauraing-Dinant)			560
Section: Coopération au développement			
Peuples indigènes			589
Section: Défense nationale			
Restructuration des forces armées			589
Ex-U.R.S.S.			589
Modernisation des F16			589
Développement de l'U.E.O. en tant que bras armé de l'U.E.			589
Participation de la Belgique à l'Eurocorps			589
C.S.C.E.			589
O.N.U.			589, 590
Vente de matériel militaire			589
Turquie. — Question kurde			589
Missions extérieures de l'armée belge de maintien ou de rétablissement de la paix			590
Présence de conseillers en droit de la guerre			590, 592
Somalie			590, 591-592
Visites parlementaires sur le théâtre des opérations			590, 591
Rallées 4 x 4 en Ardennes			590-591, 592
Mise en œuvre des forces armées, mise en condition, ainsi que périodes et positions dans lesquelles le militaire peut se trouver			1693-1694, 1700
Amendement	16452	927-6	
Discussion des articles			1702-1703
Justification de vote			1842
Statuts du personnel militaire			1693-1694, 1700
Amendements	16453	928-5	
Statut des militaires court terme			1693-1694, 1700
Amendements	16454	929-6	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Bougard (suite)			
Problématique des peuples indigènes			70-71
Justification de vote			154
Report des travaux de modernisation de la ligne Athus-Meuse et fermeture de la ligne 167 Athus-Mont-Saint-Martin depuis le 26 septembre 1993			216-217
Application de la directive européenne 92/46 à partir du 1 ^{er} janvier 1994 et ses conséquences pour les petits producteurs de lait biologique			
Interpellation			781-782, 783
Sommet de l'O.T.A.N. à Bruxelles et plus particulièrement, l'avenir et l'élargissement éventuel de cette organisation			933-934
Attitude du Gouvernement belge quant au maintien ou non des troupes belges en ex-Yougoslavie suite au retour en Belgique du Général F. Briquemont vu l'ambiguïté de l'O.N.U.			980-981, 982
Avenir de la ligne ferroviaire 163, suspendue pour un an, et maintien ou non de la desserte routière alternative à charge de la S.N.C.B.			
Interpellation			1197-1198
Non-ratification par la Belgique de la Convention n° 169 de l'O.I.T. et ses conséquences pour le soutien de notre pays aux droits des peuples autochtones			
Interpellation			1202-1203, 1204
Bilan de la politique à l'égard des peuples autochtones et politique future que compte adopter notre pays pour activer la reconnaissance de leurs droits			
Interpellation			1204-1205, 1207
Droits pécuniaires des militaires			1693-1694, 1700
Utilisation de militaires en dehors des forces armées (dans les services publics)			1745-1746
Déclarations que le Ministre de la Défense nationale a faites à l'occasion de son voyage au Rwanda;			
Fonction des casques bleus belges dans le processus de démocratisation du Rwanda			1764
Crise au Rwanda et avenir des relations de la Belgique avec ce pays			
Interpellation			1915-1917, 1931
Justification de vote			1984
Présence de membres de milices rwandaises «interahamwé» sur le territoire belge			
Question orale			2125-2126
Dramatique et insoutenable situation de la population du Rwanda			2153, 2154
Délivrance de visas à des réfugiés rwandais			
Question orale			2230
Approbation des Actes internationaux suivants: 1. Accord européen établissant une association entre les C.E. et leurs Etats membres, d'une part, et la Roumanie, d'autre part, Protocoles 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7, Annexes I à XIX inclus, et Acte final, faits à Bruxelles le 1 ^{er} février 1993; 2. Accord européen établissant une association entre les C.E. et leurs Etats membres, d'une part, et la Bulgarie, d'autre part, Protocoles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8, Annexes I à XVI inclus, et Acte final, faits à Bruxelles le 8 mars 1993			2494-2495
Démision de la communauté internationale devant la tragédie rwandaise et nécessité pour les pays de l'Union européenne de prendre de initiatives urgentes			
Interpellation			2521-2523, 2528
Justification de vote			2731
Congés d'urgence pour motifs graves à octroyer aux miliciens des levées 1993 et antérieures			
Justification de vote			2719
Méthodes d'attribution des marchés de la S.N.C.B. et critères de choix du type de traverses de chemin de fer			
Interpellation			2746-2747, 2748
Bourgeois, Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Agriculture			
Commerce illicite d'animaux (Question orale de M. Verreycken)			117, 118
Initiatives concernant les P.M.E. qui s'inscrivent dans le cadre de la Présidence belge de la C.E.			
(Interpellation de M. Van Belle)			173-175, 176
Règlement européen relatif aux importations de bananes (Question orale de M. Hatry)			360-361
Budget général des Dépenses			
Section: Agriculture et Classes moyennes			
Accords du G.A.T.T.			582, 583, 584
Politique des P.M.E.			582, 583
Politique agricole. — P.A.C.			582, 583
Simplification des formalités administratives. — <i>Auditform</i> et <i>Comform</i>			583
Statut social des indépendants			583
Plan de rattrapage de la pension minimum des indépendants sur le revenu garanti aux personnes âgées			583
Allocations familiales des indépendants			583

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Bourgeois (suite)			
Budget général des Dépenses (suite)			
Section : Agriculture et Classes moyennes (suite)			
Bien-être des animaux			583
Mise en jachère de terres agricoles			583, 584
Cultures alternatives orientées vers la production non alimentaire			583
Pêche maritime			584
Réglementation de la profession de poissonnier			584
Peste porcine			584
Nouveaux foyers de peste porcine (Question orale de M. Eeman)			686-687
Position belge face aux propositions de la Norvège en vue d'obtenir des dérogations à la limitation de la chasse aux cétacés dans le cadre des négociations d'admission dans l'Union européenne (Interpellation de M. Cuyvers)			781
Application de la directive européenne 92/46 à partir du 1 ^{er} janvier 1994 et ses conséquences pour les petits producteurs de lait biologique (Interpellation de M. Bougard)			782, 783
Inondations dans la vallée de l'Yser et politique agricole (Interpellation de M. Maertens)			899-901
Rétributions pour délivrance de cartes d'ambulant aux étrangers (Question orale de M. Van Aperen)			1002
Gavage des canards (Interpellation de M. Cuyvers)			1137-1138, 1139
Problèmes posés par les groupes de travail ayant des attaches avec les établissements scientifiques du Ministère de l'Agriculture (Interpellation de M. Matthijs)			1380-1381
Nouvelles possibilités offertes à l'élevage des porcs par la litière biologique (Interpellation de M. Cuyvers)			1817
Fonctionnement de la Commission de dispenses de cotisations (Indépendants) (Question orale de Mme Herzet)			1825-1826
Régime de la retraite anticipée (Agriculture) (Question orale de M. De Meyer)			1888
Service de sauvetage <i>Seaking</i> à Coxyde (Question orale de M. Maertens)			1889
Primes pour certaines cultures arables ou les bovins (Réforme de la P.A.C. — Mention de l'organisation agricole) (Question orale de M. Van Aperen)			1975
Défense des producteurs belges en ce qui concerne l'octroi de suppléments de quota laitier provisoires par le Conseil des C.E. (Question orale de M. Bock)			1976
Absence d'un Code de déontologie pour les syndicats d'immeubles au moment où les travaux parlementaires relatifs à la loi sur la copropriété progressent rapidement (Interpellation de M. Flauxy)			2096, 2097
Modification de la loi du 15 juillet 1985 relative à l'utilisation de substances à effet hormonal ou à effet anti-hormonal chez les animaux Discussion des articles			2260-2261 2262, 2266
Règlement des courses équestres sur la voie publique à Krombeke (Interpellation de M. Cuyvers)			2409-2410, 2411
Défense des producteurs belges en ce qui concerne l'octroi de suppléments de quota laitier provisoires par le Conseil des C.E. (Interpellation de M. Bock)			2412
Nécessité de prendre des arrêtés d'exécution de la loi sur l'établissement d'élevages industriels à la suite du plan d'action relatif à l'épandage du lisier (Question orale de M. Maertens) Voir: Mme Smet			
Buchmann, sénateur de l'arrondissement d'Anvers, troisième vice-président du Sénat			
Réélu troisième vice-président du Sénat			6
Modification des articles 52, 53 et 68 de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur (Réglementation des soldes) Amendements	16393	862-3	
Modification de la loi provinciale (Dissociation du mandat de conseiller provincial et de la fonction de membre de la députation permanente) Proposition de loi	16536	1020-1	
Election directe du gouverneur de province Proposition de loi	16538	1022-1	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N ^o	Pages
Buchmann (suite)			
Modification des articles 52, 53 et 68 de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur (Soldes); Modification de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur (Articles 52 et 53: soldes) Justification de vote			96-97, 101-102 153
Buelens, sénateur provincial d'Anvers			
Insertion d'un article 383bis dans le Code pénal et d'un article 82bis dans la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, en vue de réprimer la production, la diffusion et la possession de représentations pornographiques impliquant des enfants Proposition de loi Modification de la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie Assouplissement et accélération de la procédure de naturalisation	16511	992-1	954-955 1436-1437
Buyle (Mme), sénatrice provinciale de Brabant			
Dispositions sociales (Volet social du plan global de crise) Amendement (Agences locales pour l'emploi) Amendement subsidiaire (Agences locales pour l'emploi) Section: Affaires sociales Critique du système des lois-programmes Promotion de l'emploi et sauvegarde de la compétitivité Généralisation des agences locales pour l'emploi Sécurité sociale Répartition des recettes par secteur Modulation du droit individuel Financement alternatif Cotisation spéciale Section: Emploi et Travail Discussion des articles Justification de vote Communication du Gouvernement (Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale) Sécurité sociale Equilibre financier Réforme structurelle Lutte contre le chômage Prolongation du stage d'attente des jeunes chômeurs Redistribution du travail Projet d'A.R. relatif à l'aromathérapie Question orale Directive relative à l'homéopathie Interpellation Réforme des agences locales pour l'emploi Interpellation Modification du chapitre IV du titre IX de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales (Application de la modération salariale dans les institutions de crédit) Justification de vote	16501	980-9 980-16	1289 1289 1289-1290 1290 1290 1290 1290 1290 1336 1461 293 293 293 293 293 293 1006 1208-1209, 1210-1211 2069-2071, 2074 2728
C			
Cahay-André (Mme), sénatrice provinciale de Liège			
Révision de l'article 4 de la Constitution (Droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales pour tout citoyen de l'Union européenne résidant dans un Etat membre dont il n'est pas ressortissant — Traité de Maastricht) Texte proposé Institution du droit de vote et d'éligibilité des ressortissants des Etats membres de la C.E. aux élections communales en Belgique Proposition de loi	15513 16397	100-14/3 ^o 866-1	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Cahay-André (Mme) (suite)			
Budget général des Dépenses pour l'année 1994 Rapport (Justice)	16409	881-6	
Modification de la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé, ainsi que du C.I.R. 1992 et du Code des taxes assimilées au timbre (Renonciation à l'agrément par une association agréée par la C.N.C.P. — Fonds de participation) (Caisses agréées par l'I.N.C.A.) (Système de protection des dépôts — C.N.C.P. — Suppression de la garantie de l'Etat) (S.N.C.I.) Rapport	16439	914-2 + Annexes	562-563
Modification de la loi du 7 juillet 1969 déterminant le cadre du personnel des cours et tribunaux du travail, en ce qui concerne le tribunal du travail de Liège Proposition de loi	16461	936-1	
Dispositions sociales Section: Justice Responsabilité objective en cas d'accident de la circulation Economies budgétaires dans le chef de l'Inami Notion de dommage Protection de l'usager vulnérable Augmentation de la prime d'assurance automobile Action récursoire des mutuelles			1361-1362 1361 1361 1362 1362 1362
Modification de la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé, ainsi que de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit (C.G.E.R.)			1876
Promotion d'une répartition équilibrée des hommes et des femmes sur les listes de candidatures aux élections			2039
Modification de et complément aux dispositions du Code civil relatives à la copropriété			2350-2351
Cannaerts, sénateur provincial d'Anvers (depuis le 10 février 1994)			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			1176-1177
Modification de l'article 5 de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques Rapport	16451	926-2	2004-2005
Création d'un registre d'attente pour les étrangers qui se déclarent réfugiés ou qui demandent la reconnaissance de la qualité de réfugié Rapport	16531	1015-2	1942
Modification de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques et modification du Code électoral Rapport	16581	1066-2	2004-2005
Limitation et contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil de la Région wallonne, du Conseil flamand et du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale Rapport	16582	1067-2	2004-2005
Limitation et contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection du Parlement européen Rapport	16583	1068-2	2004-2005
Capoen, sénateur de l'arrondissement de Courtrai-Ypres			
Lutte contre l'emploi illégal d'hormones dans l'engraissement des animaux			46
Budget général des Dépenses Section: Agriculture et Classes moyennes Simplification des formalités administratives. — <i>Auditform</i> Allocations familiales des indépendants Plan de rattrapage de la pension minimum des indépendants sur le revenu garanti aux personnes âgées Aide aux jeunes indépendants Représentation syndicale dans les P.M.E. Comités subrégionaux de l'emploi Peste porcine Accords du G.A.T.T. Mise en jachère de terres agricoles			579, 580 579 579 580 580 580 580 580 580
Manière dont le Gouvernement compte réaliser l'engagement imprudent qu'il a pris en 1992, lors de la conférence climatique du sommet de Rio et qui consiste à réduire, entre 1990 et 2000, de 5 p.c. les émanations de CO ₂ en Belgique			2221

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Cardoen, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles, secrétaire du Sénat			
Réélu secrétaire du Sénat			6
Modification de l'article 149 de la nouvelle loi communale (Nomination des membres du personnel enseignant)			
Proposition de loi	16459	934-1	
Insertion d'un article 265bis dans la nouvelle loi communale et modification des articles 264, deuxième alinéa, et 265, §2, deuxième et troisième alinéas, de celle-ci (Tutelle administrative: Arrêts de suspension ou d'annulation)			
Proposition de loi	16460	935-1	
Dispositions sociales (Voler social du plan global de crise)			
Rapport (Intérieur)	16501	980-5	
Plan stratégique de La Poste			
Interpellation			478, 479
Instructions communiquées au nom du parquet aux autorités verbalisantes (Circulation routière)			
Interpellation			892, 894-895
Cerexhe, sénateur provincial de Brabant (jusqu'au 13 décembre 1993)			
<i>Renonce à son mandat</i>			487
Claes, Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères (jusqu'au 10 octobre 1994)			
Sommet de l'O.T.A.N. à Bruxelles et plus particulièrement l'avenir et l'élargissement éventuel de cette organisation			
(Interpellation de M. Van Wambeke)			936-938
Position de la Belgique concernant Cuba			
(Interpellation de Mme Van Cleuvenbergen)			941
Initiatives belges en vue de favoriser les chances d'obtenir la paix en Bosnie			
(Interpellation de M. De Croo)			1246-1249
Impuissance dramatique de l'Union européenne face à la guerre en Bosnie			
(Interpellation de M. de Donnée)			1246-1249
Retour du Président élu Aristide et position de la Belgique par rapport à celle des Etats-Unis (Haïti)			
(Interpellation de M. Ulburghs)			1541
Utilisation de mines antipersonnel			
(Interpellation de Mme Dardenne)			1542-1543
Visite officielle en Turquie et l'ensemble du problème kurde			
(Interpellation de M. Maertens)			2143-2144
Leçons tirées par le Gouvernement belge de la guerre en Bosnie en vue de la tenue de la Conférence de Paris sur le « Pacte de stabilité en Europe » le 26 et le 27 mai 1994			
(Interpellation de M. Jonckheer)			2145-2147
Avenir de nos relations avec la nouvelle Afrique du Sud			
(Interpellation de M. Dierickx)			2150-2151
Dramatique et insoutenable situation de la population du Rwanda			
(Interpellation de Mme Mayence-Goossens)			2156-2159
Approbation du Protocole portant modification de la loi uniforme Benelux sur les marques, signé à Bruxelles le 2 décembre 1992			2490-2491
Approbation du Protocole d'adhésion de la Grèce à l'U.E.O., et Annexe faits à Rome le 20 novembre 1992			2493
Approbation des Actes internationaux suivants: 1. Accord européen établissant une association entre les C.E. et leurs Etats membres, d'une part, et la Roumanie, d'autre part, Protocoles 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7, Annexes I à XIX inclus, et Acte final, faits à Bruxelles le 1 ^{er} février 1993; 2. Accord européen établissant une association entre les C.E. et leurs Etats membres, d'une part, et la Bulgarie, d'autre part, Protocoles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8, Annexes I à XVI inclus, et Acte final, faits à Bruxelles le 8 mars 1993			2495
Approbation de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, et Protocoles I, II et III, faits à Genève le 10 octobre 1980			2498
Approbation de la Convention entre la Belgique et le Bangladesh tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Bruxelles le 18 octobre 1990			2499
Signature et ratification des protocoles additionnels à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales			
(Interpellation de M. Vandenberghe)			2518

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N ^o	Pages
Claes (suite)			
Pacte européen de stabilité (Interpellation de M. Van Wambeke)			2520-2521
Démision de la communauté internationale devant la tragédie rwandaise et nécessité pour les pays de l'Union européenne de prendre des initiatives urgentes (Interpellation de M. Bougard)			2525-2528
Représailles exercées par le Gouvernement turc sur des parlementaires kurdes (Question orale de M. H. Van Rompaey) <i>Voir: M. Delcroix</i>			
Plan de paix de la C.E. en ex-Yougoslavie (Interpellation de M. Benker) <i>Voir: M. Derycke</i>			
Rôle de nos ambassades et de nos consulats en matière d'accueil des Belges qui ont besoin d'aide à l'étranger (Interpellation de Mme Creyf) <i>Voir: M. Derycke</i>			
Relations diplomatiques entre la Belgique et la Macédoine (Question orale de M. De Backer) <i>Voir: M. Derycke</i>			
Le fait que le département des Affaires étrangères est devenu ingouvernable à la suite de l'annulation d'un certain nombre de nominations et répercussions éventuelles sur d'autres nominations politiques (à exclure ou non) (Question orale de M. De Croo) <i>Voir: M. Derycke</i>			
Coup d'Etat du 21 octobre 1993 au Burundi (Interpellation de Mme Maes) <i>Voir: M. Derycke</i>			
Demande du Gouvernement burundais relative à l'intervention de troupes étrangères (Interpellation de M. Ulburghs) <i>Voir: M. Derycke</i>			
Absence de respect des droits de l'homme au Viêt-nam (Interpellation de M. Valkeniers) <i>Voir: M. Derycke</i>			
Situation de crise dans les Balkans, particulièrement en Macédoine (Interpellation de M. Benker) <i>Voir: M. Santkin</i>			
Bilan de la politique à l'égard des peuples autochtones et politique future que compte adopter notre pays pour activer la reconnaissance de leurs droits (Interpellation de M. Bougard) <i>Voir: M. Santkin</i>			
Non-ratification par la Belgique de la Convention n ^o 169 de l'O.I.T. et ses conséquences pour le soutien de notre pays aux droits des peuples autochtones (Interpellation de M. Bougard) <i>Voir: M. Santkin</i>			
Application des conventions, directives et traités européens ou internationaux face aux autorisations de rejets chimiques, thermiques ou radioactifs dans l'atmosphère et les eaux de la Meuse des centrales nucléaires de Chooz B1 et B2 (Interpellation de Mme Dardenne) <i>Voir: M. Santkin</i>			
Situation en Angola (Question orale de M. Lozie) <i>Voir: Mme Smet</i>			
Tardiveté du rapport sur l'application de la Convention de l'O.N.U. relative aux droits de l'enfant (Question orale de M. Pataer) <i>Voir: Mme Smet</i>			
Mise en œuvre par la Belgique de la Convention relative aux droits de l'enfant (Question orale de M. Anthuenis) <i>Voir: M. Tobback</i>			
Urgence d'une action visant le contrôle des forces armées en présence au Burundi (Question orale de M. Baise) <i>Voir: M. Tobback</i>			
Massacres au Kurdistan le 22 octobre dernier (Question orale de M. Benker) <i>Voir: M. Tobback</i>			
Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (Question orale de Mme Dardenne) <i>Voir: M. Tobback</i>			
Information de la population belge dans le cadre de l'enquête sur la demande d'autorisation d'exploitation des nouvelles centrales nucléaires de Chooz (Question orale de Mme Dardenne) <i>Voir: M. Tobback</i>			

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Claes (suite)			
Demandeurs d'asile cubains à l'ambassade belge à La Havane (Question orale de M. De Croo) Voir: M. Tobbac			
Attitude du Gouvernement belge face à l'évolution de la situation au Rwanda (Question orale de M. Desmedt) Voir: M. Tobbac			
Droits politiques des Kurdes en Turquie (Question orale de M. Maertens) Voir: M. Tobbac			
Situation au Burundi (Question orale de Mme Maes) Voir: M. Tobbac			
Manque de concertation concernant la mise en place du Comité Benelux des sages (Question orale de M. Suykerbuyk) Voir: M. Tobbac			
Conséquences du coup d'Etat perpétré au Burundi (Question orale de M. H. Van Rompaey) Voir: M. Tobbac			
Attitude de la Belgique à l'égard du Rwanda (Question orale de Mme Verhoeven) Voir: M. Tobbac			
Attitude diplomatique à l'égard de la Chine, compte tenu notamment du problème tibétain (Question orale de M. Verreycken) Voir: M. Tobbac			
Voyage du Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères en Roumanie lorsqu'a éclaté la crise rwandaise (Question orale de M. Verreycken) Voir: M. Tobbac			
Raisons pour lesquelles le Président Clinton a renoncé à s'adresser au Parlement européen à Bruxelles lors de son prochain passage en Europe (Question orale de M. de Donnée) Voir: M. Urbain			
Prise de décision en matière de politique étrangère et européenne et en matière de commerce extérieur suite à la régionalisation (Interpellation de M. Dierickx) Voir: M. Urbain			
Coëme, Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Entreprises publiques (jusqu'au 21 janvier 1994)			
Liaisons aériennes au départ de la Belgique et à destination de celle-ci (Interpellation de M. Vermeiren)			133
Report des travaux de modernisation de la ligne Athus-Meuse et fermeture de la ligne 167 Athus-Mont-Saint-Martin depuis le 26 septembre 1993 (Interpellation de M. Scharff)			218-219
Déménagement et automatisation du service de l'immatriculation des véhicules (Question orale de M. Van Aperen)			362
Contournements de la législation (sur l'emploi des langues) par la direction de la Sabena. — Développement des aéroports régionaux (Interpellation de M. Verreycken)			409
Lenteurs du décollage de la société nationale des Voies aériennes et perspectives de sa privatisation (Interpellation de M. de Donnée)			469-470
Nombreux accidents d'auto du week-end et mesures à prendre pour endiguer ce fléau qui frappe surtout les jeunes (Interpellation de M. Monfils)			476-477
Plan stratégique de La Poste (Interpellation de M. Cardoen)			478-479-480
Budget général des Dépenses Section: Communications et Infrastructure			
Politique des transports			560-561
Union européenne			561
Politique ferroviaire			561
T.G.V.			561
Investissements			561
Octroi à la S.N.C.B. du produit de la vignette autoroutière			561
Opportunité d'un embranchement Gand/Ostende-Lille pour le T.G.V. (Question orale de M. De Roo)			874

	DOCUMENTS		ANNALES	
	R. A	N°	Pages	
Coëme (suite)				
Enregistrement des épaves de voitures comme moyen de lutte contre les vols d'automobiles (Question orale de M. Van Hooland)			875	
Confort d'écoute de la radio et possibilité d'entrer en contact avec les utilisateurs d'un mobilophone dans les tunnels routiers (Question orale de M. De Croo) Voir: Mme De Galan				
Mesures d'économie à la Sabena, particulièrement en ce qui concerne les traitements des pilotes (Question orale de M. de Donnée) Voir: Mme De Galan				
(Question orale de M. Didden) Voir: Mme De Galan				
Sécurité routière et contrôles de vitesse (Question orale de M. Van Hooland) Voir: Mme De Galan				
Transport par voie navigable (Question orale de M. Boël) Voir: M. Maystadt				
Conséquences du déménagement des services du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (Question orale de M. Didden) Voir: M. Tobbacq				
Position du Gouvernement relative au T.G.V. (Question orale de M. Hatry) Voir: M. Tobbacq				
Emission par l'O.C.P. d'un Sicav obligataire de capitalisation, le Post Bon 1998 (Question orale de M. Hatry) Voir: M. Tobbacq				
Emploi en néerlandais du terme « Minder-validen » dans l'A.R. du 1 ^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière (Question orale de M. Seeuws) Voir: M. Tobbacq				
Liaison ferroviaire Anvers-Liège (Question orale de Mme Van Cleuvenbergen) Voir: M. Tobbacq				
Mesures d'économie à la S.N.C.B. (Question orale de M. Appeltans) Voir: M. Urbain				
Modification prévue pour ce qui est de l'immatriculation des voitures automobiles et ses conséquences pour le secteur du crédit-bail (Question orale de M. De Croo) Voir: M. Van Rompuy				
Le tracé de la ligne du T.G.V. le long de l'E19 (Anvers-frontière avec les Pays-Bas) (Question orale de M. Van Aperen) Voir: M. Van Rompuy				
Coenraets, sénateur provincial de Brabant (depuis le 10 février 1994)				
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment				1176-1177
Cooreman, sénateur provincial de Flandre orientale				
Instauration d'un système de titres de participation, en vue d'intéresser les salariés dans les entreprises des employeurs (Loi sur les sociétés commerciales — Loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération: dispension de cotisations sociales — Code judiciaire, art. 574: compétence du tribunal de commerce) Proposition de loi	16412	883-1		
Modification du C.I.R. 1992 en ce qui concerne les définitions des revenus mobiliers Proposition de loi	16468	943-1		
Exonération fiscale des libéralités faites aux établissements culturels publics (C.I.R. 1992, art. 104, 3 ^o , c) Proposition de loi	16572	1056-1		
Budget des Voies et Moyens de l'année 1994; Budget général des Dépenses de l'année 1994 Sections: Finances — Dette publique — Dispositions générales — Services de l'Etat à gestion séparée — Section particulière Dette publique			501	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Cooreman (suite)			
Exécution du plan global en matière de fiscalité			1648-1649
Fiscalité immobilière			
Revalorisation, à l'I.P.P. par l'application d'un coefficient de 1,25, du revenu cadastral indexé des secondes résidences. — Handicapés			1648-1649
Taxation des sociétés sur les biens immobiliers en leur possession			1649
Abaissement du précompte mobilier sur certains dividendes			1649
A.R. n° 15 du 9 mars 1982 encourageant la souscription d'actions			1649
Prise en compte du précompte professionnel dans l'impôt des sociétés			1649, 1650
Déductibilité, dans le secteur privé, du salaire payé à des tiers			1649-1650
Modification de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat (Ecotaxes)			1869-1870
Ordre des travaux			1848
Modification de la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé, ainsi que de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit (C.G.E.R.)			1876
Justification de vote			1906
Limitation et contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux et communaux et pour l'élection directe des conseils de l'aide sociale			2473
Demande le renvoi en commission. — Rejet			
Cornet d'Elzuis (Mme), sénatrice provinciale de Namur			
Création du comité d'attribution du label écologique européen (Règlement C.E.)			1191
Justification de vote			
Creyf (Mme), sénatrice de l'arrondissement de Bruxelles			
Modification de l'A.R. n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales en vue de la réglementation de l'exercice de la kinésithérapie	15982	426-2	
Rapport			
Modification de l'A.R. n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales en vue de la réglementation de l'exercice de la kinésithérapie	16089	541-2	
Rapport			
Attribution d'un statut professionnel aux kinésithérapeutes	16178	636-2	
Rapport			
Certaines dispositions relatives à la santé publique (Substances soporifiques et stupéfiantes — Conseil national de l'art infirmier — Modification de la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente)	16191	650-2	967-970
Rapport			
Sécurité des consommateurs (Transposition d'une directive C.E. relative à la sécurité des produits)	16285	749-2	912-913
Rapport			
Modification de l'A.R. n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales en vue de la réglementation de l'exercice de la kinésithérapie	16469	944-2	
Rapport			
Favoriser la transparence du commerce des marchandises originaires d'un pays non membre de la C.E. (Marchandises revêtues de marques de nature à faire croire que ces marchandises sont originaires de Belgique — A.R. n° 91 du 30 novembre 1939)	16534	1018-2	2366
Rapport			
Sang et dérivés du sang d'origine humaine	16564	1048-2	2258, 2267
Rapport			
Rôle de nos ambassades et de nos consulats en matière d'accueil des Belges qui ont besoin d'aide à l'étranger			84-86, 87
Interpellation			
Modification de certaines dispositions de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre;			
Modification de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre (Obligations de l'assureur concernant la prise en charge du montant des frais et ses obligations dans le temps, en ce qui concerne les risques industriels, commerciaux et professionnels);			
Complément à l'article 82 de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre (Paiement, par l'assureur, des intérêts et des frais, même au-delà des limites de la garantie)			609-611
Déconcentration de la Division de l'immatriculation des véhicules et lutte contre les vols de voiture			1030-1031

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Creyf (Mme) (suite)			
Protocole du 28 juillet 1993 conclu entre le Gouvernement fédéral et les autorités visées aux articles 59bis, 59ter et 108ter de la Constitution, en ce qui concerne la politique à mener en matière de santé et une décision récente du Conseil d'Etat (Equilibre financier de la sécurité sociale — Blocage de services médicaux: cathétérisme cardiaque) Question orale			1551
Mise en œuvre du Protocole du 28 juillet 1993 conclu entre le Gouvernement fédéral et les Communautés quant à la politique à mener en matière de santé (Economies dans le secteur hospitalier) Interpellation			1906-1907, 1909
Vote électronique dans une série de communes bruxelloises Question orale			2376
Application de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel			2403
Réforme éventuelle de la réadaptation fonctionnelle des enfants présentant des troubles d'apprentissage (Inami) Question orale			2458
Cuyvers, sénateur provincial d'Anvers			
Modification de certaines dispositions de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre Amendement (Véhicules automoteurs)	16354	821-3	
Budget général des Dépenses pour l'année 1994 Amendements (Environnement: augmentation des crédits)	16409	881-20	
Section: Santé publique et Environnement Régionalisation de la politique de l'environnement			536
Réduction des émissions de CO ₂ Ecotaxes			536
Politique de santé Résorption des facteurs pathogènes d'origine socio-économique			536-537
Optimisation de la qualité des soins			536-537
Réduction des dépenses superflues			537
Médicaments de substitution			537
Charte du patient			537
Démocratisation de l'Ordre des médecins			537
Section: Agriculture et Classes moyennes Bien-être des animaux			579
Création du comité d'attribution du label écologique européen (Règlement C.E.) Amendements	16415	887-3	
Coordination, entre le Gouvernement fédéral et les Communautés, des politiques de santé en matières curative et préventive Proposition de résolution	16456	931-1	
Modification de l'A.R. n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, en vue de la réglementation de l'exercice de la kinésithérapie Amendements	16469	944-3	
Elargissement du droit de choisir du patient, par l'institution d'une déclaration de volonté relative au traitement (Soins palliatifs et euthanasie) Proposition de loi	16682	960-1	
Interdiction de certains pesticides (Dispositions pénales) Proposition de loi	16495	974-1	
Modification de la loi du 15 juillet 1985 relative à l'utilisation de substances à effet hormonal ou à effet anti-hormonal chez les animaux Amendements	16566	1050-3	2260, 2261
Discussion des articles Justification de vote			2262, 2266 2389-2390
Invitation du Gouvernement belge à tenter une conciliation entre la Grèce et la F.Y.R.O.M. (Ancienne république yougoslave de Macédoine) Proposition de résolution	16673	1164-1	
Protection des travailleurs contre les concentrations trop élevées d'ozone troposphérique (R.G.P.T.) Proposition de loi	16676	1169-1	
Possibilité de réduire fortement le nombre d'animaux d'expérience en admettant leur remplacement légal par des expériences <i>in vitro</i> Interpellation			40-41, 42-43
Plan de réduction du CO ₂ Interpellation Justification de vote			48-49, 50-51 155

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Cuyvers (suite)			
Problématique des peuples indigènes			71-72
Lessives compactes et adoucisseurs compacts de lessives dans le cadre de la loi-cadre sur les produits annoncée depuis longtemps			
Question orale			203, 204
Modification de la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits (Contrôle des denrées — Directive C.E.)			442
Nombreux accidents d'auto du week-end et mesures à prendre pour endiguer ce fléau qui frappe surtout les jeunes			475-476
Mesures qui s'imposent en vue de permettre une action sévère contre le travail au noir dans le transport de marchandises par la route			
Interpellation			778, 779
Position belge face aux propositions de la Norvège en vue d'obtenir des dérogations à la limitation de la chasse aux cétacés dans le cadre des négociations d'admission dans l'Union européenne			
Interpellation			780-781
Evolutions récentes sur le plan des techniques de procréation médicalement assistée			
Question orale			1003-1004
Abrogation de l'article 11 de la loi du 16 juillet 1990 portant des dispositions budgétaires (Droits d'expertise à l'importation)			1028
Justification de vote			1128
Gavage des canards			
Interpellation			1137, 1138-1139
Création du comité d'attribution du label écologique européen (Règlement C.E.);			
Institution d'un système de label pour la promotion des produits propres			1147-1148
Discussion des articles			1150, 1151-1152, 1153
Votes réservés			
Justification de vote			1188
Approbation du Protocole au Traité sur l'Antarctique, relatif à la protection de l'environnement, Appendice, Annexes I, II, III, IV et V faits à Madrid le 4 octobre 1991			1383
Nécessité de réserver l'emploi massif de certaines troupes de dépistage génétique aux centres universitaires d'information génétique			
Question orale			1447-1448
Exécution de la deuxième phase du programme du Fonds de survie pour le tiers-monde			1488
Mesures destinées à réduire la consommation de tabac en Belgique et dans l'Union européenne			
Interpellation			1567-1568-1569-1570
Mesures visant à un meilleur remboursement des soins palliatifs par l'Inami			
Interpellation			1595, 1956, 1597
Instauration à bref délai de la responsabilité pénale des personnes morales			
Question orale			1605
Nouvelles possibilités offertes à l'élevage des porcs par la litière biologique			
Interpellation			1816-1817
Constatation selon laquelle la Sabena enfreint son propre embargo sur les transports d'oiseaux			
Question orale			1823, 1824
Intention d'interdire l'expérimentation animale par la DL-50 — actuellement obligatoire — en tant que test de toxicité aigue dans la procédure d'agrément des médicaments			1962, 1964
Récents déclarations concernant des initiatives légales en vue de réduire sensiblement et à bref délai le recours à l'expérimentation animale pour essayer les produits			
Interpellation			2109-2110, 2111-2112
Evacuation terrestre profonde de déchets faiblement radioactifs sur la base d'un rapport récent de l'O.N.D.R.A.F.			
Justification de vote			2205
Manière dont le Gouvernement compte réaliser l'engagement imprudent qu'il a pris en 1992, lors de la conférence climatique du sommet de Rio et qui consiste à réduire, entre 1990 et 2000, de 5 p.c. les émanations de CO ₂ en Belgique			2220-2221
Mesures visant à maintenir l'ordre le 20 juin 1994 à Krombeke à l'occasion des courses équestres prévues sur la voie publique			
Question orale			2227-2228
Sang et dérivés du sang d'origine humaine			2268, 2269
Règlement des courses équestres sur la voie publique à Krombeke			
Interpellation			2408-2409, 2410-2411
Modification de l'A.R. n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, en vue de la réglementation de l'exercice de la kinésithérapie (Doc. n° 944, n° 426 et n° 541);			
Attribution d'un statut professionnel aux kinésithérapeutes			2607
Discussion des articles			2612, 2613, 2617
Substitution aux médicaments prescrits			2621

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Cuyvers (suite)			
Choix de sites possibles pour l'évacuation de déchets faiblement radioactifs Question orale			2688
Nécessité de mettre en œuvre d'urgence un plan d'action de la concentration de base de l'ozone et des précurseurs de l'ozone Question orale			2757-2758
D			
Daerden, sénateur de l'arrondissement de Liège			
Budget des Voies et Moyens de l'année 1994; Budget général des Dépenses de l'année 1994 Sections: Finances — Dette publique — Dispositions générales — Services de l'Etat à gestion séparée — Section particulière Crise économique Assainissement des finances publiques Politique monétaire Fraude fiscale			498 498-499 499 499
Dalem, sénateur de l'arrondissement de Namur-Dinant-Philippeville (jusqu'au 1^{er} août 1994)			
Report des travaux de modernisation de la ligne Athus-Meuse et fermeture de la ligne 167 Athus-Mont-Saint-Martin depuis le 26 septembre 1993 Concomitance de la suppression et de la construction de casernes <i>Renonce à son mandat</i>			218 1629 2773
Daras, sénateur de l'arrondissement de Liège			
Création du comité d'attribution du label écologique européen (Règlement C.E.) Amendements	16415	887-3	
Interdiction de certains pesticides (Dispositions pénales) Proposition de loi	16495	974-1	
Rendre plus transparente la multiplicité des mandats publics (Mandats exercés par les membres d'une autorité communale ou provinciale, d'un Gouvernement régional ou communautaire ou du Gouvernement fédéral — Intercommunales) Proposition de loi	16552	1036-1	
Modification de la loi provinciale du 30 avril 1836 et de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales (Rénovation de l'institution provinciale) Proposition de loi	16553	1037-1	
Modification de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques et modifiant le Code électoral Amendements	16581	1066-4	
Limitation et contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil de la Région wallonne, du Conseil flamand et du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale Amendements	16582	1067-4	
Limitation et contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection du Parlement européen Amendements	16583	1068-4	
Application du régime fiscal commun aux dividendes versés par des intercommunales à des sociétés résidentes Proposition de loi	16590	1075-1	
Modification de la loi provinciale, de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales, des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962, ainsi que de la nouvelle loi communale (Implications de la scission de la province de Brabant) Amendements Discussion des articles	16698	1094-3	2441, 2442
Modifications de la réglementation des congés de fonctionnaires de la fonction publique de l'Etat fédéral Interpellation			340-341, 343
Création du comité d'attribution du label écologique européen (Règlement C.E.); Institution d'un système de label pour la promotion des produits propres Modification de la nouvelle loi communale en vue de renforcer la démocratie communale Justification de vote			1148-1149 1562-1563

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N ^o	Pages
Daras (suite)			
Publicité de l'administration Justification de vote			1846-1847
Modification de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques et modification du Code électoral;			
Modification de l'article 5 de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques;			
Limitation et contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil de la Région wallonne, du Conseil flamand et du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale;			2009
Limitation et contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection du Parlement européen			
Limitation et contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux et communaux et pour l'élection directe des conseils de l'aide sociale			2423-2425
Dardenne (Mme), sénatrice provinciale de Liège			
Budget général des Dépenses de l'année 1994			
Amendement (Fonds agricole et Fonds d'investissement agricole)	16409	881-22	
Modification de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions (Mines anti-personnel)			
Proposition de loi	16515	997-1	
Mines anti-personnel et pièges ou dispositifs de même nature (Loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions)			
Proposition de loi	16526	1009-1	-
Fourniture au réseau public de courant électrique, produit à partir des sources d'énergie renouvelables			
Proposition de loi	16574	1058-1	
Choix des sites pour le dépôt définitif en surface des déchets radioactifs de faible activité			
Question orale			29
Production, vente et exportation de mines anti-personnel			
Question orale			219, 220
Communication du Gouvernement (Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale)			
Grand transport routier			299
Taxe énergie sur le CO ₂			299-300
Augmentation des accises sur les carburants			300
Allègement du coût de l'électricité pour les entreprises et pour les petits consommateurs			300
Modification de certaines dispositions de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre;			
Modification de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre (Obligations de l'assureur concernant la prise en charge du montant des frais et ses obligations dans le temps, en ce qui concerne les risques industriels, commerciaux et professionnels);			
Complément à l'article 82 de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre (Paiement, par l'assureur, des intérêts et des frais, même au-delà des limites de la garantie)			611-612
Position de la Belgique et de la Présidence belge du Conseil de la C.E. face à la signature des accords du G.A.T.T.			
Interpellation			652-654, 655
Contamination du lait maternel en Belgique			
Question orale			761, 762
Signature ou non de la Convention de Londres relative au déversement de déchets radioactifs en mer			
Question orale			1082, 1083
Protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et l'Agence fédérale de contrôle nucléaire			
Justification de vote			1464
Utilisation de mines antipersonnel			
Interpellation			1542, 1543
Information de la population belge dans le cadre de l'enquête sur la demande d'autorisation d'exploitation des nouvelles centrales nucléaires de Chooz			
Question orale			1972-1973
Application des conventions, directives et traités européens ou internationaux face aux autorisations de rejets chimiques, thermiques ou radioactifs dans l'atmosphère et les eaux de la Meuse des centrales nucléaires de Chooz B1 et B2			
Interpellation			2115-2117, 2118, 2119
Traité d'interdiction complète des essais nucléaires			
Question orale			2689

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N ^o	Pages
De Backer, sénateur provincial d'Anvers			
Naturalisations Rapport	16277	903-2	
Naturalisations Rapport	16339	904-2	
Naturalisations Rapport	16411	905-2	
Naturalisations Rapport	16436	973-2	
Naturalisations Rapport	16505	1013-2	
Modification de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques et modifiant le Code électoral Amendements Discussion des articles	16581	1066-3	2015, 2016
Limitation et contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil de la Région wallonne, du Conseil flamand et du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale Amendements Discussion des articles	16582	1067-3	2020, 2021
Limitation et contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection du Parlement européen Amendements Discussion des articles	16583	1068-3	2026, 2027
Naturalisations Rapport	16607	1115-2	
Proposition de directive du Conseil de la C.E. concernant la constitution d'un comité d'entreprise européen dans les entreprises ou les groupes d'entreprises de dimension communautaire en vue d'informer et de consulter les travailleurs			191-192
Relations diplomatiques entre la Belgique et la Macédoine Question orale			1081
Modification de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques et modification du Code électoral;			
Modification de l'article 5 de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques;			
Limitation et contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil de la Région wallonne, du Conseil flamand et du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale;			
Limitation et contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection du Parlement européen			2005-2006
De Boeck, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles			
Dissolution du Fonds national de garantie pour dégâts houillers Amendements	16568	1052-3	
Promotion d'une répartition équilibrée des hommes et des femmes sur les listes de candidatures aux élections Amendements Justification de vote	16569	1053-5	2039-2040 2057
Fourniture au réseau public de courant électrique, produit à partir des sources d'énergie renouvelables Proposition de loi	16574	1058-1	
Dispositions sociales Section : Agriculture et Classes moyennes Pension minimale garantie des travailleurs indépendants Financement du statut social des indépendants			1376 1376
Certificat complémentaire de protection pour les médicaments (Mise en œuvre d'un règlement C.E.) Justification de vote			2396
Debrus, sénateur de l'arrondissement de Namur-Dinant-Philippeville (depuis le 2 août 1994)			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			2775

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Decléty, sénateur provincial de Hainaut			
Modification de la loi du 20 mars 1991 organisant l'agrégation d'entrepreneurs de travaux (Répartition des compétences entre l'Etat et les Régions)			1953-1954, 1955
Provenance des armements et des munitions utilisés par les parties belligérantes en Yougoslavie, en Somalie et au Rwanda			1977-1978
Question orale			
De Croo, sénateur de l'arrondissement d'Audenarde-Alost			
Modification de l'article 33 du Règlement du Sénat (Transmission aux présidents de groupe d'une copie du texte de chaque demande d'interpellation)			
Rapport	16240	701-2	
Modification de la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire, en ce qui concerne le cadre du personnel du parquet du Procureur du Roi d'Audenarde			
Proposition de loi	16509	989-1	
Election directe du bourgmestre			
Proposition de loi	16537	1021-1	
Modification de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone (Election directe du président du Gouvernement)			
Proposition de loi	16541	1025-1	
Modification de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises (Election directe du président et du vice-président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale)			
Proposition de loi spéciale	16546	1030-1	
Révision de l'article 41 de la Constitution (C.P.A.S.)			
Proposition de déclaration	16547	1031-1	
Allocution du Président du Sénat			7
Révision de la Constitution			7-8
Révision du Pacte social de 1945			8
Information des Chambres législatives			
Confort d'écoute de la radio et possibilité d'entrer en contact avec les utilisateurs d'un mobilophone dans les tunnels routiers			
Question orale			31
Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale			
Justification de vote			35
Modification de l'article 74, premier alinéa, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques (Institut belge des services postaux et des télécommunications: recrutement)			128
Justification de vote			154
Problématique des peuples indigènes			
Justification de vote			155
Modification prévue pour ce qui est de l'immatriculation des voitures automobiles et ses conséquences pour le secteur du crédit-bail			
Question orale			205, 206
Méthodes du Gouvernement en vue d'arriver à la concrétisation d'un pacte social et proposition de la Note Verplaetse;			
Association des Communautés à toute concertation sociale susceptible d'hypothéquer leur marge d'action politique;			
Plan de redressement global			
Justification de vote			215
Communication du Gouvernement (Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale)			228
Instauration d'un index santé			233
Application au financement des Régions et des Communautés			233
Recul de l'emploi			234
Délocalisation croissante de l'industrie			234
Automatisation			234
Coûts salariaux			234
Sauvegarde de la compétitivité			234-235
Manque de confiance du citoyen			235
Application de la loi du 6 janvier 1989 sur la compétitivité. — Pouvoirs spéciaux			235
Taxation des sociétés patrimoniales			239
Justification de vote			324
Effacement des conséquences de la répression et de l'épuration			
Sur la prise en considération de la proposition de résolution			433, 443
Révision du Titre II de la Constitution, par l'insertion d'un article 24bis relatif aux droits économiques et sociaux			436
Sur la proposition de renvoi en commission			441
Modification de la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits (Contrôle des denrées — Directive C.E.)			442

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
De Croo (suite)			
Ordre du jour de la Commission de la Défense			
Motion d'ordre			487
Budget des Voies et Moyens de l'année 1994;			
Budget général des Dépenses de l'année 1994			
Sections: Finances — Dette publique — Dispositions générales — Services de l'Etat à gestion séparée — Section particulière			
Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale			489-490
Impact sur l'assainissement des finances publiques			489
Redressement de la compétitivité			489
Pression fiscale			489
Emploi			489-490
Réduction du temps de travail			490
Allocations familiales			490
Pensions			490
Assurance maladie-invalidité			490
Revenus immobiliers			490
Privatisations			490
Justification de vote			753
Naturalisations			
Sur la prise en considération de demandes de naturalisation			697
Manque de crédibilité de l'équipe ministérielle de nouveau remaniée pour ce qui est de la situation socio-économique			
Interpellation			1045-1046, 1051
Justification de vote			1130
Le fait que le département des Affaires étrangères est devenu ingouvernable à la suite de l'annulation d'un certain nombre de nominations et répercussions éventuelles sur d'autres nominations politiques (à exclure ou non)			
Question orale			1080, 1081
Proposition du Gouvernement fédéral portant application de l'article 132 de la Constitution (Coordination et restructuration de la Constitution)			1087
Meilleure maîtrise des dépenses publiques en Belgique			
Justification de vote			1193
Cinquième ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1993 — Section 16 « Défense nationale »			
Justification de vote			1194
Initiatives belges en vue de favoriser les chances d'obtenir la paix en Bosnie			
Interpellation			1238-1239, 1249
Octroi de l'amnistie aux victimes de la répression			
Sur la prise en considération de la proposition de loi de M. Verreycken			1458
Dispositions sociales			
Justification de vote			1458-1459
Evolution peu encourageante en ce qui concerne la célérité avec laquelle certains membres du Gouvernement répondent aux questions écrites			
Question orale			1546
Opportunité d'un contrôle plus strict des opérations financières des organisations et/ou associations ayant une mission sociale (Syndicats et mutualités — B.B.T.K. Anvers — Personnalité juridique et comptabilité ouverte — Primes syndicales)			
Question orale			1610-1611, 1612
Abrogation de l'article 4 de la loi du 6 août 1993 portant des dispositions sociales et diverses (Décret du 4 août 1959 instaurant un régime spécifique d'assurance soins de santé pour les agents de l'Administration d'Afrique)			
Sur la proposition de renvoi en commission par M. Hatry			1846
Modification de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat (Ecotaxes)			
Ordre des travaux			1848
Entrée en vigueur			1848
Justification de vote			1903
Droits d'enregistrement frappant la vente de terrains de la S.N.C.B. à Bruxelles			
Question orale			1884, 1885
Sur l'ordre des travaux (Projets et propositions sur l'élection du Parlement européen et sur les dépenses électorales)			1905
Promotion d'une répartition équilibrée des hommes et des femmes sur les listes de candidatures aux élections			2037
Sur l'ordre des travaux en séance publique			2030, 2031
Rappel au Règlement du Sénat (Vote nominatif sur l'ordre des travaux)			2031
Discussion des articles			2051, 2053
Justification de vote			2057
Premier ajustement du budget général des Dépenses pour l'année 1994 (Protection civile: inondations)			
Justification de vote			2055

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
De Croo (suite)			
Sixième ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1993 (Lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, art. 44: dépassement de crédit ou nouvelle dépense pour laquelle les crédits font défaut) (Décès de Sa Majesté le Roi Baudouin)			
Justification de vote			2055
Evacuation terrestre profonde des déchets radioactifs			
Question orale			2078, 2079
Gestion des mutualités			2082
Concession du Boyau de la Mort à Dixmude			2088
Justification de vote			2136
Ordre des travaux (Interpellation de M. Goovaerts concernant la protection de la vie privée)			2134, 2135
Protection de la vie privée contre les écoutes, la prise de connaissance et l'enregistrement de communications et de télécommunications privées			
Justification de vote			2234
Evacuation terrestre profonde de déchets faiblement radioactifs sur la base d'un rapport récent de l'O.N.D.R.A.F.			
Justification de vote			2238, 2240
Demandeurs d'asile cubains à l'ambassade belge à La Havane			
Question orale			2372-2373
Avenir de la Sabena			
Question orale			2456, 2457
Ordre des travaux			2470
Approbation du Protocole portant modification de la loi uniforme Benelux sur les marques, signé à Bruxelles le 2 décembre 1992			2512-2513
Approbation de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, et Protocoles I, II et III, faits à Genève le 10 octobre 1980			2512-2513
Approbation des actes internationaux suivants: 1. Accord européen établissant une association entre les C.E. et leurs Etats membres, d'une part, et la Roumanie, d'autre part, Protocoles 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7, Annexes I à XIX inclus, et Acte final, faits à Bruxelles le 1 ^{er} février 1993; 2. Accord européen établissant une association entre les C.E. et leurs Etats membres d'une part, et la Bulgarie, d'autre part, Protocoles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8, Annexes I à XVI inclus, et Acte final, faits à Bruxelles le 8 mars 1993			2512-2513
Hommage à M. Wilfried Martens, ancien Premier Ministre			2733
Déclarations contradictoires faites par certains membres du Gouvernement concernant l'exercice des fonctions de bourgmestre par M. Happart, à Fourons			
Question orale			2753, 2754
Félicitations pour les nouveaux sénateurs et hommage à M. Dalem			2774-2775
Comités permanents de contrôle des services de renseignements et de police			
Changements dans la composition des comités			2777
de Donnée (chevalier), sénateur de l'arrondissement de Bruxelles			
Modification des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 (Plusieurs modifications)			
Amendement	16404	874-4	
Abrogation de l'article 4 de la loi du 6 août 1993 portant des dispositions sociales et diverses (Décret du 4 août 1959 instaurant un régime spécifique d'assurance soins de santé pour les agents de l'Administration d'Afrique)			
Proposition de loi	16429	901-1	
Mise en œuvre des forces armées, mise en condition, ainsi que périodes et positions dans lesquelles le militaire peut se trouver			1684-1685
Amendement	16452	927-5	
Justification de vote			1841
Statut des militaires court terme			1684-1685
Amendement	16454	929-5	
Utilisation de militaires en dehors des forces armées (dans les services publics)			
Amendement	16483	961-3	
Modification de la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées et de la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel militaire des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical			
Amendements	16516	998-3	
Publicité de l'administration			
Amendement	16517	999-3	
Amendements		999-4	
Amendement		999-5	
Amendement		999-6	
Amendement		999-7	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N ^o	Pages
de Donnée (chevalier) (suite)			
Instauration des travaux d'intérêt général comme mesure de substitution applicable aux mineurs d'âge (Complément à l'article 37 de la loi du 8 avril 1965) Proposition de loi	16602	1088-1	
Modification de certaines dispositions relatives à la gendarmerie et au statut de son personnel (Démilitarisation : modification des lois du 2 décembre 1957, 27 décembre 1973 et 11 juillet 1978) Amendement	16610	1096-3	2553-2554
Discussion des articles			2557
Contrôle des communications officielles des autorités publiques Amendement	16636	1124-3	2564-2565
Discussion des articles			2567
Justification de vote			2710
Caractère partisan, trompeur et dispendieux de la campagne d'information du Gouvernement sur la réforme de l'Etat (Brochures d'Inbel et de l'Institut E. Vandervelde) Interpellation			20-22-23
Mesures d'économie à la Sabena, particulièrement en ce qui concerne les traitements des pilotes Question orale			27
Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale Justification de vote			35
Votes à la Chambre au moment où les Ministres sont requis au Sénat pour répondre à des questions orales Motion d'ordre			125
Régionalisation des attachés commerciaux Question orale			127
Non-disponibilité du Premier Ministre pour répondre au Sénat à certaines interpellations sur le Pacte social alors qu'il a pu se libérer pour la Chambre			129
Méthodes du Gouvernement en vue d'arriver à la concrétisation d'un pacte social et propositions de la Note Verplaetse Interpellation			158-162, 170-171
Révision du Titre II de la Constitution, par l'insertion d'un article 24bis relatif aux droits économiques et sociaux Sur la proposition de renvoi en commission			441
Justification de vote			700-701
Lenteurs du décollage de la société nationale des Voies aériennes et perspectives de sa privatisation Interpellation			469, 470
Raisons pour lesquelles le Président Clinton a renoncé à s'adresser au Parlement européen à Bruxelles lors de son prochain passage en Europe Question orale			685
Emeutes qui ont opposé Kurdes et Turcs à Saint-Josse-Ten-Noode et Schaerbeek Interpellation			881-882, 889, 890
Evolution de la criminalité à Bruxelles (Fonctionnement de la gendarmerie et de la police communale)			908, 910
Budget administratif des Affaires économiques de l'année 1994 (32) Vote sur la motion de conformité — Justification de vote			1018
Proposition du Gouvernement fédéral portant application de l'article 132 de la Constitution (Coordination et restructuration de la Constitution)			1042-1043
Conséquences du remaniement ministériel du 23 janvier 1994 pour la continuité, l'efficacité et la crédibilité de l'action du Gouvernement Interpellation			1046-1048, 1051
Privatisation de la Sabena Question orale			1179, 1180
Impuissance dramatique de l'Union européenne face à la guerre en Bosnie Interpellation			1237-1238, 1249
Responsabilité du Gouvernement dans la perte de confiance des investisseurs étrangers vis-à-vis de l'économie belge Interpellation			1427-1429, 1432
Cruel manque de gardiens aux musées royaux d'art et d'histoire Question orale			1442, 1443
Dispositions sociales Justification de vote — Rappel au Règlement (Temps de parole lors d'une justification de vote)			1460
Modification de la nouvelle loi communale en vue de renforcer la démocratie communale; Revalorisation du rôle du conseil communal et de ses membres			1502-1503, 1508
Situation des agents contractuels subventionnés engagés pour le recensement à l'I.N.S. du Ministère des Affaires économiques Question orale			1546-1547
Congrès des Kurdes à Saint-Josse (Bruxelles) Question orale			1553, 1554

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
de Donnéea (chevalier) (suite)			
Statuts du personnel militaire; Droits pécuniaires des militaires			1684-1685
Vote des Belges domiciliés à l'étranger Justification de vote			1847
Avenir de la coopération belge en Afrique centrale, et plus particulièrement au Zaïre, au Burundi et au Rwanda			1933-1934
Modification de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques et modification du Code électoral;			
Modification de l'article 5 de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques;			
Limitation et contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil de la Région wallonne, du Conseil flamand et du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale;			2006-2007
Limitation et contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection du Parlement européen			
Promotion d'une répartition équilibrée des hommes et des femmes sur les listes de candidatures aux élections Sur l'ordre des travaux en séance publique			2030
Absence de l'effigie du Roi sur les nouveaux billets de 2 000 francs Question orale			2080-2081
Concession du Boyau de la Mort à Dixmude Justification de vote			2136
Traitement des dossiers relatifs aux pensions de travailleurs salariés Question orale			2373
Mystifications entourant le projet d'un R.E.R. pour Bruxelles (Réseau express régional) Interpellation			2444-2445, 2446
Modification de la loi provinciale, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962 ainsi que de la nouvelle loi communale Justification de vote			2473
Risques et absence de mesures concernant le dépôt de munitions contenant des gaz toxiques, lequel porte le nom de « Paardenmarkt » et se situe devant la côte de Heist-Duinbergen Justification de vote			2517
Election d'un sénateur coopté en remplacement de M. Van Rompuy. — Demande le report jusqu'après les vacances parlementaires			2767
De Galan (Mme), Ministre de l'Intégration sociale, de la Santé publique et de l'Environnement (jusqu'au 23 janvier 1994), Ministre des Affaires sociales (depuis le 23 janvier 1994)			
Mesures d'économie à la Sabena, particulièrement en ce qui concerne les traitements des pilotes (Question orale de M. de Donnéea)			27
(Question orale de M. Didden)			27
Encouragement de l'allaitement maternel (Directive C.E. : étiquetage relatif aux préparations pour nourrissons) (Question orale de Mme Herzet)			28
Choix des sites pour le dépôt définitif en surface des déchets radioactifs de faible activité (Question orale de Mme Dardenne)			29
Sécurité routière et contrôle de vitesse (Question orale de M. Van Hooland)			29-30
Fermeture prévue du poste de douane de Rekkem (Question orale de M. L. Martens)			30
Confort d'écoute de la radio et possibilité d'entrer en contact avec les utilisateurs d'un mobilophone dans les tunnels routiers (Question orale de M. De Croo)			31
Application de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, à propos de contrats passés entre une firme privée et des particuliers relatifs à la collecte des immondices (Interpellation de M. Monfils)			38
Possibilité de réduire fortement le nombre d'animaux d'expérience en admettant leur remplacement légal par des expériences <i>in vitro</i> (Interpellation de M. Cuyvers)			42, 43
Lutte contre l'emploi illégal d'hormones dans l'engraissement des animaux (Interpellation de M. Matthijs)			46-47
Plan de réduction du CO ₂ (Interpellation de M. Cuyvers)			49-50, 51

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N ^o	Pages
De Galan (Mme) (suite)			
Mesures pénales envisagées par la Conférence interministérielle à la politique des immigrés pour lutter contre l'absentéisme scolaire à Bruxelles (Interpellation de M. Liesenborghs)			53-54-55
Projets de domiciliation des malades auprès d'un médecin traitant (Interpellation de M. Hasquin)			185-186
Menaces que les chasseurs français, d'une part, et l'absence de mesures protectrices belges, d'autre part, font planer sur la conservation de la nature dans les bancs flamands protégés par la convention de Ramsar (Protection de la nature en région côtière — Protection de la mer du Nord — Pêche — Espèces d'oiseaux protégées — Concours de bateaux) (Interpellation de M. Maertens)			450-452
Budget général des Dépenses Section: Santé publique et Environnement			
Immersion de déchets nucléaires. — Traité de Londres			537
Conférence de Rio. — Réduction des émissions de CO ₂			537
Bilan de la présidence belge du Conseil européen en matière d'environnement			537, 538
Régionalisation de la politique de l'environnement			538
Lutte contre la drogue			538
Politique de santé			538
Création d'un poste d'ombudsman dans les hôpitaux			538
Homéopathie			538
Expérimentations animales			538
Ordre des médecins			538
Accidents de la route			538
Médicaments de substitution			538
Politique des handicapés			538-539
Certaines dispositions relatives à la santé publique (Substances soporifiques et stupéfiants — Conseil national de l'art infirmier — Modification de la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente)			972-973
Non-perception du ticket modérateur dans certaines polycliniques de la région liégeoise (Question orale de M. Monfils)			1076
Déclarations récentes du Premier Ministre à propos des transferts du Nord vers le Sud dans le cadre de la sécurité sociale, faites à l'occasion du dernier remaniement ministériel (Interpellation de M. Valkeniers)			1170-1172, 1173
Dispositions sociales Section: Affaires sociales			
Recours au système de la loi-programme			1301
Financements alternatifs de la sécurité sociale			1301
Responsabilité des partenaires sociaux			1301-1302
Nouvelle structure de gestion de la sécurité sociale			1302
Transferts Nord-Sud. — Rapport Jadot			1302
Responsabilité financière des organismes assureurs			1302
Dialogue entre les différents niveaux de pouvoir concernés par la prévention			1302
Maisons médicales			1302
Participation de l'industrie pharmaceutique dans la gestion de soins de santé			1302
Assurance autonomie			1302
Recours à des études élaborées par des privés ou des universités			1302-1303
Indemnisation des victimes d'accidents du travail			1303
Financement alternatif			1303
Taxation des moyens robotiques et informatiques			1303
Glissements de l'assurance vers l'assistance			1303
Consultation au cabinet du médecin ou visite à domicile			1303
Discussion des articles			1315
Travailleurs frontaliers belges aux Pays-Bas (Questions orales de MM. Vermassen, Anthuenis et Mme Van Cleuvenbergen)			1441
Abrogation de l'article 4 de la loi du 6 août 1993 portant des dispositions sociales et diverses (Décret du 4 août 1959 instaurant un régime spécifique d'assurance soins de santé pour les agents de l'Administration d'Afrique)			1790
Application exceptionnelle en matière de dialyse rénale, de la méthode de la dialyse péritonéale ambulatoire continue (Interpellation de M. Anthuenis)			1791-1792
Chèques-repas délivrés par la Communauté flamande (Cotisations sociales et impôts sur les revenus) (Question orale de M. De Roo)			1824
Informations de presse alarmistes relatives à la mutualité socialiste au Limbourg (Question orale de M. Weyts)			1825
Assurance-soins de santé des étudiants belges qui suivent les cours de l'enseignement supérieur à l'étranger (Question orale de M. Anthuenis)			1890
Gestion des mutualités (Question orale de M. Ulburghs)			2081-2082

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
De Galan (Mme) (suite)			
Instauration éventuelle d'une assurance-dépendance pour les personnes âgées (Question orale de M. De Roo)			2128
Paiement des avances par les C.P.A.S. (Question orale de M. Anthuenis)			2244
Code à barres sur les ordonnances (Interpellation de M. Valkeniers)			2618-2620
Capitaux dormant sur les livrets d'épargne des enfants ayant été placés en établissement (Interpellation de M. Maertens)			2744-2746
Méthodes d'attribution des marchés de la S.N.C.B. et critères de choix du type de traverses de chemin de fer (Interpellation de M. Bougard)			2748
Distribution de plasma amélioré (Question orale de Mme Van Cleuvenbergen) <i>Voir: M. Anselme</i>			
Evaluation de l'application concrète des dispositions légales et réglementaires relatives au prélèvement et à la transplantation d'organes (Interpellation de M. Monfils) <i>Voir: M. Derycke</i>			
Mesures visant à un meilleur remboursement des soins palliatifs par l'Inami (Interpellation de M. Cuyvers) <i>Voir: M. Di Rupo</i>			
Taux de dioxine dans le lait maternel (Question orale de M. Anthuenis) <i>Voir: M. Tobbac</i>			
Projet d'A.R. relatif à l'aromathérapie (Question orale de Mme Buyle) <i>Voir: M. Tobbac</i>			
Réforme éventuelle de la réadaptation fonctionnelle des enfants présentant des troubles d'apprentissage (Inami) (Question orale de Mme Creyf) <i>Voir: M. Tobbac</i>			
Lessives compactes et adoucisseurs compacts de lessives dans le cadre de la loi-cadre sur les produits annoncée depuis longtemps (Question orale de M. Cuyvers) <i>Voir: M. Tobbac</i>			
Evolutions récentes sur le plan des techniques de procréation médicalement assistée (Question orale de M. Cuyvers) <i>Voir: M. Tobbac</i>			
Contamination du lait maternel en Belgique (Question orale de Mme Dardenne) <i>Voir: M. Tobbac</i>			
Instauration de la responsabilité financière des mutualités (Question orale de M. Lenssens) <i>Voir: M. Tobbac</i>			
Résultats de la Conférence sur la Mer du Nord qui s'est tenue à Copenhague les 7 et 8 décembre 1993 (Question orale de M. Pataer) <i>Voir: M. Tobbac</i>			
Application à partir de 1995 des directives européennes relatives à la formation professionnelle spécifique des étudiants en médecine (Question orale de M. Valkeniers) <i>Voir: M. Tobbac</i>			
Concertation prévue sur la nouvelle situation des travailleurs frontaliers aux Pays-Bas (Question orale de Mme Van Cleuvenbergen) <i>Voir: M. Tobbac</i>			
Prévention de l'intoxication par le monoxyde de carbone (Question orale de Mme Van der Wildt) <i>Voir: M. Tobbac</i>			
Protocole du 28 juillet 1993 conclu entre le Gouvernement fédéral et les autorités visées aux articles 59bis, 59ter et 108ter de la Constitution, en ce qui concerne la politique à mener en matière de santé et une décision récente du Conseil d'Etat (Equilibre financier de la sécurité sociale — Blocage de services médicaux: cathétérisme cardiaque) (Question orale de Mme Creyf) <i>Voir: M. Willockx</i>			
Intervention de l'A.M.I. dans les frais de déplacement des patients sous dialyse (Question orale de M. Moens) <i>Voir: M. Willockx</i>			

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Deghilage, sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies (depuis le 20 juillet 1994)			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			2766
De Grauwe, sénateur coopté			
Révision du Titre II de la Constitution, par l'insertion d'un article 24bis, relatif aux droits économiques et sociaux			421, 437
Amendement	15521	100-2/7°	
Cumul des pensions avec des revenus provenant de l'exercice d'une activité professionnelle			
Proposition de loi	16523	1006-1	
Privatisation éventuelle de la S.N.I.			
Interpellation			134-135, 138
Plan de redressement global			
Interpellation			164-165, 171
Budget général des Dépenses			
Section: Economie			
Politique macro-économique			554
Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale			554
Compétitivité			554
Politique monétaire			554
Privatisation de Distrigaz			
Interpellation			1367-1368, 1370
Cumul des pensions du secteur public avec des revenus provenant de l'exercice d'une activité professionnelle ou avec un revenu de remplacement			
Justification de vote			1561
Exécution du plan global en matière de fiscalité			
Abaissement du précompte mobilier sur certains dividendes			1656-1657
Cotisation spéciale pour la sécurité sociale à charge des salariés et des fonctionnaires			1657
Modification de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat (Ecotaxes)			1861
De Gucht, sénateur provincial de Flandre orientale (depuis le 20 juillet 1994)			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			2766
Dehaene, Premier Ministre			
Caractère partisan, trompeur et dispendieux de la campagne d'information du Gouvernement sur la réforme de l'Etat (Brochures d'Inbel et de l'Institut E. Vandervelde)			
(Interpellation de M. de Donnée)			22, 23
Rapport Verplaetse, conclusions qui en sont tirées et évolution des négociations relatives au Pacte social			
(Interpellation de M. Tavernier)			167-170
Méthodes du Gouvernement en vue d'arriver à la concrétisation d'un pacte social et propositions de la Note Verplaetse			
(Interpellation de M. de Donnée)			167-170
Plan de redressement global			
(Interpellation de M. De Grauwe)			167-170
Association des Communautés à toute concertation sociale susceptible d'hypothéquer leur marge d'action politique			
(Interpellation de M. Verreycken)			167-170
Communication du Gouvernement (Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale)			
Crise économique			226
Plan s'intégrant dans une approche européenne			226, 320, 323
Encouragement de l'emploi et lutte contre le chômage			226, 321
Redistribution du travail			226
Insertion des jeunes dans le marché du travail			226
Plan d'embauche des jeunes			226
Plan-plus-un			226
Développement des agences locales pour l'emploi			226
Contrats de sécurité dans les villes			226
Réduction des coûts salariaux			226-227
Création de stimulants			321
Appel aux patrons afin de créer de l'emploi			321
Contrôle et transparence			321
Temps partiel — Suppression de la cotisation capacitive			321

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Dehaene (suite)			
Communication du Gouvernement (Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale) (suite)			
Sauvegarde de la compétitivité — Europe			227, 321-322
Application de la loi du 6 janvier 1989 sur la compétitivité			227
Gel des salaires en 1995 et 1996			227, 322
Instauration d'un index santé			227, 322
Augmentation des impôts indirects			227
Sécurité sociale			227
Financement — Financement alternatif			227, 322
Réforme structurelle			227
Gestion globale			227, 322
Réduction des dépenses dans le domaine des soins de santé			227
Solidarité en matière de pensions			227, 323
Mesures en matière d'allocations familiales			227, 323
Sélectivité			322
Fiscalité sur les revenus immobiliers			227
Taxation des sociétés patrimoniales			227
Fiscalité sur les revenus mobiliers			227-228
Augmentation du précompte mobilier			227
Augmentation de la taxe boursière sur les Sicav			227
Diminution du précompte sur les dividendes			228
Répartition des charges en fonction de la capacité contributive			228
Principe de solidarité			228
Efforts de modération demandés aux indépendants			301
Approche fédérale en complémentarité avec celle des Régions et des Communautés			320-321
Lutte contre la fraude fiscale			323
Situation linguistique dans les institutions européennes (Eurocorps — Bureau international des marques)			
(Interpellation de Mme Maes)			405-406
Budget général des Dépenses			
Section: Services du premier Ministre			
Comité supérieur de contrôle			550-551
Réglementation en matière de marchés publics			550
Achats militaires			551
Emploi des langues dans l'Union européenne			551
Section: Affaires sociales			
Transferts Nord-Sud — Application uniforme de la réglementation en matière d'assurance maladie-invalidité dans tout le pays			551, 552
Matériel d'information sur la réforme de l'Etat (Supports vidéo)			
(Question orale de M. Liesenborghs)			870
Liquidation du Comité supérieur de contrôle (Réorganisation)			
(Question orale de M. Van Wallegghem)			879
La demande wallonne d'une étude approfondie sur les transports financiers de la Flandre vers la Wallonie			
(Question orale de M. Verreycken)			999-1000
Conséquences du remaniement ministériel du 23 janvier 1994 pour la continuité, l'efficacité et la crédibilité de l'action du Gouvernement			
(Interpellation de M. de Donnée)			1049-1050
Manque de crédibilité du Gouvernement, même à la suite du remaniement ministériel récent			
(Interpellation de M. Verreycken)			1049-1050
Manque de crédibilité de l'équipe ministérielle de nouveau remaniée pour ce qui est de la situation socio-économique			
(Interpellation de M. De Croo)			1049-1050
Récent remaniement ministériel qui a fait suite à la démission de M. le Vice-Premier Ministre Coëme (dans le cadre de l'Affaire <i>Agusta</i>)			
(Interpellation de M. Loones)			1049-1050
Hommage à la mémoire du Baron Paul Kronacker, Ministre d'Etat			1177-1178
Réorientation éventuelle du fonctionnement du Comité supérieur de contrôle (Politique d'enquête)			
(Interpellation de M. Dierickx)			1408-1409
Affaire Van Hool/E.M.I. (Commandes d'autobus)			
(Question orale de M. Verreycken)			1442
Transgression manifeste de la loi par la Société régionale wallonne du transport (S.R.W.T.) lors de la commande de 278 autobus et attitude du Gouvernement fédéral en la matière			
(Interpellation de M. Geens)			1482-1483, 1484
Evolution peu encourageante en ce qui concerne la célérité avec laquelle certains membres du Gouvernement répondent aux questions écrites			
(Question orale de M. De Croo)			1546
Hommage aux victimes des événements au Rwanda			1883-1884
Crise au Rwanda et avenir des relations de la Belgique avec ce pays			
(Interpellation de M. Bougard)			1929-1931

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Dehaene (suite)			
Leçons à tirer du drame rwandais et bourbier bosniaque pour l'avenir des forces de la paix de la Communauté internationale (Interpellation de M. Jonckheer)			1929-1931
Notre participation aux opérations de paix de l'O.N.U. après les récents événements au Rwanda (Interpellation de M. Van Wambeke)			1929-1931
Relations futures avec le Rwanda d'une part, et politique africaine de la Belgique, d'autre part (Interpellation de M. Van Belle)			1929-1931
Compétences restant au Gouvernement fédéral en ce qui concerne le contrat d'avenir pour le Limbourg, à savoir la politique ferroviaire, la déconcentration des services publics nationaux et la situation des travailleurs frontaliers (Interpellation de M. Truyen)			2171-2172
Déclarations contradictoires faites par certains membres du Gouvernement concernant l'exercice des fonctions de bourgmestre par M. Happart, à Fourons (Question orale de M. De Croo)			2754
Mauvaise volonté du parti socialiste wallon à l'égard de la pacification à Fourons (Question orale de M. Verreycken)			2754
Déclarations récentes du Premier Ministre à propos des transferts du Nord vers le Sud dans le cadre de la sécurité sociale, faites à l'occasion du dernier remaniement ministériel (Interpellation de M. Valkeniers) Voir: Mme De Galan			
Dissolution du troisième régiment des chasseurs ardennais à Vielsalm, retrait du groupe C.V.R.T. à Arlon des ordres de bataille des forces armées belges et menaces de désertification des régions rurales de notre pays (Interpellation de M. Bock) Voir: M. Delcroix			
Approbation d'accords de coopération et des accords du G.A.T.T. par le Parlement et les Conseils (Question orale de M. Dierickx) Voir: M. Tobbacq			
Financement d'une école à Buenos Aires sur les deniers de la coopération au développement (Question orale de Mme Maes) Voir: M. Tobbacq			
Octroi de subventions par les pouvoirs publics à une école de l'Opus Dei en Argentine (Question orale de M. Seeuws) Voir: M. Tobbacq			
Usage du néerlandais comme langue officielle dans les nouvelles institutions européennes (Question orale de M. Suykerbuyk) Voir: M. Tobbacq			
Image de marque de la politique et des hommes politiques au niveau fédéral et mauvaise gestion de l'administration fédérale (Interpellation de M. Van Hooland) Voir: M. Tobbacq			
Tarifs sociaux d'énergie établis dans le cadre du plan global (Gaz et électricité) (Question orale de M. Dufour) Voir: M. Wathelet			
Dehousse, Ministre de la Politique scientifique (jusqu'au 23 janvier 1994), Ministre de la Politique scientifique et de l'Infrastructure (depuis le 23 janvier 1994)			
Désignation d'une personne de nationalité française comme gestionnaire financier du Théâtre de la Monnaie (Question orale de M. Raes)			43-44
Révision du Titre II de la Constitution, par l'insertion d'un article 24bis relatif aux droits économiques et sociaux			417, 420-421, 425-426, 427-428
Nomination de membres du Conseil d'administration du Théâtre royal de la Monnaie (Question orale de M. Eeman)			460-461
Retard apporté à la création du nouveau conseil fédéral de la politique scientifique (Question orale de M. Appeltans)			461-462

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Dehousse (suite)			
Budget général des Dépenses			
Section : Politique scientifique			
Manque de personnel dans les établissements scientifiques et les institutions culturelles			594, 595, 596
Avenir des Archives générales du Royaume			594-595
Conseil fédéral de la politique scientifique			595
Suppression de l'I.R.S.I.A. — Intégration dans le cadre du Ministère de l'Agriculture			595
Plan pluriannuel d'action pour la recherche			595
Charges du passé Education nationale			595
Recherche scientifique européenne			596
Programme-cadre de l'U.E.			596
Régie des Bâtiments			596-597
Aide apportée par l'Etat fédéral à la Société philharmonique de Bruxelles			
(Question orale de M. Desmedt)			687-688
Statut des éducateurs ou moniteurs-éducateurs spécialisés (Classe 1)			1422
Cruel manque de gardiens aux musées royaux d'art et d'histoire			
(Question orale de M. de Donnée)			1442-1443
Paiement d'une intervention financière à des entreprises frappées par une catastrophe naturelle			
(Question orale de M. Van Aperen)			1550, 1551
Renouveau du conseil d'administration du Palais des Beaux-Arts de Bruxelles			
(Question orale de M. Raes)			1603
Modification de la loi du 20 mars 1991 organisant l'agrégation d'entrepreneurs de travaux			
(Répartition des compétences entre l'Etat et les Régions)			1954-1955-1956
Rénovation des bâtiments du Palais de Justice de Tongres			
(Interpellation de Mme Van Cleuvenbergen)			2406-2407
Delcourt-Pêtre (Mme), sénatrice cooptée			
Révision de l'article 4 de la Constitution (Droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales pour tout citoyen de l'Union européenne résidant dans un Etat membre dont il n'est pas ressortissant — Traité de Maastricht)			
Texte proposé	15513	100-14/3°	
Modification de l'article 9 de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés (Visite médicale: délai)			2462-2463
Rapport	16306	773-2	
Institution du droit de vote et d'éligibilité des ressortissants des Etats membres de la C.E. aux élections communales en Belgique			
Proposition de loi	16397	866-1	
Modification de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés en vue d'accélérer l'examen des dossiers			2462-2463
Rapport	16518	1000-2	
Communication du Gouvernement (Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale)			
Encouragement de l'emploi			288-289
Industrie manufacturière			288-289
Services non-marchands			289
Sauvegarde de la compétitivité			289
Réforme structurelle de la sécurité sociale			289
Financement de la sécurité sociale			289
Financement alternatif			289
Prolongation du stage d'attente pour les jeunes chômeurs			290
Mesures en matière d'allocations familiales			290
Révision du Titre II de la Constitution, par l'insertion d'un article 24bis relatif aux droits économiques et sociaux			428-429, 667-668
Poursuite de l'action « Jeunes diabétiques » au plan fédéral			
Question orale			688-689
Application de la loi du 10 juin 1993 transposant certaines dispositions de l'accord interprofessionnel du 9 décembre 1992 concernant la promotion d'initiatives en matière d'accueil des enfants (Collaboration entre l'O.N.A.F.T.S. et le Fonds pour l'emploi)			
Question orale			1079-1080
Dispositions sociales			
Section : Affaires sociales			
Globalisation des cotisations et répartition des recettes par secteur			1297
Financement alternatif			1297
Notion de solidarité dans la sécurité sociale			1297
Responsabilité des organismes assureurs			1297
Glissements de l'assurance vers l'assistance			1297
Indemnisation des victimes d'accidents du travail			1297-1298

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Delcourt-Pêtre (Mme) (suite)			
Dispositions sociales (suite)			
Section: Emploi et Travail			
Agences locales pour l'emploi			1327
Caractère obligatoire			1327, 1329
Activités autorisées			1327
Statut du chômeur			1328
Composition des a.s.b.l.			1328
Mesures de promotion de l'emploi			1328
Flexibilité des contrats de travail			1328
Dramatique et insoutenable situation de la population du Rwanda			2153
Modification de l'article 931 du Code judiciaire et des dispositions relatives aux procédures du divorce			2322-2323
Justification de vote			2394
Politique générale de l'emploi			
Interpellation			2735-2737, 2741
Delcroix, sénateur coopté, Ministre de la Défense nationale			
Coopération technique militaire avec le Rwanda dans le cadre de l'accord de paix d'Arusha (Interpellation de M. Vermeiren)			89
Emploi des langues au sein de l'Eurocorps (Interpellation de M. Vermeiren)			407-408
Agression dont se sont rendus coupables à Mons deux paracommandos. — Sanctions disciplinaires (Question orale de M. Mahoux)			463
Budget général des Dépenses			
Section: Défense nationale			
Vente de matériel militaire			591
Missions extérieures de l'armée belge. — O.N.U.			591
Présence de conseillers en droit de la guerre			591
Somalie			591
Visites parlementaires sur le théâtre des opérations			591
Rwanda			591
Rallyes 4 x 4 sur des domaines militaires			591, 592
Assurances pour les militaires belges engagés dans des opérations de l'O.N.U. (Interpellation de M. Vermeiren)			769
Aide apportée aux villages roumains adoptés ainsi qu'à d'autres régions et mise à la disposition de matériel et d'équipements militaires excédentaires			976-977
Attitude du Gouvernement belge quant au maintien ou non des troupes belges en ex-Yougoslavie suite au retour en Belgique du Général F. Briquemont vu l'ambiguïté de l'O.N.U. (Interpellation de M. Scharff)			983-984
Suppression du service de recours pour miliciens (Question orale de M. L. Martens)			1085
Dissolution du troisième régiment des chasseurs ardennais à Vielsalm, retrait du groupe C.V.R.T. à Arlon des ordres de bataille des forces armées belges et menaces de désertification des régions rurales (Interpellation de M. Bock)			1135-1136
Vente par la Défense nationale de matériel à la Turquie (Système anti-aérien Hawk — Question kurde) (Question orale de M. Pataer)			1608
Représailles exercées par le Gouvernement turc sur des parlementaires kurdes (Question orale de M. H. Van Rompaey)			1610
Concomitance de la suppression et de la construction de casernes (Interpellation de M. Bock)			1629-1630, 1631
Mise en œuvre des forces armées, mise en condition, ainsi que périodes et positions dans lesquelles le militaire peut se trouver;			
Statuts du personnel militaire;			
Statut des militaires court terme;			
Droits pécuniaires des militaires			1696-1699-1700
Utilisation de militaires en dehors des forces armées (dans les services publics)			1746
Modification de la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées et de la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel militaire des forces terrestres, aériennes et navales et du service médical			1753
Instauration d'un service volontaire en faveur de la collectivité tel qu'il est prévu par le Ministre de la Défense nationale (Interpellation de M. Pataer)			1759-1760

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N ^o	Pages
Delcroix (suite)			
Fonction des casques bleus belges dans le processus de démocratisation du Rwanda (Interpellation de Mme Maes)			1764-1766
Déclarations que le Ministre de la Défense nationale a faites à l'occasion de son voyage au Rwanda (Interpellation de M. Van Belle)			1764-1766
Problèmes linguistiques à la base des forces aériennes de Koksijde (Question orale de M. Loones)			1827
Provenance des armements et des munitions utilisés par les parties belligérantes en Yougoslavie, en Somalie et au Rwanda (Question orale de M. Decléty)			1978
Demande d'installation, dans la caserne de Flawinne, d'une plaque commémorative à la mémoire des soldats assassinés au Rwanda (Question orale de M. Péciaux)			2131
Membres du personnel d'entretien de l'enseignement communautaire flamand auxquels l'O.N.E.m. inflige une suspension (Question orale de M. Eeman)			2132
Organisations professionnelles d'employeurs dans la branche d'activité de l'enseignement libre subsidie (Question orale de M. Hasquin)			2132
Ouverture au musée de l'armée d'une salle consacrée à la résistance et à la déportation (Interpellation de M. Bock)			2482, 2483
Mise en place des conseillers laïques auprès des forces armées (Question orale de M. Péciaux)			2691
Service de sauvetage <i>Seaking</i> à Coxyde (Question orale de M. Maertens) <i>Voir: M. Bourgeois</i>			
Contrôle par la douane sur le navire de ravitaillement <i>Zinnia</i> (au service des casques bleus en Somalie) (Question orale de M. Vermeiren) <i>Voir: Mme Smet</i>			
Désengagement progressif du Gouvernement en ce qui concerne la construction d'une caserne à Ath (Question orale de M. D'hondt) <i>Voir: M. Tobback</i>			
De Loor, sénateur provincial de Flandre orientale, questeur du Sénat			
Réélu questeur du Sénat			6
Démocratisation des provinces Proposition de loi	16533	1017-1	
Modification de la loi du 18 septembre 1986 instituant le congé politique pour les membres du personnel des services publics (Perspectives de carrière — Traitement — Bourgmestre, échevin ou président d'un C.P.A.S.) Rapport	15394	1081-2	2256-2257
Modification de certaines dispositions relatives à la gendarmerie et au statut de son personnel (Démilitarisation: modification des lois du 2 décembre 1957, 27 décembre 1973 et 11 juillet 1978) Rapport	16610	1096-2	
Modification de la loi du 19 juillet 1976 instituant un congé pour l'exercice d'un mandat politique (Travailleurs du secteur privé) Proposition de loi	16647	1137-1	
Modification de la nouvelle loi communale en vue de renforcer la démocratie communale; Revalorisation du rôle du conseil communal et de ses membres Justification de vote			1505-1506 1563
Publicité de l'administration; Publicité des documents administratifs			1802-1803
Evacuation terrestre profonde de déchets faiblement radioactifs sur la base d'un rapport récent de l'O.N.D.R.A.F.			2204
De Meyer, sénateur de l'arrondissement de Termonde-Saint-Nicolas			
Abrogation de l'article 11 de la loi du 16 juillet 1990 portant des dispositions budgétaires (Droits d'expertise à l'importation) Rapport	16403	873-2	1027
Modification de l'article 58 de la loi électorale communale, coordonnée le 4 août 1932 (Suppléants) Proposition de loi	16528	1011-1	
Régime de la retraite anticipée (Agriculture) Question orale			1888

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Deprez, sénateur de l'arrondissement de Courtrai-Ypres			
Budget général des Dépenses pour l'année 1994			
Rapport (Services du Premier Ministre — Crédits: Premier Ministre)	16409	881-4	
Exécution du plan global en matière de fiscalité			
Normes de Maastricht			1641, 1643
Réduction du coût du travail			1641
Assainissement financier de la sécurité sociale			1641
Péréquation cadastrale			1642
Abaissement du précompte mobilier sur certains dividendes			1642
Compétitivité			1642
Fiscalité des revenus de remplacement			1642
Réduction d'impôt			1642
Projet de code de procédure fiscale			1642-1643
De Roo, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo			
Budget général des Dépenses pour l'année 1994			
Rapport (Pensions)	16409	881-5	
Dispositions sociales (Volet social du plan global de crise)			
Rapport (Affaires sociales)	16501	980-2	
Complément à l'article 38 du C.I.R. 1992 (Revenus exonérés des enseignants occasionnels et des volontaires occasionnels)			
Proposition de loi	16693	1187-1	
Projets de domiciliation des malades auprès d'un médecin traitant			185
Importance de la politique européenne pour le succès d'une politique fédérale de l'emploi			
Interpellation			186-188
Communication du Gouvernement (Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale)			
Crédibilité du plan global			235-236
Encouragement de l'emploi			236
Sauvegarde de la compétitivité			236
Réduction des coûts salariaux			236
Equilibre financier de la sécurité sociale			236-237
Réforme de la sécurité sociale			236-238
Globalisation de la gestion			236, 237
Financement alternatif			236, 237
Responsabilité financière des mutuelles			236, 237
Répartition des efforts			236-238
Approche européenne			236, 238
Mesures en matière d'allocations familiales			237
Lutte contre la fraude et l'évasion fiscale			237-238
Application de la loi du 6 janvier 1989 sur la compétitivité. — Pouvoirs spéciaux			238
Evaluation des mesures			238
Justification de vote			326-327
Ce qu'il est convenu d'appeler l'inscription obligatoire chez un généraliste			372, 373
Budget des Voies et Moyens de l'année 1994;			
Budget général des Dépenses de l'année 1994			
Sections: Finances — Dette publique — Dispositions générales — Services de l'Etat à gestion séparée — Section particulière			
Assainissement des finances publiques			496
Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale			496, 497, 498
Fraude fiscale			496, 497
Pression fiscale			497
Fraude sociale			497
Equilibre financier de la sécurité sociale			497
Transferts Nord-Sud			497-498
Accord national médico-mutuelliste du 13 décembre 1993			
Question orale			689
Opportunité d'un embranchement Gand/Ostende-Lille pour le T.G.V.			
Question orale			874
Dispositions sociales			
Section: Affaires sociales			
Adaptation de la sécurité sociale aux mutations profondes de la société			1285-1286
Equilibre financier de la sécurité sociale			1286
Nouvelle structure de gestion de la sécurité sociale			1286
Gestion globale de la sécurité sociale			1286, 1287
Maîtrise des dépenses			1286
Normes de croissance			1286
Financement alternatif de la sécurité sociale			1287

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N ^o	Pages
De Roo (suite)			
Dispositions sociales (suite)			
Section: Affaires sociales (suite)			
Responsabilité financière des organismes assureurs			1287
Evolution du secteur des soins de santé			1287
Responsabilité des partenaires sociaux			1287-1288
Secteur pharmaceutique			1288
« Contrat prix-volume »			1288
Pharmanet			1288
Sportifs professionnels			1288
Sanctions en cas de non-respect des tarifs médicaux			1288
Norme de croissance pour les dépenses des hôpitaux			1288
Indemnisation des victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles			1288
Cotisation spéciale pour la sécurité sociale			1289
Discussion des articles			1315
Section: Emploi et Travail			
Agences locales pour l'emploi			1324, 1325
Composition des a.s.bl.			1324, 1325
Caractère obligatoire			1324
Aspect financier			1324, 1325
Fonctionnement			1325
Création de prépensions à mi-temps			1324
Diminution des cotisations sociales pour les ateliers protégés			1325
Flexibilité des contrats de travail			1325
Délais de préavis pour les employés			1325
Discussion des articles			1334, 1336-1337, 1345, 1346
Justification de vote			1459
Soutien apporté à l'industrie textile portugaise par l'Union européenne dans le cadre de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (G.A.T.T.)			
Interpellation			1792-1793
Chèques-repas délivrés par la Communauté flamande (Cotisations sociales et impôts sur les revenus)			
Question orale			1824
Abrogation de l'article 4 de la loi du 6 août 1993 portant des dispositions sociales et diverses (Décret du 4 août 1959 instaurant un régime spécifique d'assurance soins de santé pour les agents de l'Administration d'Afrique)			
Sur la proposition de renvoi en commission par M. Hatry			1846
Modification de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques et modification du Code électoral;			
Modification de l'article 5 de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques;			
Limitation et contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil de la Région wallonne, du Conseil flamand et du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale;			
Limitation et contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection du Parlement européen			2007-2008, 2011
Limitation et contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil de la Région wallonne, du Conseil flamand et du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale			
Discussion des articles			2020
Promotion d'une répartition équilibrée des hommes et des femmes sur les listes de candidatures aux élections			
Sur l'ordre des travaux en séance publique			2030
Justification de vote			2057
Démarrage laborieux des plans d'entreprise (Plan global: création d'emplois)			
Question orale			2082
Instauration éventuelle d'une assurance-dépendance pour les personnes âgées			
Question orale			2127-2128
Institution d'un organisme unique et public de paiement des allocations de chômage			2215, 2216
Evacuation terrestre profonde de déchets faiblement radioactifs sur la base d'un rapport récent de l'O.N.D.R.A.F.			
Justification de vote			2238
Code à barres sur les ordonnances			2620
Contrôle des communications officielles des autorités publiques			
Discussion des articles			
Justification de vote			2710
Hommage à M. Wilfried Martens, ancien Premier Ministre			2733-2734
Politique générale de l'emploi			2738-2739
Exercice des fonctions de bourgmestre par M. Happart à Fourons			
Question orale			2755

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Derycke, Secrétaire d'Etat à la Coopération au développement, adjoint au Ministre des Affaires étrangères			
Approbation de l'Acte modifiant le Protocole sur les statuts de la Banque européenne d'investissement habilitant le Conseil des gouverneurs à créer un Fonds européen d'investissement et complétant le Traité instituant la C.E.E., fait à Bruxelles le 25 mars 1993			76
Plan de paix de la C.E. en ex-Yougoslavie (Interpellation de M. Benker)			80-81
Absence de respect des droits de l'homme au Viêt-nam (Interpellation de M. Valkeniers)			82-83
Rôle de nos ambassades et de nos consulats en matière d'accueil des Belges qui ont besoin d'aide à l'étranger (Interpellation de Mme Creyf)			86-87
Coup d'état du 21 octobre 1993 au Burundi (Interpellation de Mme Maes)			396-398
Demande du Gouvernement Burundais relative à l'intervention de troupes étrangères (Interpellation de M. Ulburghs)			396-398
Evaluation de l'application concrète des dispositions légales et réglementaires relatives au prélèvement et à la transplantation d'organes (Interpellation de M. Monfils)			401-403
Budget général des Dépenses Section: Coopération au développement			
Aide publique au développement. — Part du P.N.B. consacrée à la coopération			586-587
Afrique			587, 588
Fédéralisation de la coopération			587
V.V.O.B. et A.P.E.F.E.			587
Droits de l'homme			587, 588
Burundi			587
Rôle que pourrait jouer l'armée belge pour la coopération au développement			587-588
Autodétermination des peuples. — Peuples indigènes			588
Coopération universitaire. — Bourses d'étude			588
Immigration en provenance de pays en voie de développement			588
Loi-programme Section: Coopération au développement			
Nouvelle technique budgétaire			623-624
Relation entre les crédits de la Coopération et de la Défense nationale			624
Rwanda			624
Evaluation de la politique de coopération au développement en fonction du respect des droits de l'homme			947
Le fait que le département des affaires étrangères est devenu ingouvernable à la suite de l'annulation d'un certain nombre de nominations et répercussions éventuelles sur d'autres nominations politiques (à exclure ou non) (Question orale de M. De Croo)			1080-1081
Relations diplomatiques entre la Belgique et la Macédoine (Question orale de M. De Backer)			1081-1082
Avenir de la coopération belge en Afrique centrale, et plus particulièrement au Zaïre, au Burundi et au Rwanda (Interpellation de M. Hasquin)			1934-1935
Financement d'une école à Buenos Aires sur les deniers de la coopération belge au développement (Question orale de Mme Maes) Voir: M. Tobback			
Octroi de subventions par les pouvoirs publics à une école de l'Opus Dei en Argentine (Question orale de M. Seeuws) Voir: M. Tobback			
de Seny, sénateur de l'arrondissement de Huy-Waremme			
Régime carcéral suite au suicide d'un détenu de la prison de Lantin Question orale			1001
Proposition permettant aux Sikhs, séjournant de façon illégale ou non en Belgique, de retourner dans leur pays Question orale			1885, 1886
Visite officielle en Turquie et l'ensemble du problème kurde			2140

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
De Seranno, sénateur de l'arrondissement de Malines-Turnhout, questeur du Sénat			
Réélu questeur du Sénat			6
Modification de l'article 8 du Règlement du Sénat (Participation des présidents des groupes à l'activité du Bureau du Sénat)			1960
Rapport	16356	823-2	
Modification de la loi du 20 mars 1991 organisant l'agrégation d'entrepreneurs de travaux (Répartition des compétences entre l'Etat et les Régions)			1952-1953, 1954, 1955
Rapport	16474	949-2	
Vérification des pouvoirs de MM. les sénateurs Cannaerts, Baise, Coenraets, Truyen, Borin.			1177
— Rapport			2351
Modification de et complément aux dispositions du Code civil relatives à la copropriété			2364
Discussion des articles			
Desmedt, sénateur provincial de Brabant			
Modification de la nouvelle loi communale en vue de renforcer la démocratie communale (Conseil communal)			1504-1505
Amendement	16382	851-3	
Discussion des articles			1511
Votes réservés			
Justification de vote			1557
Modification de l'article 472 du Code d'instruction criminelle (Condamnation prononcée par contumace par une cour d'assises)			
Proposition de loi	16500	979-1	
Modification de l'article 13 de la nouvelle loi communale, en ce qui concerne l'élection du bourgmestre par le conseil communal			
Proposition de loi	16595	1080-1	
Fixation de la Liste Civile pour la durée du règne du Roi Albert II, attribution d'une dotation annuelle et viagère à Sa Majesté la Reine Fabiola et attribution d'une dotation annuelle à Son Altesse Royale le Prince Philippe			66
Absence de mesure de grâce collective à l'occasion de l'avènement du Roi Albert II			
Interpellation			111, 112
Attitude du Gouvernement face aux décisions de certaines communes d'engager des agents de sécurité n'ayant pas le statut de policier			
Interpellation			138-140, 141
Communication du Gouvernement (Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale)			
Dettes publiques			260
Contexte européen de la crise			260
Equilibre financier de la sécurité sociale			260
Encouragement de l'emploi			261
Neutralisation de l'index			261
Crédibilité du Plan global			261
Justification de vote			328
Révision du Titre II de la Constitution, par l'insertion d'un article 24bis relatif aux droits économiques et sociaux			427, 438-439
Budget général des Dépenses			
Section: Justice			
Augmentation du budget de la Justice			552
Perte de crédibilité de la Justice			552
Politique pénitentiaire			552, 553
Quartiers à sécurité renforcée			553
Nouvelle loi sur la détention préventive			552
Procédures pénales accélérées			552-553
Non-octroi d'une grâce à l'occasion de l'avènement du Roi Albert II			553
Instauration d'une carrière plane pour les magistrats de première instance			553
Juges de paix de complément			553
Situation difficile que connaît le tribunal de première instance de Bruxelles			553
Loi-programme			
Section: Justice			
Augmentation des amendes pénales			615, 618
Fixation des amendes en tenant compte de la situation sociale du prévenu			615
Augmentation des droits de greffe			615
Augmentation des droits d'enregistrement sur les condamnations			615
Allongement des délais de prescription de l'action publique relative à certaines infractions			615
Publication des jugements déclaratifs de faillite			615-616
Discussion des articles			628

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Desmedt (suite)			
Aide apportée par l'Etat fédéral à la Société philharmonique de Bruxelles Question orale			687, 688
Dispositions sociales			
Critique du système des lois-programmes			1282-1283
Responsabilité objective en cas d'accident de la circulation			1283
Equilibre financier de la sécurité sociale			1283
Globalisation des cotisations et répartition des recettes par secteur			1283
Maîtrise des dépenses			1283
Augmentation des recettes			1283
Taxation des moyens robotiques et informatiques			1283
Financement des allocations familiales			1283
Généralisation des agences locales pour l'emploi			1283
Flexibilité des contrats de travail			1284
Modification de la nouvelle loi communale en vue de renforcer la démocratie communale; Revalorisation du rôle du conseil communal et de ses membres			1504-1505
Délivrance des listes électorales pour les élections autres que législatives Question orale			1552
Violations répétées du secret de l'instruction dans le dossier d'achat d'hélicoptères militaires (Affaire <i>Agusta</i>) Question orale			1603-1604
Possibilité de réduire les droits d'accises pour le gasoil routier en faveur des exploitants de taxis Question orale			1887
Crise au Rwanda et avenir des relations de la Belgique avec ce pays; Relations futures avec le Rwanda d'une part, et politique africaine de la Belgique, d'autre part;			
Leçons à tirer du drame rwandais et bourbier bosniaque pour l'avenir des forces de la paix de la Communauté internationale;			
Notre participation aux opérations de paix de l'O.N.U. après les récents événements au Rwanda			1927-1928
Création d'un registre d'attente pour les étrangers qui se déclarent réfugiés ou qui demandent la reconnaissance de la qualité de réfugié			1945-1946
Crise au Rwanda et avenir des relations de la Belgique avec ce pays Justification de vote			1984
Promotion d'une répartition équilibrée des hommes et des femmes sur les listes de candidatures aux élections			2037-2038 2087-2088
Concession du Boyau de la Mort à Dixmude			
Note jointe à la déclaration d'impôts des personnes physiques pour les revenus de l'année 1993 (Chiffres relatifs à la destination donnée aux impôts) Question orale			2226 2297-2298
Tribunaux de police (Accidents de la circulation)			
Modification de l'article 931 du Code judiciaire et de dispositions relatives aux procédures du divorce			2323-2324
Démission de la communauté internationale devant la tragédie rwandaise et nécessité pour les pays de l'Union européenne de prendre des initiatives urgentes Justification de vote			2731-2732
Attitude du Gouvernement belge face à l'évolution de la situation au Rwanda Question orale			2756
Desutter, sénateur provincial de Flandre occidentale			
Budget général des Dépenses pour l'année 1994 Rapport (Communications et Infrastructure)	16409	881-18	
Naturalisations Rapport	16277	903-2	
Naturalisations Rapport	16339	904-2	
Naturalisations Rapport	16411	905-2	
Naturalisations Rapport	16436	973-2	
Modification de l'article 74, premier alinéa, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques (Institut belge des services postaux et des télécommunications: recrutement)			128
Etat d'avancement de la construction du T.G.V. en Région flamande; Construction du T.G.V., gestion de la S.N.C.B. et leurs répercussions sur les transports publics et les moyens financiers y afférents			1591

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Deworme, sénateur de l'arrondissement d'Arlon-Marche-Bastogne-Neufchâteau-Virton			
Modification des articles 52, 53 et 68 de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur (Soldes) Justification de vote			153
Report des travaux de modernisation de la ligne Athus-Meuse et fermeture de la ligne 167 Athus-Mont-Saint-Martin depuis le 26 septembre 1993			217
Maintenance des entreprises en faillite Question orale			358, 359
Transgression manifeste de la loi par la Société régionale wallonne du transport (S.R.W.T.) lors de la commande de 278 autobus et attitude du Gouvernement fédéral en la matière			1479-1480
Incidence sur le prix du gaz de la privatisation de la S.N.I. Question orale			1549
Renforcement du contrôle en amont en ce qui concerne les plans d'approvisionnement et d'équipement dans le cadre de la privatisation de la S.N.I. et conséquences pour Distrigaz Question orale			1549
Télétravail dans la fonction publique Interpellation			1810-1812, 1813-1814
Audit concernant le fonctionnement de l'Institut national des radioéléments Question orale			1892, 1893
Télétravail en entreprise et nouvelle organisation du travail Interpellation			1993-1994, 1995
Suppression des agences B cargo de Luxembourg et d'Arlon Question orale			2687
D'hondt, sénateur coopté			
Modification de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés en vue d'accélérer l'examen des dossiers Amendement	16518	1000-4	
Modification de l'article 11bis de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés (Accélération de l'examen des dossiers: délais) Proposition de loi	16648	1138-1	
Désengagement progressif du Gouvernement en ce qui concerne la construction d'une caserne à Ath Question orale			205
Communication du Gouvernement (Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale) Encouragement de l'emploi Contexte européen de la crise Sauvegarde de la compétitivité Redistribution du travail Temps partiel. — Suppression de la cotisation capitalative Insertion des jeunes dans le marché du travail			296-298 296-297 297 297 297 298
Certaines mesures sur le plan du droit du travail contre le travail au noir Justification de vote			1463
Mesures à prendre pour neutraliser les pertes de revenus des travailleurs frontaliers belges en France et aux Pays-Bas			1675-1676 2214-2215-2216
Institution d'un organisme unique et public de paiement des allocations de chômage			
Modification de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés en vue d'accélérer l'examen des dossiers;			
Modification de l'article 9 de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés (Visite médicale: délai)			2464-2465 2737-2738
Politique générale de l'emploi			
Didden, sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik			
Organisation et management du Ministère des Finances Rapport	16346	812-2	641
Fraude fiscale Rapport	16347	813-2	
Deuxième ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1993 (Engagement de contractuels auprès de l'Office des étrangers et du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides et augmentation de leurs frais de fonctionnement — Réduction des crédits du programme hospitalisation; secteur psychiatrique) Rapport	16410	828-2	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Didden (suite)			
Déclaration motivée du Gouvernement relative à la compétitivité (Rapport et avis du Conseil central de l'économie) Rapport	—	884-2	*
Création de Fonds budgétaires et modification de la loi organique du 27 décembre 1990 créant des Fonds budgétaires Rapport	16462	937-2	691-692
Dissolution du Fonds national de garantie pour dégâts houillers Rapport	16568	1052-2	2702
Dispositions fiscales Rapport	16631	1119-2	
Mesures d'économie à la Sabena, particulièrement en ce qui concerne les traitements des pilotes Question orale			27
Conséquences du déménagement des services du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides Question orale			124, 125 135-136
Privatisation éventuelle de la S.N.I. Déclaration motivée du Gouvernement relative à la compétitivité Rapport			315-316
Inondations actuelles — Indemnisation Question orale			684
Déficit financier fédéral (Demande inattendue de l'Union européenne — Versement tardif de précomptes professionnels par les Régions et les Communautés) Question orale			877
Politique en matière de réfugiés Interpellation			1066, 1073
Publication par A.R. de la reconnaissance comme zones sinistrées des communes frappées par les inondations de décembre 1993 Question orale			1612
Privatisation de l'Office central de crédit hypothécaire Question orale			2128-2129
Fonctionnement de l'Institut national de statistique Question orale			2458-2459
Diegenant, sénateur provincial de Brabant			
Modification de l'A.R. n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, en vue de la réglementation de l'exercice de la kinésithérapie Proposition de loi	16469	944-1	1209
Directive relative à l'homéopathie Modification de l'A.R. n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, en vue de la réglementation de l'exercice de la kinésithérapie (Doc. n° 944, n° 426 et n° 541); Attribution d'un statut professionnel aux kinésithérapeutes Discussion des articles			2609-2610 2613, 2617
Dierickx, sénateur de l'arrondissement d'Anvers			
Approbation du a) Protocole en vue d'amender la Convention de 1971 relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats de la sauvagine, fait à Paris le 3 décembre 1982; b) des amendements à la Convention relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau, adoptés à Régina le 28 mai 1987 Rapport	16432	908-2	
Politique monétaire européenne, question du <i>non dévaluation Ecu</i> et siège de la Banque centrale européenne Interpellation			38-39, 40 320
Déclaration motivée du Gouvernement relative à la compétitivité Prise de décision en matière de politique étrangère et européenne et en matière de commerce extérieur suite à la régionalisation Interpellation			352-353, 354
Approbation d'accords de coopération et des accords du G.A.T.T. par le Parlement et les Conseils Question orale			466, 467 1069
Politique en matière de réfugiés			

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Dierickx (suite)			
Réorientation éventuelle du fonctionnement du Comité supérieur de contrôle (Politique d'enquête) Interpellation			1407-1408, 1409
Avenir de nos relations avec la nouvelle Afrique du Sud Interpellation			2147-2149, 2151
Modification de l'article 931 du Code judiciaire et des dispositions relatives aux procédures du divorce Justification de vote			2393
Dighneef, sénateur provincial de Liège			
Dispositions sociales			
Notion de solidarité dans la sécurité sociale			1259
Mesures en matière de pensions			1259
Création de prépensions à mi-temps			1259
Mesures de promotion de l'emploi			1259
Globalisation des cotisations et répartition des recettes par secteur			1260
Equilibre financier de la sécurité sociale			1260
Maîtrise des dépenses en matière de soins de santé			1260
Application uniforme de la législation de sécurité sociale			1260-1261
Di Rupo, sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies, Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Entreprises publiques (depuis le 23 janvier 1994)			
Déconcentration de la Division de l'immatriculation des véhicules et lutte contre les vols de voiture (Interpellation de M. Van Hooland)			1031-1032
Privatisation de la Sabena (Question orale de M. de Donnée)			1180
Privatisation et gestion de Belgacom (Interpellation de M. Van Hooland)			1196-1197
Avenir de la ligne ferroviaire 163, suspendue pour un an, et maintien ou non de la desserte routière alternative à charge de la S.N.C.B. (Interpellation de M. Bougard)			1198
Situation budgétaire de la S.N.C.B. (Question orale de M. Vancrombruggen)			1445
Messageries roses de Belgacom (Préfixe 077) (Question orale de M. Monfils)			1445
T.G.V. (Desserte de villes wallonnes et flamandes — Rentabilité de la ligne Mons-Valenciennes) (Question orale de M. Gevenois)			1446
Construction du T.G.V., gestion de la S.N.C.B. et leurs répercussions sur les transports publics et les moyens financiers y afférents (Interpellation de M. Kuijpers)			1592-1594
Etat d'avancement de la construction du T.G.V. en Région flamande (Interpellation de M. Vermeiren)			1592-1594
Mesures visant à un meilleur remboursement des soins palliatifs par l'I.N.A.M.I. (Interpellation de M. Cuyvers)			1597
Vente par la S.N.C.B. de billets portant la mention « Visite du Pape » à l'occasion de la béatification du Père Damien (Question orale de M. Pécriaux)			1823
Constatacion selon laquelle la Sabena enfreint son propre embargo sur les transport d'oiseaux (Question orale de M. Cuyvers)			1823-1824
Problèmes du tour de rôle et de la tarification minimale dans la navigation intérieure (Interpellation de M. Van Belle)			1850, 1851
Lenteur de la distribution du courrier dans le Maasland limbourgeois (Question orale de M. Vermassen)			2226
Tracé de la ligne T.G.V. entre Liège et Aix-la-Chapelle (Question orale de M. Benker)			2370
Brochure trilingue <i>Rapidus</i> à l'échelon fédéral et portant sur des possibilités de voyages différentes (Question orale de M. Loones)			2371
Mystifications entourant le projet d'un R.E.R. pour Bruxelles (Réseau express régional) (Interpellation de M. de Donnée)			2445-2446
Transport par poids lourds dans les zones habitées (Question orale de Mme Maes)			2455-2456

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N ^o	Pages
Di Rupo (suite)			
Avenir de la Sabena (Question orale de M. De Croo)			2456-2457
Méthodes d'attribution des marchés de la S.N.C.B. et critères de choix du type de traverses de chemin de fer (Interpellation de M. Bougard) Voir: Mme De Galan			
Attitude de la S.N.C.B. devant les investissements effectués par les producteurs de traverses en bois (Question orale de M. Bock) Voir: M. Tobback			
Suppression des agences B cargo de Luxembourg et d'Arlon (Question orale de M. Deworme) Voir: M. Tobback			
Collaboration éventuelle de la Sabena et de Swissair (Question orale de M. Geens) Voir: M. Tobback			
Dégats occasionnés à des maisons par des appareils survolant l'aéroport d'Ostende (Question orale de M. Maertens) Voir: M. Tobback			
Auto-écoles pirates (Question orale de M. Monfils) Voir: M. Tobback			
Dufour, sénateur de l'arrondissement de Liège			
Communication du Gouvernement (Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale) Crise de société « Sans domicile fixe » Mise à la disposition de petites associations de réinsertion d'un bâtiment vide, sis au 2, rue de la Loi			308-309 308
Placement de mineurs dans les prisons Interpellation			308-309
Politique en matière de réfugiés Inscription des ressortissants européens sur les listes électorales lors des prochaines élections européennes Question orale			765-766, 768 1068-1069
Visite officielle en Turquie et l'ensemble du problème kurde			1449 2140-2141
Tarifs sociaux d'énergie établis dans le cadre du plan global (Gaz et électricité) Question orale			2461, 2462
E			
Eeman, sénateur de l'arrondissement d'Audenarde-Alost			
Modification de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat (Election du C.R.W. et du Conseil flamand: remplacement de l'obligation de vote par le droit de vote, neutralisation du vote en case de tête et système de la suppléance) Proposition de loi	16542	1026-1	
Nomination de membres du Conseil d'administration du Théâtre royal de la Monnaie Question orale			460, 461
Nouveaux foyers de peste porcine Question orale			686
Mise au travail à temps partiel des chômeurs Question orale			1186
Suspension des délibérations de conseils communaux relatives aux prestations supplémentaires du personnel de police Question orale			2077
Membres du personnel d'entretien de l'enseignement communautaire flamand auxquels l'O.N.E.M. inflige une suspension Question orale			2132
Erdman, sénateur coopté			
Droit de suite Rapport	15595	12-2	2633-2634, 2643

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N ^o	Pages
Erdman (suite)			
Droit d'auteur et droits voisins			2633-2634, 2643
Rapport	15726	145-12	
Protection de la vie privée contre les écoutes, la prise de connaissance et l'enregistrement de communications et de télécommunications privées			2172-2175
Rapport	16375	843-2	
Poursuites à charge d'un membre du Sénat			
Rapport	—	958	
Lutte contre le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme et l'intolérance			
Proposition de résolution	16502	983-1	
Complément à l'article 792 du Code judiciaire (Notification des jugements des cours du travail)			
Proposition de loi	16530	1014-1	
Transposition en droit belge de la directive européenne du 14 mai 1991 concernant la protection juridique des programmes d'ordinateur			2667
Rapport	16570	1054-2	
Modification de certaines dispositions du Code judiciaire relatives aux présentations ainsi que de l'article 64 de la loi provinciale (Conseillers de la Cour de cassation, conseillers des cours d'appel et présidents et vice-présidents des tribunaux de première instance — Article 151 de la Constitution)			
Proposition de loi	16643	1132-1	
Complément à l'article 92bis, § 4quater, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles (Scission de la province de Brabant: pension des agents de la province)			
Proposition de loi spéciale	16650	1140-1	
Modification de la loi relative au droit d'auteur et aux droits voisins (Modulation de la rémunération due pour la reproduction en fonction des secteurs concernés (enseignement) — Droit du Ministre d'estimer en justice — Récidive)			
Proposition de loi	16661	1151-1	
Poursuites à charge d'un sénateur			
Rapport	—	1165	
Poursuites à charge d'un sénateur			
Rapport	—	1166	
Formation et recrutement des magistrats (Magistrats du Ministère public — Stage judiciaire — Juges suppléants — Code judiciaire)			
Proposition de loi	16675	1168-1	
Délivrance gratuite d'une copie de toutes les pièces du procès en matière pénale			
Proposition de loi	16684	1177-1	
Modification des articles 318 et 320 du Code civil (Contestation de paternité et procédure en divorce — Code judiciaire, articles 1258, 1280 et 1289)			
Proposition de loi	16691	1185-1	
Méthodes du Gouvernement en vue d'arriver à la concrétisation d'un Pacte social et propositions de la Note Verplaetse;			
Association des Communautés à toute concertation sociale susceptible d'hypothéquer leur marge d'action politique;			
Plan de redressement global;			
Rapport Verplaetse, conclusions qui en sont tirées et évolution des négociations relatives au Pacte social			159
Communication du Gouvernement (Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale)			
Contexte européen de la crise			243
Approche globale des problèmes socio-économiques			244
Lutte contre la fraude fiscale			244
Diminution du précompte sur les dividendes			245
Relation avec la vente de la C.G.E.R.			245
Effets des mesures sur la politique des loyers			245
Incapacités de travail de moins de 10 p.c.			245
Blocage des honoraires des indépendants			245
Esprit du Plan global			245
Justification de vote			327
Index-santé et pensions alimentaires			
Question orale			358
Effacement des conséquences de la répression et de l'épuration			
Sur la prise en considération de la proposition de résolution			433
Révision du Titre II de la Constitution, par l'insertion d'un article 24bis relatif aux droits économiques et sociaux			
Sur la proposition de renvoi en commission			442
Modification de la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie			949-950, 951, 956
Modification des articles 748 et 750 du Code judiciaire (Procédure: fixation)			1156-1157
Modernisation et simplification de la carrière administrative du personnel des greffes			
Question orale			1604

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Erdman (suite)			
Exécution du plan global en matière de fiscalité			
Défense de mettre à charge du locataire le supplément d'impôt découlant de l'accroissement de 25 p.c. du revenu cadastral et de la non-imputation du précompte immobilier			1657-1658
Abrogation de l'article 4 de la loi du 6 août 1993 portant des dispositions sociales et diverses (Décret du 4 août 1959 instaurant un régime spécifique d'assurance soins de santé pour les agents de l'Administration d'Afrique)			
Sur la proposition de renvoi en commission par M. Hatry			1846
Compétence des juges de paix de complément et répartition de leurs tâches			
Question orale			1890, 1891
Abolition de la peine de mort			
Question orale			1977
Promotion d'une répartition équilibrée des hommes et des femmes sur les listes de candidatures aux élections			
Sur l'ordre des travaux en séance publique			2030
Tribunaux de police (Accidents de la circulation)			2294-2295
Modification de l'article 931 du Code judiciaire et des dispositions relatives aux procédures du divorce			2320-2322
Justification de vote			2393
Commission créée en vue d'évaluer la loi sur les baux			
Question orale			2398-2399
Voyages à l'étranger avec des enfants mineurs d'âge			
Question orale			2457
Conditions de travail dans les tribunaux			
Interpellation			2676-2678, 2682
Evrard, sénateur provincial de Namur			
Naturalisations			
Rapport	16436	973-2	
Naturalisations			
Rapport	16607	1115-2	
F			
Flagothier, sénateur de l'arrondissement de Liège, questeur du Sénat			
Réélu questeur du Sénat			6
Modification de l'article 149 de la nouvelle loi communale (Nomination des membres du personnel enseignant)			
Proposition de loi	16459	934-1	
Insertion d'un article 265bis dans la nouvelle loi communale et modification des articles 264, deuxième alinéa, et 265, § 2, deuxième et troisième alinéas, de celle-ci (Tutelle administrative: Arrêtés de suspension ou d'annulation)			
Proposition de loi	16460	935-1	
Modification de la loi provinciale, de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales, des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962; ainsi que de la nouvelle loi communale (Implications de la scission de la province de Brabant)			2439-2440, 2441
Rapport	16608	1094-2	
Budget des Voies et Moyens de l'année 1994;			
Budget général des Dépenses de l'année 1994			
Sections: Finances — Dette publique — Dispositions générales — Services de l'Etat à gestion séparée — Section particulière			
Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale			502
Crise économique			502
Equilibre financier de la sécurité sociale			502
Transferts Nord-Sud			502
Assainissement des finances publiques			502
Normes de Maastricht			502
Proposition du Gouvernement fédéral portant application de l'article 132 de la Constitution (Coordination et restructuration de la Constitution)			1043
Dispositions sociales			
Section: Intérieur			
Politique de sécurité			1384
Normes minimales en matière d'encadrement policier			1384, 1386
Modulation en ce qui concerne la subvention			1384, 1386
Accompagnement d'activités d'intérêt général			1385

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Flagothier (suite)			
Modification de la nouvelle loi communale en vue de renforcer la démocratie communale; Revalorisation du rôle du conseil communal et de ses membres			1501
Publicité de l'administration; Publicité des documents administratifs			1802
Promotion d'une répartition équilibrée des hommes et des femmes sur les listes de candidatures aux élections			2035-2036, 2040
Modification de l'A.R. n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, en vue de la réglementation de l'exercice de la kinésithérapie (Doc. n° 944, n° 426 et n° 541); Attribution d'un statut professionnel aux kinésithérapeutes			2608
Foret, sénateur provincial de Liège			
Modification de l'article 931 du Code judiciaire et des dispositions relatives aux procédures du divorce			2318-2319
Amendement	16426	898-4	
Amendement		898-5	
Justification de vote			2392-2393
Communication du Gouvernement (Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale)			
Critiques à l'égard du plan global			311-312
Contrats de sécurité dans les villes			312
Pression fiscale et parafiscale			312-313
Fiscalité sur les revenus immobiliers			312-313
Sélectivité des frais médicaux liés à la pratique professionnelle du sport			313
Crise de société			313
Encouragement de l'emploi			313
Budget général des Dépenses			
Section: Justice			
Inflation des normes législatives			546-547
Méthadone			547
Législation sur la copropriété			547
Abolition de la peine de mort			547
Evolution du budget de la Justice			547
« Autofinancement »			547, 548
Frais de justice			547
Politique pénitentiaire			548
Construction de prisons			548
Procédures pénales accélérées			548
Construction du palais de justice à Liège			548, 556
Rétrocession par l'Etat aux communes des taxes additionnelles			
Question orale			1084, 1085
Propos tenus récemment par le bourgmestre de Bruxelles			
Question orale			1605-1606
Création à Herstal d'un centre fermé pour étrangers en séjour illégal en Belgique			
Question orale			2126-2127
Avenir de nos relations avec la nouvelle Afrique du Sud			2149-2150
Tribunaux de police (Accidents de la circulation)			2292
Justification de vote			2392
G			
Garcia, sénateur provincial de Brabant			
Loi relative aux archives			
Amendement	15814	233-2	
Budget des Voies et Moyens pour l'année 1994			
Rapport (Dette publique — Dispositions générales — Services de l'Etat à gestion séparée — Section particulière)	16408	880-2	
Budget général des Dépenses pour l'année 1994			
Rapport (Dette publique — Dispositions générales — Services de l'Etat à gestion séparée — Section particulière)	16409	881-2	
Naturalisations			
Rapport	16277	903-2	
Naturalisations			
Rapport	16339	904-2	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Garcia (suite)			
Naturalisations Rapport	16411	905-2	
Naturalisations Rapport	16436	973-2	
Loi spéciale instaurant une contribution de responsabilisation à charge de certains employeurs du secteur public (Pensions de retraite — Fonds des pensions de survie) Rapport	16519	1001-2	
Naturalisations Rapport	16505	1013-2	
Modification de la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé, ainsi que de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit (C.G.E.R.) Rapport	16555	1039-2 1039-4	1872-1874
Modification de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat (Ecotaxes) Rapport	16563	1047-2	1860-1861, 1868-1869
Naturalisations Rapport	16607	1115-2	
Budget des Voies et Moyens de l'année 1994; Budget général des Dépenses de l'année 1994 Sections: Finances — Dette publique — Dispositions générales — Services de l'Etat à gestion séparée — Section particulière Aperçu du rapport de la commission			488-489
Exécution du plan global en matière de fiscalité Agences locales pour l'emploi Fiscalité immobilière Mesure générale anti-abus de droit Fonctionnaires de l'administration fiscale mis à la disposition de l'Office central chargé de la lutte contre la délinquance économique et financière organisée Fraude fiscale. — Restaurants: souche T.V.A.			1644 1644 1645 1645 1645 2248-2249
Fraude fiscale			
Geens, sénateur de l'arrondissement de Louvain			
Meilleure maîtrise des dépenses publiques en Belgique Rapport	16184	642-2	1165
Journées d'études «La lutte contre la fraude fiscale» tenues les 19 mai et 2 juin 1993 (Commission des Finances) Rapport	—	872	
Loi-programme Rapport (Finances)	16433	909-3	
Exécution du plan global en matière de fiscalité (C.I.R. — T.V.A. — Code des taxes assimilées au timbre — Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe — Code des droits de succession — Code des droits de timbre) Rapport Aperçu du rapport de la commission	16520	1002-2	1640-1641
Contribution de la Belgique à la dixième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement Rapport	16585	1070-2	2605
Modification, en ce qui concerne l'établissement de l'impôt des personnes physiques, du C.I.R. 1992 (Dispense de l'obligation de déclaration — Système BELCOTAX) Rapport	16592	1077-2	
Ajustement du budget des Voies et Moyens de l'année 1994 Rapport	16634	1122-2	
Troisième ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1994 (Résultats du contrôle budgétaire) Rapport	16635	1123-2	
Approbation du Protocole n° 9 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, fait à Rome le 6 novembre 1990 Rapport	16660	1150-2	
Comité d'avis chargé de Questions européennes (Sénat) Etat d'avancement de la transposition du droit européen et notamment des directives C.E. en droit interne Rapport	—	1156-1	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Geens (suite)			
Approbation de l'Acte modifiant le Protocole sur les statuts de la Banque européenne d'investissement habilitant le Conseil des gouverneurs à créer un Fonds européen d'investissement et complétant le Traité instituant la C.E.E., fait à Bruxelles le 25 mars 1993			76
Carence du Gouvernement fédéral quant aux dispositions pratiques relatives à la création de la province de Brabant flamand			
Interpellation			141-142, 144
Déclaration motivée du Gouvernement relative à la compétitivité			318-320
Budget des Voies et Moyens de l'année 1994;			
Budget général des Dépenses de l'année 1994			
Sections: Finances — Dette publique — Dispositions générales — Services de l'Etat à gestion séparée — Section particulière			
Cohérence entre les politiques budgétaires fédérales, communautaires et régionales			508
Fraude fiscale			508, 509
Mesure anti-abus de droit			508
Inspection spéciale des impôts			508
Blanchiment de capitaux			508
Réorganisation et modernisation du département des Finances			508-509
Politique de l'emploi			509
Réduction des salaires les plus bas			509, 516
Compétitivité			509
Politique monétaire			509
Budget général des Dépenses			
Section: Services du Premier Ministre			
Réglementation en matière de marchés publics			522
Autobus wallons			522
Achats militaires			522
Emploi des langues dans l'Union européenne			522
Plan Delors (U.E.). — Croissance économique et emploi			522
Loi-programme			
Section: Finances			
Régime fiscal des options sur actions			619
Régime fiscal des primes accordées dans le cadre de la politique agricole commune			619
Fraude au sein de l'Union européenne			619-620
Bourse de Bruxelles			620
Taxe sur les opérations de bourse			620
Adaptation du ticket modérateur en fonction des revenus			620
Loterie nationale. — Répartition des bénéfices			620
Organisation et management du Ministère des Finances			641-642
Transgression manifeste de la loi par la Société régionale wallonne du transport (S.R.W.T.) lors de la commande de 278 autobus et attitude du Gouvernement fédéral en la matière			
Interpellation			1475-1478, 1483, 1484
Modification de la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé, ainsi que de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit (C.G.E.R.)			1876-1877
Commande d'autobus wallons			
Question orale			1978, 1979
Retard apporté au financement et à l'exécution du programme européen en matière de travaux d'infrastructure			
Question orale			2130, 2131
Fraude fiscale			2246
Justification de vote			2397
Approbation de la Convention entre la Belgique et le Bangladesh tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Bruxelles le 18 octobre 1990			
Rapport oral			2498-2499
Ajustement du budget des Voies et Moyens de l'année 1994;			
Troisième ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1994			
Aperçu du rapport de la commission			2569-2570
Normes de Maastricht			2570
Politique budgétaire. — Assainissement des finances publiques			2570-2571
Communautés et Régions			2570
Communauté française et Région bruxelloise			2570
Sécurité sociale			2570-2571
Parafiscalité			2571
Lutte contre la fraude fiscale			2571
Collaboration éventuelle de Sabena et de Swissair			
Question orale			2691, 2692

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Gevenois, sénateur provincial de Hainaut			
Modification de la loi du 11 juillet 1961 relative aux garanties de sécurité indispensables que doivent présenter les machines, les parties de machines, le matériel, les outils, les appareils et les récipients (Directives C.E.) Rapport	16604	1090-2	
T.G.V. (Desserte de villes wallonnes et flamandes — Rentabilité de la ligne Mons-Valenciennes) Question orale			1446
Modification de l'A.R. n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, en vue de la réglementation de l'exercice de la kinésithérapie (Doc. n° 944, n° 426 et n° 541); Attribution d'un statut professionnel aux kinésithérapeutes			2606
Gijsbrechts-Horckmans (Mme), sénatrice de l'arrondissement de Malines-Turnhout			
Naturalisations Rapport	16277	903-2	
Naturalisations Rapport	16339	904-2	
Naturalisations Rapport	16411	905-2	
Naturalisations Rapport	16505	1013-2	
Naturalisations Rapport	16607	1115-2	
Evaluation de la politique de coopération au développement en fonction du respect des droits de l'homme			942-943
Transgression manifeste de la loi par la Société régionale wallonne du transport (S.R.W.T.) lors de la commande de 278 autobus et attitude du Gouvernement fédéral en la matière			1479
Goossens, sénateur de l'arrondissement d'Anvers			
Modification de l'A.R. du 10 octobre 1986 portant exécution de l'article 34 ^{quater} , alinéa 4, de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Fraude concernant les prescriptions des médicaments) Proposition de loi	16400	869-1	
Modification de la loi relative à la police de la circulation routière (Déchéance du droit de conduire — Epreuve annuelle de conduite pour les personnes atteignant l'âge de 65 ans) Proposition de loi	16667	1158-1	
Amnistie Proposition de résolution	16690	1184-1	
Siège comme membre indépendant			1367
Goovaerts, sénateur coopté			
Révision du Titre II de la Constitution, par l'insertion d'un article 24 ^{bis} , relatif aux droits économiques et sociaux Amendement Amendement Proposition de renvoi en commission	15521	100-2/7° 100-2/8°	439-440 440
Révision du Titre II de la Constitution, en vue d'insérer des dispositions nouvelles permettant d'assurer la protection des droits et libertés garantis par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales;			
Révision du Titre II de la Constitution en vue d'y insérer un article 24 ^{quater} relatif au respect de la vie privée;			
Révision du Titre II de la Constitution par l'insertion d'un article 24 ^{quater} relatif au droit au respect de la vie privée et familiale Rapport	15512	100-4/5°	671-672
Modification de la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie Amendements	15699	117-3	950
Modification de l'article 931 du Code judiciaire et des dispositions relatives aux procédures du divorce Amendements Justification de vote	16426	898-3	2394

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Goovaerts (suite)			
Exécution du plan global en matière de fiscalité (C.I.R. — T.V.A. — Code des taxes assimilées au timbre — Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe — Code des droits de succession — Code des droits de timbre)			
Amendement (Précompte mobilier: dividendes)	16520	1002-3	1647, 1650
Fiscalité immobilière			1647
Banque de données cadastrales. — Système <i>Cadnet</i>			1647
Agences locales pour l'emploi			1647
Extension de la mesure générale anti-abus de droit			1647
Droits de succession			1647
Taxe sur les opérations de bourse			1647
Mesures à l'encontre des pensionnés			1647-1648
Taxation des sociétés sur les biens immobiliers en leur possession			1650
Abaissement du précompte mobilier sur certains dividendes			1659-1660
Discussion des articles			1666
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, en ce qui concerne l'élection directe des présidents des Gouvernements de Région et de Communauté			
Proposition de loi spéciale	16543	1027-1	
Modification de l'article 5 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles (Conseils de l'aide sociale: octroi aux Communautés de la compétence de présenter les candidats — Election directe des Conseils)			
Proposition de loi spéciale	16544	1028-1	
Révision de l'article 96 de la Constitution (Nomination des ministres — Election du Premier Ministre et du Vice-Premier Ministre)			
Proposition de déclaration de révision	16548	1032-1	
Commission de contrôle des dépenses électorales et de la comptabilité ouverte des partis politiques (Loi du 4 juillet 1989)			
Examen des rapports financiers des réviseurs d'entreprises sur les comptes enregistrés et clôturés de recettes et de dépenses des a.s.b.l. constituées en vertu de la loi du 4 juillet 1989, ainsi que sur les recettes et les dépenses des partis politiques (exercice 1993)			
Rapport	—	1059-2	
Nominations au tribunal de première instance de Bruxelles			
Interpellation			112-113
Modification de diverses dispositions du Code judiciaire en vue d'améliorer la procédure (Articles 91bis [nouveau], 627, 706, 730, 740, 747, 751, 764, 792, 849, 1072bis, 1253ter et quater);			
Modification de l'article 730 du Code judiciaire (Inscription au rôle général)			207-208, 210
Rapport oral			
Communication du Gouvernement (Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale)			
Pression fiscale et parafiscale			267
Augmentation du précompte mobilier			267-268
Diminution du précompte sur les dividendes			268
Pénalisation des fonds de trésorerie, des bons ^{1°} caisse et des comptes à terme			268
Contrôle de l'administration fiscale dans le secteur Horeca			268
Taxation des sociétés patrimoniales			269
Gel des loyers et index santé			269
Efforts de modération demandés aux indépendants			269
Taxe sur les opérations boursières			269
Avances versées indûment aux mutualités			269
Lutte contre la fraude fiscale			269
Budget des Voies et Moyens de l'année 1994;			
Budget général des Dépenses de l'année 1994			
Sections: Finances — Dette publique — Dispositions générales — Services de l'Etat à gestion séparée — Section particulière			
Sociétés patrimoniales			501
P.M.E.			506
Privatisations			506
Solde net à financer			506
Evolution du chômage			506
Politique de relance économique			506-507
Situation dans le secteur Horeca (Déductibilité des frais de restaurant — Manifestations sportives)			
Interpellation			642-644, 645
Evolution de la criminalité à Bruxelles (Fonctionnement de la gendarmerie et de la police communale)			
Interpellation			907-908, 910
Proposition du Gouvernement fédéral portant application de l'article 132 de la Constitution (Coordination et restructuration de la Constitution)			1042

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N ^o	Pages
Goovaerts (suite)			
Modification des articles 748 et 750 du Code judiciaire (Procédure: fixation) Justification de vote			1155-1156 1193
Insertion d'un article 1412bis dans le Code judiciaire (Saisie sur des biens du domaine public ou privé)			1160-1161, 2670-2671
Banque de données illégales de l'inspection spéciale des impôts			1371-1372
Déclaration des banques de données informatisées des administrations des impôts, à la Commission de la protection de la vie privée Question orale			1820
Aspect du remboursement des frais médicaux par la voie fiscale qui touche à la vie privée Question orale			1820
Modification de la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé, ainsi que de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit (C.G.E.R.) Justification de vote			1874, 1875-1876 1905-1906
Accroissement important des recettes fiscales, résultant des excès de taxation ainsi que l'échec du Gouvernement dans la privatisation de la S.N.C.I.			2167-2168
Protection de la vie privée contre les écoutes, la prise de connaissance et l'enregistrement de communications et de télécommunications privées			2175-2176, 2186
Rôle du Gouvernement ainsi que circonstances et conséquences de l'échec du processus de privatisation de la S.N.C.I. Interpellation			2286, 2287
Fraude fiscale Justification de vote			2397
Application de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel Interpellation			2401-2403, 2405
Limitation et contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux et communaux et pour l'élection directe des Conseils de l'aide sociale Discussion des articles			2427 2430-2431
Modification de la loi provinciale, de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales, des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962, ainsi que la nouvelle loi communale (Implications de la scission de la province de Brabant)			2440, 2441
Grosjean, sénateur de l'arrondissement de Verviers			
Transgression manifeste de la loi par la Société régionale wallonne du transport (S.R.W.T.) lors de la commande de 278 autobus et attitude du Gouvernement fédéral en la matière			1478-1479
Guillaume, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles, questeur du Sénat			
Réélu questeur du Sénat			6
H			
Happart, sénateur coopté			
Soustraction du montant de la pension de guerre des revenus à prendre en considération lors de la détermination des ressources qui influencent le montant du revenu garanti à attribuer Proposition de loi	16556	1040-1	
Hasquin, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles			
Révision du Titre II de la Constitution, par l'insertion d'un article 24bis, relatif aux droits économiques et sociaux Amendement (Droit au travail et politique de l'emploi) Amendement Amendement (Politique de l'emploi)	15521	100-2/5 ^o 100-2/10 ^o 100-2/12 ^o	421-423, 441, 668
Projets de domiciliation des malades auprès d'un médecin traitant Interpellation			184-185

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Hasquin (suite)			
Mesures à l'étude quant à l'avenir de l'enseignement provincial du Brabant à Bruxelles			
Interpellation			346-347, 348-349
Intérêt qu'il y aurait à modifier l'article 182 de la Constitution relatif à la subsideation des cultes et de la laïcité			
Interpellation			1432-1433, 1435
Avenir de la coopération belge en Afrique centrale, et plus particulièrement au Zaïre, au Burundi et au Rwanda			
Interpellation			1931-1933, 1935-1936
Organisations professionnelles d'employeurs dans la branche d'activité de l'enseignement libre subsidié			
Question orale			2131-2132
Droit d'auteur et droits voisins;			
Droit de suite			2643
Hatry, sénateur provincial de Brabant			
Révision du Titre II de la Constitution, par l'insertion d'un article 24bis, relatif aux droits économiques et sociaux			
Amendement (Relations collectives du travail)	15521	100-2/6°	
Amendement		100-2/13°	
Discussion des amendements			670
Droit d'auteur et droits voisins			
Amendement	15726	145-13	
Amendements		145-14	
Justification de vote			2723
Modification de et complément aux dispositions du Code civil relatives à la copropriété			2346-2349
Amendements	16250	712-4	
Amendement		712-5	
Amendement		712-6	
Amendement		712-7	
Amendement		712-8	
Amendement		712-9	
Amendement		712-13	
Abrogation de l'article 4 de la loi du 6 août 1993 portant des dispositions sociales et diverses (Décret du 4 août 1959 instaurant un régime spécifique d'assurance soins de santé pour les agents de l'Administration d'Afrique)			1788-1790
Proposition de loi	16429	901-1	
Demande le renvoi en commission			1945-1846
Modification de la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé, ainsi que du C.I.R. 1992 et du Code des taxes assimilées au timbre (Renonciation à l'agrément par une association agréée par la C.N.C.P. — Fonds de participation) (Caisses agréées par l'I.N.C.A.) (Système de protection des dépôts — C.N.C.P. — Suppression de la garantie de l'Etat) (S.N.C.I.)			563
Amendement	16439	914-3	
Amendements		914-4	
Approbation du Protocole au Traité sur l'Antarctique, relatif à la protection de l'environnement, Appendice, Annexes I, II, III, IV et V, faits à Madrid le 4 octobre 1991			1382-1383
Rapport	16480	956-2	
Exécution du plan global en matière de fiscalité (C.I.R. — T.V.A. — Code des taxes assimilées au timbre — Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe — Code des droits de succession — Code des droits de timbre)			
Amendements (C.I.R.: revenus immobiliers, déductibilité de la cotisation spéciale pour la sécurité sociale; pensions et revenus de remplacement)	16520	1002-5	
Amendement (Précompte mobilier sur dividendes)		1002-6	
Amendements (Précompte immobilier — Fonctionnaires du fisc mis à la disposition de l'Office central chargé de la lutte contre la délinquance économique et financière organisée — Mesure générale anti-abus de droit)		1002-7	
Amendements (Droits d'enregistrement: reprise d'un bien immeuble d'une société par un associé, apport d'un bien immeuble en société)		1002-8	
Amendement (Droits d'enregistrement: apport d'un bien immeuble en société)		1002-9	
Amendement (Droits d'enregistrement: apport d'un bien immeuble en société)		1002-10	
Amendements (Droits d'enregistrement: apport d'un bien immeuble en société)		1002-11	
Amendements (Droits d'enregistrement: apport d'un bien immeuble en société)		1002-12	
Amendements (Fonctionnaires du fisc mis à la disposition de l'Office central chargé de la lutte contre la délinquance économique et financière)		1002-13	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Hatry (suite)			
Percée de la démocratie en Afrique du Sud			2502
Amendement	16591	1076-3	
Justification de vote			2516
Modification des articles 52, 53 et 68 de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur (Soldes);			
Modification de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur (Articles 52 et 53: soldes)			97-98
Justification de vote			153
Proposition de directive du Conseil des C.E. concernant la constitution d'un comité d'entreprise européen dans les entreprises ou les groupes d'entreprises de dimension communautaire en vue d'informer et de consulter les travailleurs			192-193
Méthodes du Gouvernement en vue d'arriver à la concrétisation d'un pacte social et propositions de la Note Verplaetse;			
Association des Communautés à toute concertation sociale susceptible d'hypothéquer leur marge d'action politique;			
Plan de redressement global			
Justification de vote			215
Communication du Gouvernement (Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale)			228
Plans d'assainissement successifs			245, 246
Sauvegarde de la compétitivité			246, 250
Financement de la sécurité sociale			246
Dette publique			246, 248
Evaluation du plan global			246, 250-251
Pourcentage de chômeurs			246
Pléthore de fonctionnaires			246-247
Prélèvement sur le produit intérieur brut			247
Manque de confiance du citoyen			247
Encouragement du travail à temps partiel			247
Opération Maribel			247
Augmentation du précompte mobilier			247-248
Croissance économique			248
Encouragement de l'emploi			248, 250
Instauration d'un index santé			248-249
Mesures en matière d'allocations familiales			249
Majoration des accises sur les carburants			250
Propositions alternatives du P.R.L.			251
Adaptation de la sécurité sociale à la société actuelle			277
Justification de vote			323-324
Déclaration motivée du Gouvernement relative à la compétitivité			316-318
Règlement européen relatif aux importations de bananes			
Question orale			360, 361
Evolution de notre commerce extérieur et carence d'informations statistiques correctes à ce sujet			
Interpellation			384-386, 388
Position du Gouvernement relative au T.G.V.			
Question orale			465
Budget des Voies et Moyens de l'année 1994;			
Budget général des Dépenses de l'année 1994			
Sections: Finances — Dette publique — Dispositions générales — Services de l'Etat à gestion séparée — Section particulière			
Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale			490-496, 515, 520
Manque de statistiques relatives à l'évolution du commerce extérieur			491, 495
Assainissement des finances publiques			490, 520
Solde net à financer			493, 502
Régions et Communautés			493
Normes de Maastricht			520
Equilibre financier de la sécurité sociale			491, 495, 496
Pression fiscale			492, 493, 494, 495, 496
Inventaire des mesures fiscales adoptées depuis mars 1992			492, 493, 494, 495
Perception anticipée d'impôts			492-493
Taxation anticipée des capitaux d'assurance-vie			493, 511, 512
Augmentation du précompte mobilier			493
Abaissement du précompte mobilier sur les dividendes			493-494
Taxe CO ₂			494, 495
Augmentation des impôts sur les carburants			494
Vignette autoroutière			494
Fiscalité immobilière			494, 521
T.V.A.			494

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Hatry (suite)			
Budget des Voies et Moyens de l'année 1994;			
Budget général des Dépenses de l'année 1994 (suite)			
Sections: Finances — Dette publique — Dispositions générales — Services de l'Etat à gestion séparée — Section particulière (suite)			
Compétitivité			495
Retenue sur allocations familiales			495
Mesures relatives aux pensions			495
Politique de l'emploi			495, 515
Protection des droits de la défense du contribuable			496
Privatisations			496
Inspection spéciale des impôts			509
Fraude fiscale			515
Octroi à l'administration générale des impôts du pouvoir hiérarchique sur l'ensemble des administrations fiscales			515
Harmonisation des procédures fiscales			515
Bureau du Plan			518, 521
Politique étrangère			520
Dépenses en matière de recherche-développement			520
Saut d'index			520
Politique monétaire			520-521
Conseil supérieur des finances			521
Budget général des Dépenses			
Section: Services du Premier Ministre			
Comité supérieur de contrôle			521-522
Section: Commerce extérieur			
Information statistique et quantitative sur le commerce extérieur			539, 540
Section: Affaires économiques			
Suppression de l'I.R.S.I.A.			542
Dépenses publiques pour la recherche scientifique			542
Restructuration du département des Affaires économiques			542, 543
Politique énergétique			542
Bureau national du pétrole			542
Restructuration de l'I.N.S.			542
Ascenseurs non soumis au Règlement général pour la protection du travail			542-543
Evolution du budget et des effectifs du département des Affaires économiques			543
Loi-programme			
Section: Finances			
Rente de monopole de la Loterie nationale			618
Remboursements fiscaux. — Frais pour assignations des postes (Incitation des contribuables à communiquer leur n° de compte bancaire)			618
Régime fiscal des primes accordées dans le cadre de la politique agricole commune			618
Adaptation du ticket modérateur en fonction des revenus			618
Taxe sur les opérations de bourse — <i>Sicav</i> de capitalisation			618-619
Précompte mobilier réduit sur les dividendes			619
Emprunt en faveur du Théâtre royal de la Monnaie			619
Régime fiscal des options sur actions			619
Création de fonds budgétaires et modification de la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires			692-693
Nomination de conciliateurs sociaux pour les entreprises en difficulté			875
Question orale			
Achèvement de la transposition de la deuxième directive bancaire dans le droit belge;			
Adaptation aux directives européennes de l'A.R. n° 55 du 10 novembre 1967 organisant le statut juridique des entreprises pratiquant la location-financement, de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation et de la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire.			921-922
Justification de vote			1014
Emission par l'O.C.P. d'un Sicav obligataire de capitalisation, le Post Bon 1998			
Question orale			1002-1003
Budget administratif des Affaires économiques de l'année 1994 (32)			
Vote sur la motion de conformité. — Justification de vote			1018
Meilleure maîtrise des dépenses publiques en Belgique			
Justification de vote			1193
Responsabilité du Gouvernement dans la perte de confiance des investisseurs étrangers vis-à-vis de l'économie belge			1429
Protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et l'Agence fédérale de contrôle nucléaire			
Justification de vote			1464
Proteste contre la façon dont la Commission du Travail parlementaire organise les travaux (Ordres du jour du Sénat et des Commissions)			
Motion d'ordre			1639

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Hatry (suite)			
Modification de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat (Ecotaxes)			1861-1863
Modification de la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé, ainsi que de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit (C.G.E.R.)			1874
Justification de vote			2721
Loi spéciale instaurant une contribution de responsabilisation à charge de certains employeurs du secteur public (Pensions de retraite — Fonds des pensions de survie — Régions et Communautés)			1894
Difficultés que rencontre le commerce extérieur belge auprès de ses clients de l'Union européenne et rôle du Ducroire dans l'évolution du commerce extérieur vers les pays plus lointains			1988
Derniers développements au sein de l'Union européenne concernant le règlement sur les importations de bananes et défense des intérêts belges en la matière (Pays A.C.P. — G.A.T.T.)			1990-1992, 1993
Interpellation			
Critères actuellement en vigueur pour déterminer la convergence conformément au Traité de Maastricht en vue de l'accès à la troisième étape de l'Union économique et monétaire			2080
Question orale			
Absence d'un Code de déontologie pour les syndics d'immeubles au moment où les travaux parlementaires relatifs à la loi sur la copropriété progressent rapidement			2094-2096-2097
Interpellation			
Accroissement important des recettes fiscales, résultant des excès de taxation ainsi que l'échec du Gouvernement dans la privatisation de la S.N.C.I.			2164-2165-2167, 2169
Interpellation			
Errements du Service de la concurrence du Ministère des Affaires économiques à l'occasion de la fusion de deux entreprises du commerce de détail en parfumerie			2198-2200, 2201
Interpellation			
Manière dont le Gouvernement compte réaliser l'engagement imprudent qu'il a pris en 1992, lors de la conférence climatique du sommet de Rio et qui consiste à réduire, entre 1990 et 2000, de 5 p.c. les émanations de CO ₂ en Belgique			2216-2219, 2224
Interpellation			
Difficultés politiques rencontrées par un projet d'aide aux jeunes diplômés			2228-2229
Question orale			
Certificat complémentaire de protection pour les médicaments (Mise en œuvre d'un règlement C.E.)			2396
Justification de vote			
Limitation et contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux et communaux et pour l'élection directe des conseils de l'aide sociale			2422-2423
Tragiques conséquences de la négligence budgétaire pour le pouvoir judiciaire (Abonnement à des revues et achat de codes)			2460
Question orale			
Approbation du Protocole portant modification de la loi uniforme Benelux sur les marques, signé à Bruxelles le 2 décembre 1992			2490, 2491
Rapport oral			
Ajustement du budget des Voies et Moyens de l'année 1994;			
Troisième ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1994			
Recettes fiscales et parafiscales. — Augmentation de la pression fiscale			2571-2572, 2573
Inventaire des mesures fiscales du Gouvernement Dehaene. — Rage taxatoire			2572, 2573-2574
Assainissement des finances publiques			2572
Communautés et Régions			2574
Union monétaire européenne			2573-2574
Ampleur de la dette publique			
Droit d'auteur et droits voisins;			2639-2642
Droit de suite			2714
Justification de vote			
Henneuse, sénateur de l'arrondissement de Tournai-Ath-Mouscron			
Approbation de l'Acte modifiant le protocole sur les statuts de la Banque européenne d'investissement habilitant le Conseil des gouverneurs à créer un Fonds européen d'investissement et complétant le Traité instituant la C.E.E., fait à Bruxelles le 25 mars 1993			76
Rapport	16379	848-2	
Vérification des pouvoirs de MM. De Gucht et Deghilage. — Rapport			2766

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Hermans, sénateur provincial d'Anvers (jusqu'au 9 décembre 1993)			
<i>Renonce à son mandat</i>			10
Herzet (Mme), sénatrice cooptée			
Révision du Titre II de la Constitution, par l'insertion d'un article 24bis, relatif aux droits économiques et sociaux			669-670
Amendement	15521	100-2/11°	
Institution d'un organisme unique et public de paiement des allocations de chômage			2213-2214
Rapport	16192	651-2	
Institution d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'élaborer une politique structurelle en vue de lutter contre les diverses formes d'exploitation sexuelle des mineurs d'âge			
Proposition	16401	870-1	
Abrogation de l'article 4 de la loi du 6 août 1993 portant des dispositions sociales et diverses (Décret du 4 août 1959 instaurant un régime spécifique d'assurance soins de santé pour les agents de l'Administration d'Afrique)			1788
Rapport	16429	901-2	
Dispositions sociales (Volet social du plan global de crise)			
Amendement (Régime fiscal des revenus immobiliers. — Affectation des recettes)	16501	980-10	
Amendement (Répartition des subventions de l'Etat à la sécurité sociale)		980-11	
Amendements (Mode d'indemnisation des accidents du travail et des maladies professionnelles — Cotisation spéciale pour la sécurité sociale)		980-12	
Amendement (Agences locales pour l'emploi)		980-13	
Amendements (Prépension — Retenue sur pension)		980-14	
Notion de solidarité dans la sécurité sociale			1264
Gestion globale de la sécurité sociale			1264
Equilibre financier de la sécurité sociale			1264
Manque de sélectivité de la sécurité sociale			1264
Indemnisation des victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles			1264
Création de prépensions à mi-temps			1264
Mesures en matière de pensions			1264-1265
Pension des femmes			1265
Dispositions en cas de faillite ou de reprise éventuelle d'une entreprise			1265
Section : Affaires sociales			
Discussion des articles			1308, 1320
Section : Emploi et Travail			
Discussion des articles			1332, 1336, 1345
Justification de vote			1460
Neutralisation des effets du vote en case de tête aux élections législatives et provinciales			
Proposition de loi	16529	1012-1	
Modification de la durée de la prescription pour certains crimes commis contre des mineurs d'âge			
Proposition de loi	16577	1062-1	
Modification des dispositions du Code pénal relatives aux circonstances atténuantes en vue d'assurer une meilleure protection des enfants			
Proposition de loi	16578	1063-1	
Encouragement de l'allaitement maternel (Directive C.E. : étiquetage relatif aux préparations pour nourrissons)			27-28
(Question orale de Mme Herzet)			
Modification des articles 52, 53 et 68 de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur (Soldes);			
Modification de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur (Articles 52 et 53 : soldes)			99
Enfants en danger (Exploitation sexuelle des mineurs d'âge)			
Interpellation			103-105, 110
Composition du Conseil de l'égalité des chances entre hommes et femmes (Intégration de tous les partis politiques)			
Question orale			362-363
Grave sinistre d'origine électrique survenu à Ottignies la veille de Noël			
Question orale			876-877
Modalités de la privatisation de la S.N.I.			
Question orale			1000
Statut des éducateurs ou moniteurs-éducateurs spécialisés (Classe 1)			1421, 1422
Présence de bandes dessinées pornographiques à des endroits accessibles à des enfants dans des magasins			
Question orale			1821, 1822
Fonctionnement de la Commission de dispenses de cotisations (Indépendants)			
Question orale			1825, 1826

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N ^o	Pages
Herzet (Mme) (suite)			
Insertion dans le Règlement du Sénat d'un article 62ter instituant un Comité d'avis pour l'émancipation de la femme			1958
Promotion d'une répartition équilibrée des hommes et des femmes sur les listes de candidatures aux élections			2033-2035
Différents problèmes de première importance qui concernent la justice dans l'arrondissement de Nivelles			2195-2196, 2198
Interpellation			
Hismans, sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies (jusqu'au 15 juillet 1994)			
Naturalisations			2283
Rapport	16277	903-2	
Naturalisations			
Rapport	16339	904-2	
Naturalisations			
Rapport	16411	905-2	
Naturalisations			2283
Rapport	16505	1013-2	
Renonce à son mandat			
Hofman, sénateur de l'arrondissement de Liège			
Budget général des Dépenses pour l'année 1994			98-99
Rapport (Economie)	16409	881-17	
Prévention et limitation du surendettement (Justice de paix — Fonds spécial)			
Proposition de loi	16489	967-1	
Modification des articles 52, 53 et 68 de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur (Soldes);			
Modification de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur (Articles 52 et 53: soldes)			
Houssa, sénateur de l'arrondissement de Verviers, secrétaire du Sénat			
Réélu secrétaire du Sénat			6
Budget général des Dépenses			534
Section: Prévoyance sociale			
Suppression du remboursement des cures thermales			579
Section: Agriculture et Classes moyennes			
Politique agricole — P.A.C.			579
Accords sur le G.A.T.T.			579
J			
Jonckheer, sénateur provincial de Brabant			
Loi-programme			1488
Amendements (Epargne-pension — Réduction du temps de travail de 25 p.c. — Intercommunales et sociétés productrices d'électricité)	16433	909-9	
Cumul des pensions du secteur public avec des revenus provenant de l'exercice d'une activité professionnelle ou avec un revenu de remplacement			
Rapport	16490	968-2	
Exécution du plan global en matière de fiscalité (C.I.R. — T.V.A. — Code des taxes assimilées au timbre — Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe — Code des droits de succession — Code des droits de timbre)			
Amendement (C.I.R.: agences locales pour l'emploi)	16520	1002-4	
Communication du Gouvernement (Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale)			241
Esprit du plan global			
Analyse macro-économique			
Encouragement de l'emploi			
Evolution du chômage			
Redistribution du temps de travail			242

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Jonckheer (suite)			
Communication du Gouvernement (Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale) (suite)			
Politique de réelle équité			242
Dette publique			242
Contexte européen de la crise			243
Situation monétaire			243
Grandes orientations de politique économique de la C.E.			
Interpellation			646-650, 652
Impuissance dramatique de l'Union européenne face à la guerre en Bosnie;			
Initiatives belges en vue de favoriser les chances d'obtenir la paix en Bosnie			1242
Dispositions sociales			
Introduction d'une « clause sociale » dans les discussions du G.A.T.T.			1266, 1267
Mondialisation de l'économie			1267
Simulations de l'Union européenne relatives aux créations d'emplois			1267
Exécution du plan global en matière de fiscalité			
Assainissement des finances publiques et politique de relance économique			1645-1646
Evolution du chômage			1646
Agences locales pour l'emploi			1646
Modification de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat (Ecotaxes)			1863-1866, 1867
Justification de vote			1903
Loi spéciale instaurant une contribution de responsabilisation à charge de certains employeurs du secteur public (Pensions de retraite — Fonds des pensions de survie — Régions et Communautés)			1895
Leçons à tirer du drame rwandais et bourbier bosniaque pour l'avenir des forces de la paix de la Communauté internationale			
Interpellation			1919-1921
Résultats du Conseil Ecofin du 16 mai 1994 en matière de financement des grands travaux d'infrastructure européenne			
Question orale			2129-2130-2131
Leçons tirées par le Gouvernement belge de la guerre en Bosnie en vue de la tenue de la Conférence de Paris sur le « Pacte de stabilité » en Europe le 26 et le 27 mai 1994			
Interpellation			2144-2145, 2147
K			
Kelchtermans L, sénateur coopté			
Cinquième ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1993. — Section 16 « Défense nationale »			
Rapport	16465	940-2	
Vérification des pouvoirs de M. Van Erps. — Rapport			2774
Kenzeler, sénateur provincial de Limbourg			
Budget général des Dépenses pour l'année 1994			
Rapport (Défense nationale)	16409	881-11	
Naturalisations			
Rapport	16277	903-2	
Naturalisations			
Rapport	16339	904-2	
Naturalisations			
Rapport	16411	905-2	
Naturalisations			
Rapport	16436	973-2	
Naturalisations			
Rapport	16505	1013-2	
Naturalisations			
Rapport	16607	1115-2	
Cumul des pensions du secteur public avec des revenus provenant de l'exercice d'une activité professionnelle ou avec un revenu de remplacement			1488-1489
Mise en œuvre des forces armées, mise en condition, ainsi que périodes et positions dans lesquelles le militaire peut se trouver;			
Statuts du personnel militaire;			
Statut des militaires court terme;			
Droits pécuniaires des militaires			1687-1688
Utilisation de militaires en dehors des forces armées (dans les services publics)			1746

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Kuijpers, sénateur coopté			
Attribution de toutes les compétences provinciales aux organes de la Communauté germanophone et organisation de la représentation de la Région de langue allemande au sein des Chambres législatives (Création de la province d'Eupen-Saint-Vith — Code électoral — Moyens financiers)	16507	987-1	
Embargo décrété par la Grèce à l'encontre de la République Macédoine	16521	1003-1	
Reconnaissance des droits de l'homme, des droits nationaux et des droits politiques en Turquie	16664	1154-1	
Proposition de loi			79-80
Plan de paix de la C.E. en ex-Yougoslavie			86
Rôle de nos ambassades et de nos consulats en matière d'accueil des Belges qui ont besoin d'aide à l'étranger			88-89
Coopération technique militaire avec le Rwanda dans le cadre de l'accord de paix d'Arusha			
Budget général des Dépenses			
Section: Coopération au développement			
Fédéralisation de la coopération			584, 588
Aide publique au développement			584-585
Eparpillement des crédits			585
Droits de l'homme			585
Rôle que pourrait jouer l'armée belge pour la coopération au développement			585
Autodétermination des peuples			585
V.V.O.B.			585
Coopération universitaire. — Bourses d'étude			585
Immigration en provenance de pays en voie de développement			585
Construction du T.G.V., gestion de la S.N.C.B. et leurs répercussions sur les transports publics et les moyens financiers y afférents			
Interpellation			1588-1591, 1594
Crise au Rwanda et avenir des relations de la Belgique avec ce pays;			
Relations futures avec le Rwanda d'une part, et politique africaine de la Belgique, d'autre part;			
Leçons à tirer du drame rwandais et bourbier bosniaque pour l'avenir des forces de la paix de la Communauté internationale;			
Notre participation aux opérations de paix de l'O.N.U. après les récents événements au Rwanda			1925
Situation de crise dans les Balkans, particulièrement en Macédoine			2065-2066
Visite officielle en Turquie et l'ensemble du problème kurde			2141-2142
Dramatique et insoutenable situation de la population du Rwanda			2154-2156
Evacuation terrestre profonde de déchets faiblement radioactifs sur la base d'un rapport récent de l'O.N.D.R.A.F.			
Justification de vote			2240
Démission de la communauté internationale devant la tragédie rwandaise et nécessité pour les pays de l'Union européenne de prendre des initiatives urgentes			2523-2524
Félicitations pour les nouveaux sénateurs et remerciements pour le personnel			2775
L			
Lallemand, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles			
Modification de l'article 931 du Code judiciaire et des dispositions relatives aux procédures du divorce	16426	898-2	2314-2316, 2317-2318, 2319
Rapport			
Justification de vote			2393
Application de l'article 41, § 5, de la Constitution (Commission parlementaire de concertation pour le règlement des conflits survenant entre la Chambre et le Sénat)	16466	941-1	
Proposition de loi			
Accélération de la procédure devant la Cour de cassation (Code judiciaire — Code d'instruction criminelle — Loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire — Loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire)	16473	948-1	
Proposition de loi			
Poursuites à charge d'un membre du Sénat	—	981	
Rapport			
Poursuites à charge d'un membre du Sénat	—	982	
Rapport			
Lutte contre le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme et l'intolérance	16502	983-1	
Proposition de résolution			

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N ^o	Pages
Lallemand (suite)			
Mines anti-personnel et pièges ou dispositifs de même nature (Loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions) Proposition de loi	16526	1009-1	
Interdiction et éradication des mines anti-personnel, pièges explosifs et dispositifs de même nature (Convention O.N.U. — Loi du 5 août 1991 relative à l'importation, à l'exportation et au transit d'armes) Proposition de résolution	16527	1010-1	
Modification des articles 366 et 367 du Code judiciaire (Statut pécuniaire du greffier en chef de la Cour de cassation) Proposition de loi	16584	1069-1	
Communication du Gouvernement (Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale)			238-239
Crise de société			239
Financement alternatif de la sécurité sociale			239
Fiscalité des revenus mobiliers			239
Fiscalité des revenus immobiliers			239
Taxation des sociétés patrimoniales			239
Insertion des jeunes dans le marché du travail			239-240
Développement des agences locales pour l'emploi			240
Contrats de sécurité dans les villes			240
Mesures en matière d'allocations familiales			240
Instauration d'un index santé			240
Contexte européen de la crise			240
Crédibilité du plan global			241
Esprit du plan global: projet de nouvelle citoyenneté			327
Justification de vote			
Budget général des Dépenses			
Section: Justice			
Informatisation de la justice. — Informatisation du casier judiciaire			543
Extension des cadres de juridiction			543
Loi sur les tribunaux de police			543
Arrière judiciaire			543, 544, 545
Recensement de l'arrière judiciaire (Code judiciaire, art. 730)			543
Engagement d'assistants sociaux, chargés d'accueillir les victimes dans les parquets			543
Aide judiciaire			543-544
Politique criminelle			544
Contrats de sécurité conclus entre l'Etat et plusieurs villes			544
Allongement des délais de prescription en matière pénale			544, 545
Notion de délai raisonnable prescrite par la Convention européenne des droits de l'homme			544, 545
Immunité parlementaire			544
Correctionnalisation <i>versus</i> Cour d'assises			545
Procédures pénales accélérées			545-546
Politique pénitentiaire			546
Surpopulation des prisons			546
Projet de loi sur la comparution immédiate des prévenus			546
Méthadone			547
Vœux de bonne fin d'année			760
Dispositions sociales			
Section: Justice			
Réforme essentielle dans le droit de la responsabilité			1357-1358
Notion de « faute inexcusable »			1358
Responsabilité objective en cas d'accident de la circulation			1358
Justification de vote			1459
Modification de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques et modification du Code électoral;			
Modification de l'article 5 de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques;			
Limitation et contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil de la Région wallonne, du Conseil flamand et du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale;			
Limitation et contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection du Parlement européen			2008-2009
Protection de la vie privée contre les écoutes, la prise de connaissance et l'enregistrement de communications et de télécommunications privées			2176-2178
Evacuation terrestre profonde de déchets faiblement radioactifs sur la base d'un rapport récent de l'O.N.D.R.A.F.			
Justification de vote			2238
Droit d'auteur et droits voisins;			
Droit de suite			2634-2638, 2641, 2644
Vœux de fin de session			2733

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N ^o	Pages
Laverge, sénateur de l'arrondissement de Courtrai-Ypres			
Modification des articles 259 <i>bis</i> et 259 <i>quater</i> du Code judiciaire (Recrutement des magistrats : avocats) Proposition de loi	16449	924-1	
Révision de l'article 162 de la Constitution (Institutions provinciales et communales et C.P.A.S.) Proposition de déclaration	16550	1034-1	
Leclercq, sénateur de l'arrondissement de Bruges			
Abrogation de l'article 11 de la loi du 16 juillet 1990 portant des dispositions budgétaires (Droits d'expertise à l'importation) Proposition de loi	16403	873-1	1027-1028
Budget général des Dépenses pour l'année 1994 Rapport (Commerce extérieur)	16409	881-9	
Leduc (Mme), sénatrice de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik			
Communication du Gouvernement (Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale) Crédibilité du plan global			295
Encouragement de l'emploi et lutte contre le chômage			295
Insertion des jeunes dans le marché du travail			295-296
Redistribution du travail			295
Lutte contre le travail au noir			296
Abaissement des cotisations sociales			296
Encouragement du travail à temps partiel			296
Lenssens, sénateur de l'arrondissement de Termonde-Saint-Nicolas			
Modification de l'article 5 de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques (Interdiction d'apposer des affiches électorales sur les panneaux publicitaires commerciaux) Proposition de loi	16451	926-1	
Budget général des Dépenses Section: Emploi et Travail Application uniforme de la réglementation en matière d'assurance maladie-invalidité dans tout le pays. — Transferts Nord-Sud			531-532, 551
Dispositions sociales Ordre des travaux			1276
Réforme de la structure de la sécurité sociale			1276
Gestion globale de la sécurité sociale			1276
Financement de la sécurité sociale			1276
Maintien de la solidarité dans la sécurité sociale			1277
Responsabilité financière des organismes assureurs			1277
Transferts Nord-Sud de la sécurité sociale. — Rapport Jadot			1277-1278, 1279
Section: Affaires sociales Responsabilité financière des organismes assureurs			1296
Dépenses des organismes assureurs. — Communication des données de l'Inami à la Commission des Affaires sociales			1303-1304
Section: Emploi et Travail Discussion des articles			1345
Modification de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés en vue d'accélérer l'examen des dossiers;			
Modification de l'article 9 de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés (Visite médicale: délai)			2465
Instauration de la responsabilité financière des mutualités Question orale			2690
Leroy, sénateur provincial de Hainaut			
Limitation et contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux et communaux et pour l'élection directe des conseils de l'aide sociale			2423

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Liesenborghs, sénateur de l'arrondissement de Nivelles			
Mesures pénales envisagées par la Conférence interministérielle à la politique des immigrés pour lutter contre l'absentéisme scolaire à Bruxelles			51-53, 54
Interpellation			
Matériel d'information sur la réforme de l'Etat (Supports vidéo)			878
Question orale			
Mesures de type normatif à prendre en Belgique afin de combattre l'exploitation des enfants dans l'industrie du tapis au Népal			1985-1986, 1987-1988
Interpellation			
Lieten-Croes (Mme), sénatrice cooptée			
Abrogation des articles 4 et 7 de la loi du 30 mars 1921 ayant pour objet l'agrandissement de la ville de Bruxelles en vue de l'extension des installations maritimes (Fusion de 2 districts d'état civil)			
Rapport	16106	561-2	
Modification des articles 65 et 67 de la nouvelle loi communale et insertion d'un article 136bis (Receveurs locaux et régionaux)			
Rapport	16287	751-2	
Mentions obligatoires sur certains documents électoraux (Sexe du candidat)			
Rapport	16335	802-2	
Budget général des Dépenses pour l'année 1994			
Rapport (Affaires étrangères)	16409	881-8	
Loi-programme			
Rapport (Intérieur: Régime commun des pensions des administrations locales)	16433	909-6	
Contrôle des communications officielles des autorités publiques (Modification des lois du 4 juillet 1989 et du 19 mai 1994: limitation et contrôle des dépenses électorales et financement et comptabilité ouverte des partis politiques — Communications et campagnes d'information du Gouvernement)			
Rapport	16636	1124-2	
Promotion d'une répartition équilibrée des hommes et des femmes sur les listes de candidatures aux élections			2035
Loones, sénateur provincial de Flandre occidentale			
Modification de diverses dispositions du Code judiciaire en vue d'améliorer la procédure (Articles 91bis [nouveau], 627, 706, 730, 740, 747, 751, 764, 792, 849, 1072bis, 1253ter et quater)			
Amendement	16289	753-3	
Insertion d'un article 1412bis dans le Code judiciaire (Saisie sur des biens du domaine public ou privé)			1153-1154, 1161, 2671
Amendement	14318	769-3	
Sur la demande de M. Arts de rouvrir la discussion			1155
Justification de vote			1191-1192
Insertion de la demande de séjour exceptionnel sur le territoire dans la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Demandeurs d'asile)			
Proposition de loi	16421	893-1	
Représentation de la Belgique et de ses Etats fédérés au sein de l'Union européenne			
Proposition de résolution	16431	906-1	
Loi-programme			
Amendements (Allongement des délais de prescription en matière de criminalité financière)	16433	909-10	
Section: Justice			
Perception des amendes et des droits de greffe non payés par le biais de l'enrôlement des contributions directes			616
Publication des jugements déclaratifs de faillite			616
Allongement des délais de prescription de l'action publique relative à certaines infractions			616, 618
Lutte contre la fraude fiscale			616
Mesures pouvant contribuer à la réconciliation entre tous les citoyens (Amnistie)			
Proposition de résolution	16508	988-1	
Révision de l'article 110 de la Constitution (Compétences des Communautés et des Régions en matière de droit pénal: Droit de grâce — Amnistie)			
Proposition de déclaration	16510	991-1	
Modification de l'article 58 de la loi électorale communale, coordonnée le 4 août 1932 (Suppléants — Petits partis)			
Proposition de loi	16551	1035-1	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Loones (<i>suite</i>)			
Fixation de la Liste Civile pour la durée du règne du Roi Albert II, attribution d'une dotation annuelle et viagère à Sa Majesté la Reine Fabiola et attribution d'une dotation annuelle à Son Altesse Royale le Prince Philippe			65
Enfants en danger (Exploitation sexuelle des mineurs d'âge)			105
Absence de mesure de grâce collective à l'occasion de l'avènement du Roi Albert II			111-112
Plans de fusion des services de police (Police de l'air, police maritime et police des chemins de fer)			
Question orale			200-201
Modification de diverses dispositions du Code judiciaire en vue d'améliorer la procédure (Articles 91 <i>bis</i> [nouveau], 627, 706, 730, 740, 747, 751, 764, 792, 849, 1072 <i>bis</i> , 1253 <i>ter</i> et 1253 <i>quater</i>);			
Modification de l'article 730 du Code judiciaire (Inscription au rôle général)			209-210
Discussion des articles			211
Report des travaux de modernisation de la ligne Athus-Meuse et fermeture de la ligne 167 Athus-Mont-Saint-Martin depuis le 26 septembre 1993			217-218
Communication du Gouvernement (Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale)			
Rejet du plan global			279
Remise en cause du système de financement des Régions et des Communautés			279-280
Fiscalité indirecte			279-280
Instauration d'un index-santé			280
Menace de la loyauté fédérale			280, 281
Mesures relevant de la compétence des Régions et des Communautés			280
Fédéralisation de la sécurité sociale			281
Nouveau conseil de gestion de l'O.N.S.S.			281
Justification de vote			325-326
Demande de révision de la condamnation de Mme Irma Laplasse			
Question orale			359
Lutte contre la mafia des hormones			
Interpellation			389, 391
Abstention du Gouvernement belge lors d'un vote sur l'interdiction du déversement de déchets nucléaires en mer			393
Révision du Titre II de la Constitution, par l'insertion d'un article 24 <i>bis</i> relatif aux droits économiques et sociaux			426, 435-436
Menaces que les chasseurs français, d'une part, et l'absence de mesures protectrices belges, d'autre part, font planer sur la conservation de la nature dans les bancs flamands protégés par la convention de Ramsar (Protection de la nature en région côtière — Protection de la mer du Nord — Pêche — Espèces d'oiseaux protégées — Concours de bateaux)			450, 452
Fait personnel			452
Budget des Voies et Moyens de l'année 1994;			
Budget général des Dépenses de l'année 1994			
Sections: Finances — Dette publique — Dispositions générales — Services de l'Etat à gestion séparée — Section particulière			
Lutte contre la fraude fiscale			496-497
Transferts Nord-Sud. — Régionalisation de la sécurité sociale			498
Budget général des Dépenses			
Section: Justice			
Augmentation du budget de la Justice			548
Plan pluriannuel			548
Perte de crédibilité de la Justice			548, 549
Procédures pénales accélérées			548, 559
Aide aux victimes			548, 559
Arrière législatif			549
Concession du Boyau de la Mort à Dixmude			
Interpellation			645-646
Inondations dans la vallée de l'Yser et politique agricole			899
Modification de la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie			950-951, 957-958
Amnistie			
Sur la prise en considération de la proposition de résolution			998-999
Déplore que le Sénat ne prévoit aucun accompagnement en vue d'un choix judicieux d'un candidat et demande la mise de ce point à l'ordre du jour du Bureau du Sénat			1007
Proposition du Gouvernement fédéral portant application de l'article 132 de la Constitution (Coordination et restructuration de la Constitution)			1043
Récant remaniement ministériel qui a fait suite à la démission de M. le Vice-Premier Ministre Coëme (dans le cadre de l'Affaire <i>Agusta</i>)			
Interpellation			1044-1045, 1050-1051
Justification de vote			1130-1131

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Loones (suite)			
Dissimulation d'un rapport relatif à l'emprise française sur notre économie dans son ensemble et dans ses divers secteurs			1079
Question orale			1155
Modification des articles 748 et 750 du Code judiciaire (Procédure: fixation)			
Constata la disparition de l'ordre du jour d'une de ses questions sur l'amnistie et insiste pour pouvoir la poser			1178
Motion d'ordre			
Dispositions sociales			
Section: Justice			
Responsabilité objective en cas d'accident de la circulation			1362
Protection de l'usager vulnérable			1362
Notion de « faute inexcusable »			1362, 1363
Véhicule « impliqué » dans l'accident			1362
Justification de vote			1461
Déclarations offensantes envers le mouvement flamand à l'occasion de la concession du Boyau de la Mort à Dixmude			
Interpellation			1373, 1374-1375
Octroi de l'amnistie aux victimes de la répression			
Sur la prise en considération de la proposition de loi de M. Verreycken			1440
Transgression manifeste de la loi par la Société régionale wallonne du transport (S.R.W.T.) lors de la commande de 278 autobus et attitude du Gouvernement fédéral en la matière			1480-1481
Modification de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen et exécution de la directive du Conseil des C.E. n° 93/109/C.E. du 6 décembre 1993			
Justification de vote			1565
Problèmes linguistiques à la base des forces aériennes de Koksijde			
Question orale			1827
Modification de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat (Ecotaxes)			1870
Concession de la gestion et de l'exploitation du Boyau de la Mort à Dixmude			
Question orale			1887, 1888
Concession du Boyau de la Mort à Dixmude			
Interpellation			2086-2087, 2089
Justification de vote			2136-2137
Protection de la vie privée contre les écoutes, la prise de connaissance et l'enregistrement de communications et de télécommunications privées			
Justification de vote			2182-2183
Modification de l'A.R. du 31 mai 1933 concernant les déclarations à faire en matière de subventions, indemnités, et allocations de toute nature, qui sont, en tout ou en partie, à charge de l'Etat			2234
Justification de vote			2192-2193
Evacuation terrestre profonde de déchets faiblement radioactifs sur la base d'un rapport récent de l'O.N.D.R.A.F.			2236
Justification de vote			2238-2239
Tribunaux de police (Accidents de la circulation)			2295-2296-2297
Justification de vote			2392
Modification de l'article 931 du Code judiciaire et des dispositions relatives aux procédures du divorce			2323
Justification de vote			2393-2394
Brochure trilingue <i>Rapidus</i> à l'échelon fédéral et portant sur des possibilités de voyages différentes			
Question orale			2370-2371
Limitation et contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux et communaux et pour l'élection directe des conseils de l'aide sociale			2426-2427
Modification de la loi provinciale, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962 ainsi que de la nouvelle loi communale			
Justification de vote			2474
Percée de la démocratie en Afrique du Sud			
Justification de vote			2515-2516
Modification de l'article 52 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel (Entrée en vigueur)			2673
Comités permanents de contrôle des services de police et de renseignements			
Budgets 1994. — Discussion			2708
Mesures à prendre contre le carroussel à Fourons			
Question orale			2755, 2756

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Lozie, sénateur coopté			
Protection de la vie privée contre les écoutes, la prise de connaissance et l'enregistrement de communications et de télécommunications privées			2182
Amendement (Utilisation d'hormones et déchets toxiques)	16375	843-3	
Amendement (Écoutes téléphoniques : mise au courant de la personne concernée et droit à la consultation du contenu des écoutes)		843-4	
Modification de la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques (Dépénalisation — Cannabis — Lutte contre le trafic de la drogue)			
Proposition de loi	16402	871-1	
Justification de vote			2389
Budget général des Dépenses de l'année 1994			
Amendement (S.N.C.B.)	16409	881-21	
Droit de vote et d'éligibilité des habitants de la Belgique aux élections communales et provinciales (Étrangers — Directives européennes)			
Proposition de loi	16414	886-1	
Loi-programme			
Amendement (S.N.C.B.)	16433	909-8	
Révision de l'article 167 de la Constitution (Rôle du Parlement en cas d'intervention de l'armée à la demande d'organisations internationales ou supranationales)			
Proposition de déclaration	16666	1157-1	
Lutte contre l'emploi illégal d'hormones dans l'engraissement des animaux			46
Modification de diverses dispositions du Code judiciaire en vue d'améliorer la procédure (Articles 91bis [nouveau], 627, 706, 730, 740, 747, 751, 764, 792, 849, 1072bis, 1253ter et quater);			209
Modification de l'article 730 du Code judiciaire (Inscription au rôle général)			369, 370
Récents déclarations du Premier Ministre à propos de deux demandeurs d'asile basques			434-435, 668-669
Question orale			440
Révision du Titre II de la Constitution, par l'insertion d'un article 24bis relatif aux droits économiques et sociaux			
Sur la proposition de renvoi en commission			
Révision du Titre II de la Constitution, en vue d'insérer des dispositions nouvelles permettant d'assurer la protection des droits et libertés garantis par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales;			672
Révision du Titre II de la Constitution en vue d'y insérer un article 24quater relatif au respect de la vie privée;			955-956, 957
Révision du Titre II de la Constitution par l'insertion d'un article 24quater relatif au droit au respect de la vie privée et familiale			1077, 1078
Modification de la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie			1185
Incidents entre des agriculteurs et des défenseurs de l'environnement à Slijpskapelle			
Question orale			1362-1363
Situation en Angola			1363
Question orale			1363
Dispositions sociales			
Section: Justice			
Responsabilité objective en cas d'accident de la circulation			
Protection de l'utilisateur vulnérable			
Notion de « faute inexcusable »			
Intervention de la justice à la suite d'une action de protestation devant le consulat du Danemark à Gand (Jeunes — Détention préventive — Mise au secret — Anarchistes)			1892
Question orale			
Evacuation terrestre profonde de déchets faiblement radioactifs sur la base d'un rapport récent de l'O.N.D.R.A.F.			2204-2205
Tribunaux de police (Accidents de la circulation)			2296, 2297
Justification de vote			2391-2392
Ligne à haute tension Izegem-Zedelgem-Bruges-Zuienkerke			
Question orale			2460-2461
M			
Maertens, sénateur de l'arrondissement de Furnes-Dixmude-Ostende			
Modification de la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques (Dépénalisation — Cannabis — Lutte contre le trafic de la drogue)			
Proposition de loi	16402	871-1	
Modification de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée (Langue allemande)			
Proposition de loi	16476	951-1	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Maertens (suite)			
Nécessité de prendre des arrêtés d'exécution de la loi sur l'établissement d'élevages industriels à la suite du plan d'action relatif à l'épandage du lisier			32
Question orale			389-390
Lutte contre la mafia des hormones			392-393
Abstention du Gouvernement belge lors d'un vote sur l'interdiction du déversement de déchets nucléaires en mer			447-450, 452
Menaces que les chasseurs français, d'une part, et l'absence de mesures protectrices belges, d'autre part, font planer sur la conservation de la nature dans les bancs flamands protégés par la convention de Ramsar (Protection de la nature en région côtière — Protection de la mer du Nord — Pêche — Espèces d'oiseaux protégées — Concours de bateaux)			575
Interpellation			580-582, 584
Justification de vote			582
Budget général des Dépenses			582
Section: Agriculture et Classes moyennes			646
Pêche maritime			895-898, 901
Réglementation de la profession de poissonnier			1017
Peste porcine			1183, 1184
Concession du Boyau de la Mort à Dixmude			1553, 1554
Inondations dans la vallée de l'Yser et politique agricole			1554
Interpellation			1814-1815, 1816
Justification de vote			1889
Contrôle de la contamination éventuelle des plages, des oiseaux et des poissons par le rejet de sachets d'Apron Plus ou de Ridomil			2079
Question orale			2087
Conférence internationale sur le Kurdistan projetée pour les 12 et 13 mars 1994 à l'hôtel Sheraton à Bruxelles			2137
Question orale			2137-2140, 2144
Droits politiques des Kurdes en Turquie			2375
Question orale			2475-2480, 2481
Intervention de la police communale de Gand le 11 mars 1994 contre des manifestants non violents			2741-2744, 2746
Interpellation			2758
Service de sauvetage <i>Seaking</i> à Coxyde			
Question orale			
Dégâts occasionnés à des maisons par des appareils survolant l'aéroport d'Ostende			
Question orale			
Concession du Boyau de la Mort à Dixmude			
Justification de vote			
Visite officielle en Turquie et l'ensemble du problème kurde			
Interpellation			
Mesures de police concernant le rallye de 24 heures à Ypres			
Question orale			
Risques et absence de mesures concernant le dépôt de munitions contenant des gaz toxiques, lequel porte le nom de « Paardenmarkt » et se situe devant la côte de Heist-Duinbergen			
Interpellation			
Capitiaux dormant sur les livrets d'épargne des enfants ayant été placés en établissement			
Interpellation			
Application de la loi du 20 mai 1987 relative à l'abandon d'enfants mineurs (Adoption)			
Question orale			
Maes (Mme), sénatrice provinciale de Flandre orientale			
Exécution de la deuxième phase du programme du Fonds de survie pour le tiers-monde			1485-1486
Rapport	16396	865-2	
Embargos internationaux sur les armes			
Proposition de résolution	16599	1085-1	
Situation des droits de l'homme en Colombie			
Proposition de résolution	16672	1163-1	
Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale			
Justification de vote			35
Problématique des peuples indigènes			72-73
Situation au Burundi			
Question orale			121, 122
Communication du Gouvernement (Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale)			
Encouragement de l'emploi			298
Dettes publiques			298
Lutte contre la fraude fiscale et sociale			298
Plan d'embauche des jeunes			299
Mesures en matière d'allocations familiales			299
Redistribution du travail			299

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Maes (Mme) (suite)			
Coup d'Etat du 21 octobre 1993 au Burundi Interpellation			395-396, 398-399
Situation linguistique dans les institutions européennes (Eurocorps — Bureau européen des marques) Interpellation Justification de vote			403-404, 406 445 407
Emploi des langues au sein de l'Eurocorps Effacement des conséquences de la répression et de l'épuration Sur la prise en considération de la proposition de résolution			432-433
Fixation pour l'année 1994 du contingent de l'armée Justification de vote			756-757
Sommet de l'O.T.A.N. à Bruxelles et plus particulièrement l'avenir et l'élargissement éventuel de cette organisation			935 940
Position de la Belgique concernant Cuba Evaluation de la politique de coopération au développement en fonction du respect des droits de l'homme			945-946 1066-1067
Politique en matière de réfugiés Création du comité d'attribution du label écologique européen (Règlement C.E.); Institution d'un système de label pour la promotion des produits propres Votes réservés Justification de vote			1187
Impuissance dramatique de l'Union européenne face à la guerre en Bosnie; Initiatives belges en vue de favoriser les chances d'obtenir la paix en Bosnie			1242-1244
Fonction des casques bleus belges dans le processus de démocratisation du Rwanda Interpellation			1762-1763, 1766
Crise au Rwanda et avenir des relations de la Belgique avec ce pays; Relations futures avec le Rwanda d'une part, et politique africaine de la Belgique, d'autre part; Leçons à tirer du drame rwandais et borbier bosniaque pour l'avenir des forces de la paix de la Communauté internationale;			
Notre participation aux opérations de paix de l'O.N.U. après les récents événements au Rwanda			1928
Création d'un registre d'attente pour les étrangers qui se déclarent réfugiés ou qui demandent la reconnaissance de la qualité de réfugié			1947
Insertion dans le Règlement du Sénat d'un article 62ter instituant un Comité d'avis pour l'émancipation de la femme			1958-1959
Financement d'une école à Buenos Aires sur les deniers de la coopération belge au développement Question orale			1974-1975
Modification de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques et modification du Code électoral;			
Modification de l'article 5 de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques;			
Limitation et contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil de la Région wallonne, du Conseil flamand et du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale;			2011-2012
Limitation et contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection du Parlement européen			
Promotion d'une répartition équilibrée des hommes et des femmes sur les listes de candidatures aux élections Justification de vote			2036-2037 2057
Transport par poids lourds dans les zones habitées Question orale			2455, 2456
Approbation du Protocole d'adhésion de la Grèce à l'U.E.O., et Annexe faits à Rome le 20 novembre 1992			2492-2493
Démission de la Communauté internationale devant la tragédie rwandaise et nécessité pour les pays de l'Union européenne de prendre des initiatives urgentes Justification de vote			2524-2525 2732
Droit d'auteur et droits voisins; Droit de suite			2643-2644
Modification de l'A.R. n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, en vue de la réglementation de l'exercice de la kinésithérapie Justification de vote			2723
Mahoux, sénateur de l'arrondissement de Namur-Dinant-Philippeville			
Modification de la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie Rapport	15699	117-2	948-949

	DOCUMENTS		ANNALES	
	R. A	N°	Pages	
Mahoux (suite)				
Modification de l'A.R. n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, en vue de la réglementation de l'exercice de la kinésithérapie	16469	944-1		
Proposition de loi				
Communication du Gouvernement (Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale)				
Justice fiscale et sociale				292
Encouragement de l'emploi et lutte contre le chômage				292-293
Réduction des cotisations sociales				293
Insertion des jeunes dans le marché du travail				293
Mesures en matière d'allocations familiales				293
Travail à temps partiel				293
Incapacité de travail de moins de 10 p.c.				293
Aggression dont se sont rendus coupables à Mons deux paracommandos. — Sanctions disciplinaires				
Question orale				463
Mairesse, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin				
Naturalisations	16277	903-2		
Rapport				
Naturalisations	16339	904-2		
Rapport				
Naturalisations	16411	905-2		
Rapport				
Naturalisations	16436	973-2		
Rapport				
Naturalisations	16505	1013-2		
Rapport				
Travail à temps partiel (Protection sociale du travailleur)				
Question orale			690	
Mise en œuvre des forces armées, mise en condition, ainsi que périodes et positions dans lesquelles le militaire peut se trouver;				
Statuts du personnel militaire;				
Statut des militaires court terme;				
Droits pécuniaires des militaires			1688-1689	
Marchal, sénateur de l'arrondissement de Nivelles				
Statut et rétributions du personnel enseignant civil de l'Ecole royale militaire	16447	922-2		
Rapport				
Modification de la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées et de la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel militaire des forces terrestres, aériennes et navales et du service médical	16516	998-2		
Rapport				
Martens L., sénateur de l'arrondissement de Roulers-Tielt				
Proposition de directive du Conseil des C.E. concernant la constitution d'un comité d'entreprise européen dans les entreprises ou les groupes d'entreprises de dimension communautaire en vue d'informer et de consulter les travailleurs	16357	824-2	193-194	
Rapport				
Modification de la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits (Contrôle des denrées — Directive C.E.)	16359	826-2		
Rapport				
Certaines mesures sur le plan du droit du travail contre le travail au noir	16487	964-2		
Rapport				
Fermeture prévue du poste de douane de Rekkem				
Question orale			30	
Communication du Gouvernement (Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale)				
Encouragement de l'emploi et lutte contre le chômage			273-275	
Approche européenne			274	
Insertion des jeunes dans le marché du travail			274, 275	
Chômage structurel			274	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Martens L. (suite)			
Communication du Gouvernement (Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale) (suite)			
Développement des agences locales pour l'emploi			274
Lutte contre le travail au noir			274-275
Problème des travailleurs âgés			275
Concertation sociale et économique			275
Relance économique			275
Collaboration des Régions et des Communautés			275-276
Budget général des Dépenses			
Section: Départements sociaux			
Equilibre financier de la sécurité sociale			529, 530, 531
« Responsabilisation »			529, 530
Assurance maladie-invalidité			530
Réforme de la sécurité sociale			530, 531
Politique de l'emploi. — Lutte contre le chômage			530
Fraude sociale			530
Honoraires médicaux. — Convention médecins-mutualités			530
Fidélisation du patient (Médecins généralistes accrédités)			530
Fiscalité des pensions			530-531
Suppression du service de recours pour miliciens			
Question orale			1085
Dispositions sociales			
Section: Affaires sociales			
Maîtrise des dépenses en matière de soins de santé			1290
Secteur pharmaceutique			1291
Politique des prix			1291
Pharmanet			1291
Substitution de médicaments			1291
Responsabilisation des services de tarification			1291
Echelonnement et rôle du généraliste			1291
Dossier médical			1292
Nomenclature obsolète			1292
Honoraires dans le secteur de l'imagerie médicale			1292
Surpopulation dans les prisons			
Question orale			1547-1548
Publicité pour les médicaments			
Interpellation			2119-2120, 2121-2122
Martens W., sénateur de l'arrondissement d^e Bruxelles (jusqu'au 19 juillet 1994)			
Modification de l'article 62bis du Règlement du Sénat (Comité d'avis chargé des questions européennes: propositions de résolutions)			
Proposition	16512	993-1	
Remercie les sénateurs qui lui ont adressé des vœux à l'occasion de son départ du Sénat			2734
Matthijs, sénateur coopté			
Statut des éducateurs ou moniteurs-éducateurs spécialisés (classe 1)			
Rapport	16358	825-2	1420-1421
Budget général des Dépenses pour l'année 1994			
Rapport (Agriculture)	16409	881-12	
Rapport (Services du premier Ministre: Crédits Politique scientifique)		881-19	
Section: Agriculture et Classes moyennes			
Aperçu du rapport de la commission			577-579
Section: Politique scientifique			
Aperçu du rapport de la commission			592-593
Réduction du nombre des accidents et des victimes de la route pendant le week-end			
Proposition de loi	16497	976-1	
Dispositions sociales (Volet social du plan global de crise)			
Rapport (Agriculture et Classes moyennes)	16501	980-4	
Section: Agriculture et Classes moyennes			
Pension minimale garantie des travailleurs indépendants. — Montant limité			1375
Prélèvement de solidarité progressif			1375
Financement du statut social des indépendants			1375
Mission du Fonds pour l'équilibre financier			1375
Répartition équitable des efforts			1375

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N ^o	Pages
Matthijs (suite)			
Dispositions sociales (Volet social du plan global de crise) (suite)			
Section: Agriculture et Classes moyennes (suite)			
Déficit structurel dans le secteur des grands risques			1376
Solidarité pour certains petits risques			1376
Gestion de trésorerie par l'Inasti			1376
Modification de la loi du 15 juillet 1985 relative à l'utilisation de substances à effet hormonal ou à effet anti-hormonal chez les animaux			2259-2260
Rapport	16566	1050-2	
Financement de l'Institut d'expertise vétérinaire			2103-2104
Rapport	16575	1060-2	
Conférence des Organes spécialisés en affaires communautaires (C.O.S.A.C. X), Athènes 9 et 10 mai 1994			
Rapport	—	1129-1	
Lutte contre l'emploi illégal d'hormones dans l'engraissement des animaux			
Interpellation			44-46
Projets visant à augmenter le nombre minimal de lits par hôpital de 150 à 250			771-772
Médicaments pour animaux qui sont remboursés par l'Inami			
Question orale			1006-1007
Problèmes posés par les groupes de travail ayant des attaches avec les établissements scientifiques du Ministère de l'Agriculture			
Interpellation			1380, 1381
Intention d'interdire l'expérimentation animale par la DL-50 — actuellement obligatoire — en tant que test de toxicité aigue dans la procédure d'agrément des médicaments			
Interpellation			1961-1962, 1964
Obligations minimales de sécurité de la police communale			
Question orale			1970
Maximus (Mme), sénatrice de l'arrondissement de Malines-Turnhout			
Création et organisation de la fonction de médiateur dans le secteur hospitalier			
Proposition de loi	16416	888-1	
Modification de l'article 931 du Code judiciaire et des dispositions relatives aux procédures du divorce			2316-2317
Rapport	16426	898-2	
Percée de la démocratie en Afrique du Sud			
Proposition de résolution	16591	1076-1	
Octroi du titre de ville aux communes d'Anderlecht, Anthistes-Limont, Beveren, Bièvre, Boom, Brunehaut, La Panne, Ellezelles, Frameries, Hastière, Hechtel, Knokke-Heist, Bourg-Léopold, Maldegem, Momignies, Neupré, Opglabbeek, Molenbeek-Saint-Jean, Sint-Martens-Latem, Theux, Welkenraedt, Willebroek, Wuustwezel et Zelzate			
Proposition de loi	16685	1179-1	
Enquête sur les rémunérations non déclarées que des médecins reçoivent de l'industrie pharmaceutique pour tester cliniquement des médicaments			
Question orale			118, 119
Communication du Gouvernement (Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale)			
Crédibilité du plan global			294
Conséquences de la redistribution du travail pour les femmes			294
Principe de solidarité			294
Manque de contrôle de l'Inami au niveau de la tarification			294
Assurance autonomie pour personnes âgées			294-295
Dispositions sociales			
Gestion globale de la sécurité sociale			1257
Responsabilité des partenaires sociaux			1257
Responsabilité financière des organismes assureurs			1257
Maîtrise des dépenses dans le secteur des soins de santé			1258
Evaluation permanente des réformes structurelles			1258
Indemnisation des victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles			1258
Généralisation des agences locales pour l'emploi			1258
Diminution des cotisations sociales pour les ateliers protégés			1258
Mesures en matière de pensions			1259
Retenue de solidarité			1259
Pension des femmes			1259
Section: Emploi et Travail			
Pool des réparateurs de navires			1328-1329
Discussion des articles			1345
Justification de vote			1459-1460
Certaines mesures sur le plan du droit du travail contre le travail au noir			1389-1390

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N ^o	Pages
Maximus (Mme) (suite)			
Abrogation de l'article 4 de la loi du 6 août 1993 portant des dispositions sociales et diverses (Décret du 4 août 1959 instaurant un régime spécifique d'assurance soins de santé pour les agents de l'Administration d'Afrique)			1846
Sur la proposition de renvoi en commission par M. Hatry			
Réforme des agences locales pour l'emploi, dissensions apparues à ce sujet au sein de la majorité et modifications demandées par certains partis;			2072-2073
Réforme des agences locales pour l'emploi			
Modification de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés en vue d'accélérer l'examen des dossiers;			
Modification de l'article 9 de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés (Visite médicale: délai)			2465-2466
Mayence-Goossens (Mme), sénatrice de l'arrondissement de Charleroi-Thuin			
Difficultés que rencontre le commerce extérieur belge auprès de ses clients de l'Union européenne et rôle du Ducroire dans l'évolution du commerce extérieur vers les pays plus lointains			1988
Interpellation			
Dramatique et insoutenable situation de la population du Rwanda			2152-2153-2154
Interpellation			
Maystadt, Ministre des Finances			
Politique monétaire européenne, question du <i>non devaluation Ecu</i> et siège de la Banque centrale européenne (Interpellation de M. Dierickx)			39-40
Enquête sur les rémunérations non déclarées que des médecins reçoivent de l'industrie pharmaceutique pour tester cliniquement des médicaments (Question orale de Mme Maximus)			118
Enquête de l'Inspection spéciale des impôts relative à la rémunération éventuelle de certains médecins pour le testage de médicaments (Question orale de M. Tavernier)			118
Remboursements de la T.V.A. (Question orale de M. Van Aperen)			119
Transport par voie navigable (Question orale de M. Boël)			126
Privatisation éventuelle de la S.N.I. (Interpellation de M. De Grauwe)			135, 137-138
Non-délivrance d'une attestation fiscale pour les versements au profit de l'action « Kom op tegen kanker » (Question orale de M. Vermeiren)			464
Budget des Voies et Moyens de l'année 1994;			
Budget général des Dépenses de l'année 1994			
Sections: Finances — Dette publique — Dispositions générales — Services de l'Etat à gestion séparée — Section particulière			
Lutte contre la fraude fiscale			497, 513, 514, 515
Octroi à l'administration générale des impôts du pouvoir hiérarchique sur l'ensemble des administrations fiscales			514-515
Arriéré en matière de contributions directes et de T.V.A.			508
Taxation anticipée des capitaux d'assurance-vie			511-512
Assainissement des finances publiques. — Normes de Maastricht			512, 513
Equilibre financier de la sécurité sociale			512
Politique en faveur de l'emploi et de la compétitivité			512
Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale			512, 514, 515
Politique monétaire			512-513
Croissance économique			513
Evasion fiscale			513, 514
Augmentation du rendement à l'impôt des sociétés			513, 514
Recrutements au département des Finances pour les services de taxation à l'impôt des sociétés			514
Modernisation de l'administration fiscale			514
Inspection spéciale des impôts			514
Harmonisation des procédures fiscales			515
Modification de la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé, ainsi que du C.I.R. 1992 et du Code des taxes assimilées au timbre (Renonciation à l'agrément par une association agréée par la C.N.C.P. — Fonds de participation) (Système de protection des dépôts — C.N.C.P. — Suppression de la garantie de l'Etat) (S.N.C.I.)			564, 565-566

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Maystadt (suite)			
Loi-programme			
Section : Finances			
Loterie nationale. — Répartition des bénéfices			620
Régime fiscal des options sur actions			621
Fraude dans le domaine agricole (U.E.)			621
Meilleure perception de l'impôt			621
Harmonisation européenne du précompte mobilier			621
Consolidation de la dette publique et épargne-pension			621
Crédit d'impôt pour favoriser la réduction et le partage du temps de travail			621-622
Impôt sur les bénéfices des intercommunales			622
Situation dans le secteur Horeca (Déductibilité des frais de restaurant — Manifestations sportives)			
(Interpellation de M. Goovaerts)			644, 645
Concession du boyau de la mort à Dixmude			
(Interpellation de M. Loones)			646
Grandes orientations de politique économique de la C.E.			
(Interpellation de M. Jonckheer)			647, 649, 650-652
Répercussions de la privatisation de la C.G.E.R. sur les prêts hypothécaires sociaux accordés par des sociétés de crédit agréées			
(Question orale de M. Boël)			686
Modalités de la privatisation de la S.N.I.			
(Question orale de Mme Herzet)			1000
Régime carcéral suite au suicide d'un détenu de la prison de Lantin			
(Question orale de M. de Seny)			1001
Rétrocession par l'Etat aux communes des taxes additionnelles			
(Question orale de M. Foret)			1084-1085
Privatisation de Distrigaz			
(Interpellation de M. De Grauwe)			1369-1370
Banque de données illégale de l'Inspection spéciale des impôts			
(Interpellation de M. Van Weddingen)			1372, 1373
Déclarations offensantes envers le mouvement flamand à l'occasion de la concession du Boyau de la Mort à Dixmude			
(Interpellation de M. Loones)			1374, 1375
Campagne publicitaire concernant l'emprunt d'Etat « 3-6-9 » (1994-2003)			
(Question orale de M. Appeltans)			1607
Régime fiscal de faveur pour les centres de distribution internationaux			
(Question orale de M. Tavernier)			1607
Exécution du plan global en matière de fiscalité			
Taxation des sociétés sur les biens immobiliers en leur possession			1650
Réduction spéciale d'impôts sur les revenus de remplacement. — Décumul			1655
Fiscalité immobilière			1658-1659, 1660
Revalorisation, à l'I.P.P., par l'application d'un coefficient de 1,25 du revenu cadastral indexé des secondes résidences et des immeubles donnés en location à usage non professionnel.			1658
Exception pour les handicapés ayant bénéficié d'une indemnisation en capital. — Remploi de l'indemnisation. — Accident du travail			1658, 1659, 1660
Péréquation cadastrale			1658, 1660
Détermination du revenu cadastral			1658, 1659
Défense de mettre à charge du locataire le supplément d'impôt découlant de l'accroissement de 25 p.c. du revenu cadastral et de la non-imputation du précompte immobilier			1659
Imputation du précompte immobilier			1660
Abaissement du précompte mobilier sur certains dividendes			1659, 1660
Projet de code de procédure fiscale			1659
Lutte contre la fraude fiscale			1659
Contrôle des souches de T.V.A. à la sortie des restaurants et des stations de lavage de voitures			1659
Discussion des articles			1663
Mesures à prendre pour neutraliser les pertes de revenus des travailleurs frontaliers belges en France et aux Pays-Bas			
(Interpellation de M. Scharff)			1675, 1676
Aspect du remboursement des frais médicaux par la voie fiscale qui touche à la vie privée			
(Question orale de M. Goovaerts)			1820
Déclaration des banques de données informatisées des administrations des impôts, à la Commission de la protection de la vie privée			
(Question orale de M. Goovaerts)			1820
Modification de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat (Ecotaxes)			1868, 1870

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Maystadt (suite)			
Modification de la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé, ainsi que de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit (C.G.E.R.)			1877
Droits d'enregistrement frappant la vente de terrains de la S.N.C.B. à Bruxelles (Question orale de M. De Croo)			1884, 1885
Possibilité de réduire les droits d'accises pour le gasoil routier en faveur des exploitants de taxis (Question orale de M. Desmedt)			1887
Concession de la gestion et de l'exploitation du Boyau de la Mort à Dixmude (Question orale de M. Loones)			1887-1888
Retard apporté au traitement de dossiers relatifs à des gares désaffectées (Question orale de M. Péciaux)			1970
Critères actuellement en vigueur pour déterminer la convergence conformément au Traité de Maastricht en vue de l'accès à la troisième étape de l'Union économique et monétaire (Question orale de M. Hatry)			2080
Absence de l'effigie du Roi sur les nouveaux billets de 2 000 francs (Question orale de M. de Donnée)			2081
Concession du Boyau de la Mort à Dixmude (Interpellations de MM. Verreycken, Suykerbuyk et Loones)			2088
Privatisation de l'Office central de crédit hypothécaire (Question orale de M. Didden)			2129
Résultats du Conseil Ecofin du 16 mai 1994 en matière de financement des grands travaux d'infrastructure européenne (Question orale de M. Jonckheer)			2130, 2131
Retard apporté au financement et à l'exécution du programme européen en matière de travaux d'infrastructure (Question orale de M. Geens)			2130, 2131
Accroissement important des recettes fiscales, résultant des excès de taxation ainsi que l'échec du Gouvernement dans la privatisation de la S.N.C.I. (Interpellation de M. Hatry)			2168-2169
Note jointe à la déclaration d'impôts des personnes physiques pour les revenus de l'année 1993 (Chiffres relatifs à la destination donnée aux impôts) (Question orale de M. Desmedt)			2226 2246-2247
Fraude fiscale			
Rôle du Gouvernement ainsi que circonstances et conséquences de l'échec du processus de privatisation de la S.N.C.I. (Interpellation de M. Goovaerts)			2286-2287
Applicabilité de l'impôt sur les personnes morales à l'Université de Gand (Question orale de M. Seeuws)			2455
Contribution de la Belgique à la deuxième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement			2605
Fermeture prévue du poste de douane de Rekkem (Question orale de M. L. Martens) Voir: Mme De Galan			
Contrôle par la douane sur le navire de ravitaillement <i>Zinnia</i> (au service des casques bleus en Somalie) (Question orale de M. Vermeiren) Voir: M. Wathelet			
Recrutement de personnel supplémentaire au Ministère des Finances (Question orale de Mme Van Cleuvenbergen) Voir: M. Wathelet			
Meesters, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin			
Institution d'un système de label pour la promotion des produits propres Rapport	15600	17-2	
Budget général des Dépenses pour l'année 1994 Amendements (Environnement: augmentation des crédits)	16409	881-20	
Création du comité d'attribution du label écologique européen (Règlement C.E.) Rapport	16415	887-2	
Coordination, entre le Gouvernement fédéral et les Communautés, des politiques de santé en matières curative et préventive Proposition de résolution	16456	931-1	
Modification de l'A.R. n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, en vue de la réglementation de l'exercice de la kinésithérapie Amendements	16469	944-3	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Meesters (suite)			
Communication du Gouvernement (Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale)			
Réduction des dépenses en matière de soins de santé			307
Approche sociale			307
Lutte contre les gaspillages en amont			307
Elaboration d'une prévention primaire			307
Avenir de l'action « Jeunes diabétiques ». — Prise en charge par l'A.M.I.			
Question orale			467
Avenir de l'action « Jeunes diabétiques »			
Question orale			689
Certaines dispositions relatives à la santé publique (Substances soporifiques et stupéfiants — Conseil national de l'art infirmier — Modification de la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente)			972
Dispositions sociales			
Section: Affaires sociales			
Augmentation de la participation des patients dans les frais de santé			1292
Dossier médical			1292-1293
Extension du forfait concernant le traitement des malades ambulatoires			1293
Profil des prescriptions			1293
Consultation au cabinet du médecin ou visite à domicile			1293
Intervention chirurgicale sous anesthésie locale			1293
Pratique de la médecine générale groupée. — Maisons médicales			1293
Transferts Nord-Sud de la sécurité sociale			1293-1294
Modification de l'A.R. n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, en vue de la réglementation de l'exercice de la kinésithérapie (Doc. n° 944, n° 426 et n° 541);			
Attribution d'un statut professionnel aux kinésithérapeutes			2606
Moens, sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik			
Commission de contrôle des dépenses électorales et de la comptabilité ouverte des partis politiques (Loi du 4 juillet 1989)			
Demande d'éclaircissements de l'a.s.b.l. « Stichting Daniël Huet » sur les conséquences — pour les dotations et les sanctions — de l'entrée en vigueur rétroactive de la loi du 18 juin 1993			
Deuxième rapport complémentaire	—	716-4	
Communication du Gouvernement (Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale)			
Critiques à l'égard du plan global			276
Sauvegarde de la compétitivité			276
Réforme structurelle de la sécurité sociale			276-277
Financement de la sécurité sociale			277
Dimension européenne du plan			277
Redistribution du travail			277
Fiscalité indirecte			277
Instauration d'un index santé			277
Budget des Voies et Moyens de l'année 1994;			
Budget général des Dépenses de l'année 1994			
Sections: Finances — Dette publique — Dispositions générales — Services de l'Etat à gestion séparée — Section particulière			
Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale			499, 500
Maîtrise des finances publiques. — Solde net à financer. — Dette publique			499-500, 501
Equilibre financier de la sécurité sociale			500
Croissance économique			500
Evolution du chômage			500, 501
Transferts Nord-Sud			501
Dispositions sociales			
Section: Affaires sociales			
Sportifs professionnels			1294
Responsabilité objective en cas d'accident de la circulation			1294
Régionalisation de la sécurité sociale			1294-1296
Responsabilité financière des organismes assureurs			1294-1296
Intervention de l'A.M.I. dans les frais de déplacement des patients sous dialyse			
Question orale			1552
Modification de l'A.R. n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, en vue de la réglementation de l'exercice de la kinésithérapie (Doc. n° 944, n° 426 et n° 541);			
Attribution d'un statut professionnel aux kinésithérapeutes			2608-2609

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Monfils, sénateur de l'arrondissement de Liège			
Report de l'entrée en vigueur des dispositions relatives aux écotaxes, de la loi du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat			
Proposition de loi	16525	1008-1	
Interdiction de l'exercice de certains droits par les condamnés ou internés pour faits de pédophilie (Code pénal, art. 31bis)			
Proposition de loi	16557	1041-1	
Prescription de certaines conditions pour l'octroi de la liberté conditionnelle aux condamnés et internés pour faits de pédophilie			
Proposition de loi	16558	1042-1	
Renforcement des sanctions prévues en cas d'outrage public aux bonnes mœurs commis envers des mineurs (Code pénal, art. 386)			
Proposition de loi	16559	1043-1	
Répression des actes sexuels commis sur des mineurs par des Belges à l'étranger (« Tourisme sexuel » — Code pénal)			
Proposition de loi	16560	1044-1	
Interdiction de l'entrée en Belgique de publications obscènes impliquant des mineurs			
Proposition de loi	16561	1045-1	
Organisation de l'assistance judiciaire du mineur victime de faits de pédophilie			
Proposition de loi	16562	1046-1	
Interdiction de toute commercialisation du système d'obtention du permis de conduire dans le cadre de la filière libre			
Proposition de loi	16663	1152-1	
Application de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, à propos de contrats passés entre une firme privée et des particuliers relatifs à la collecte des immondices			
Interpellation			36-38
Communication du Gouvernement (Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale)			
Plans d'assainissement successifs			269-270
Instauration d'un index santé			270-271
Application au financement des Régions et des Communautés			270
Financement alternatif de la sécurité sociale			270
Majoration des accises sur les carburants			270-271
Fiscalité dans le secteur automobile			270-271
Conséquences des mesures en matière de transport par route			271
Nouveau conseil de gestion de l'O.N.S.S.			271
Réduction des dépenses dans le domaine des soins de santé			271-273
Frais administratifs des mutuelles			271-272
Avances versées indûment aux mutualités			272
Diminution de l'offre médicale			272
Dossier médical individuel			272
Limitation des techniques de pointe			272
Fidélisation du patient			272
Industrie pharmaceutique			272-273
Prix des médicaments			273
Poids administratif des structures			273
Délocalisation d'entreprises			273
Evaluation de l'application concrète des dispositions légales et réglementaires relatives au prélèvement et à la transplantation d'organes			
Interpellation			399-401, 403
Nombreux accidents d'auto du week-end et mesures à prendre pour endiguer ce fléau qui frappe surtout les jeunes			
Interpellation			473-475, 477-478
Non-perception du ticket modérateur dans certaines polycliniques de la région liégeoise			
Question orale			1076
Messageries roses de Belgacom (Préfixe 077)			
Question orale			1443, 1444
Auto-écoles pirates			
Question orale			2689, 2690
Moureaux, sénateur provincial de Brabant			
Naturalisations			
Rapport	16277	903-2	
Naturalisations			
Rapport	16339	904-2	
Naturalisations			
Rapport	16411	905-2	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Moureaux (suite)			
Naturalisations Rapport	16436	973-2	
Naturalisations Rapport	16505	1013-2	
Naturalisations Rapport	16607	1115-2	
Mouton, sénateur provincial de Liège, premier vice-président du Sénat			
Réélu premier vice-président du Sénat			6
Modification du titre I ^{er} , chapitre I ^{er} , section 7, sous-section 2, de la nouvelle loi communale, en ce qui concerne le statut pécuniaire du secrétaire communal (Adaptation du statut pécuniaire) Rapport	16096	551-4	
Modification des articles 61 et 65 de la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignements (Régime de pension des membres des comités permanents) Rapport	16212	673-5	
Revalorisation du rôle du conseil communal et de ses membres (Amélioration de la publicité relative aux affaires communales, de l'accès à l'information et des conditions matérielles d'exercice du mandat de conseiller communal) Rapport	16251	713-2	1500
Modification de la nouvelle loi communale en vue de renforcer la démocratie communale Rapport	16382	851-2	1500
Comités permanents de contrôle des services de police et de renseignements Avis du Groupe de travail mixte chargé de l'examen préparatoire à l'exécution de la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services Rapport	—	990-2	
Commissionnement des gardes champêtres en qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi Question orale			123
Difficultés rencontrées par le tribunal du travail de Liège suite aux nombreux recours introduits en matière d'aide sociale Question orale			462, 463
Effets pour les petites communes du Fonds de sécurité du plan global Question orale			1083, 1084
Réorientation éventuelle du fonctionnement du Comité supérieur de contrôle (Politique d'enquête)			1408
N			
Nélis (Mme), sénatrice provinciale de Hainaut (jusqu'au 30 novembre 1993)			
Révision du titre II de la Constitution, par l'insertion d'un article 24bis, relatif aux droits économiques et sociaux Rapport	15521	100-2/4°	
Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale Justification de vote			35
Communication du Gouvernement (Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale) Réforme de la sécurité sociale			277-278
Financement alternatif			278
Gestion globale			278
Nouveau conseil de gestion de l'O.N.S.S.			278
Assurance autonomie pour personnes âgées			278
Mesures en matière d'allocations familiales			278
Réduction des dépenses dans le domaine des soins de santé			278
Solidarité en matière de pensions			278
Encouragement de l'emploi et lutte contre le chômage			278-279
Justification de vote			324-325
Renonce à son mandat			

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
O			
Ottenbourg, sénateur provincial de Brabant			
Congès d'urgence pour motifs graves à octroyer aux miliciens des levées 1993 et antérieures Rapport Protocole relatif à l'horticulture (Travail saisonnier — Mise au travail de réfugiés)	16477	952-2	1035
P			
Pataer, sénateur coopté			
Protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et l'Agence fédérale de contrôle nucléaire Rapport	16153	610-7	1409-1410
Modification de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse Rapport	16175	633-6	985
Modification de et complément aux dispositions du Code civil relatives à la copropriété Amendement Discussion des articles	16250	712-24	2349-2350 2361
Nom de famille de l'enfant (Code civil, art. 335) Proposition de loi	16394	863-1	
Modification de l'article 488bis, c) du Code civil, en ce qui concerne la protection des biens des personnes totalement ou partiellement incapables d'en assumer la gestion en raison de leur état physique ou mental Proposition de loi	16395	864-1	
Exécution de la deuxième phase du programme du Fonds belge de survie pour le tiers monde Proposition de résolution	16396	865-1	1486-1487
Budget général des Dépenses pour l'année 1994 Rapport (Coopération au développement) Section: Santé publique et Environnement Politique de l'environnement Immersion de déchets nucléaires. — Traité de Londres	16409	881-10	535-536 535-536
Section: Justice Politique pénitentiaire Quartiers à sécurité renforcée « Comité de prévention de la torture » Extradition de deux Basques espagnols			552 552 552 552
Loi-programme Rapport (Justice) Rapport (Coopération au développement) Section: Coopération au développement Aperçu du rapport de la Commission de la Coopération au développement	16433	909-2 909-5	622-623
Dispositions sociales (Volet social du plan global de crise) Amendements (A.M.I.: exclusion des dommages subis à l'occasion d'une manifestation sportive — Agences locales pour l'emploi — Contrats de travail: contrats successifs; délai de préavis) Section: Affaires sociales Discussion des articles Section: Emploi et Travail Flexibilité des contrats de travail Voix délibérative du fonctionnaire désigné par le Roi Accord sur le délai de préavis au moment de l'entrée en vigueur du contrat Délai de préavis en cas de fonction supérieure Discussion des articles	16501	980-15	1315 1329 1329 1329-1330 1330 1336, 1345-1346
Section: Justice Protection de l'utilisateur vulnérable. — Responsabilité objective Notion de « faute inexcusable » Remise en cause du principe de la couverture illimitée de la responsabilité en matière de lésions corporelles			1360, 1361 1361 1361
Percée de la démocratie en Afrique du Sud Proposition de résolution	16591	1076-1	2500-2502, 2506
Rôle à jouer par les communes européennes en vue de combattre l'effet de serre avec le concours des populations locales Proposition de résolution	16598	1084-1	
Complément aux articles 52quater et 53, alinéa 3, de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, modifiée par la loi du 2 février 1994 et insertion d'un article 100bis (Délais) Rapport	16651	1141-2	2674

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Pataer (suite)			
Modification de l'article 52 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse (Enfants de personnes dont la déchéance de l'autorité parentale est poursuivie) Rapport	16653	1143-2	2675
Modification du chapitre IV du Titre IX de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales (Application de la modération salariale dans les institutions de crédit) Rapport	16659	1149-2	2700-2701
Proposition de directive européenne autorisant le travail des enfants à partir de 13 ans Question orale			31, 32
Accueil des demandeurs d'asile au centre de transit 127 à Zaventem et au Fort de Walem Question orale			202
Communication du Gouvernement (Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale) Redistribution du travail			305
Plans d'entreprise			305
Rôle des comités sous-régionaux pour l'emploi			306
Application de la loi de sauvegarde de la compétitivité			306
Développement des agences locales pour l'emploi			306
Lutte contre la pauvreté			306
Révision de la législation sur les loyers			306
Représentation syndicale dans les P.M.E.			306
Avenir de l'Institut national d'étude des conditions de travail Question orale			363
Ce qu'il est convenu d'appeler l'inscription obligatoire chez un généraliste			371-372
Abstention du Gouvernement belge lors d'un vote sur l'interdiction du déversement de déchets nucléaires en mer Interpellation			391-392, 394
Révision du Titre II de la Constitution, en vue d'insérer des dispositions nouvelles permettant d'assurer la protection des droits et libertés garantis par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales;			
Révision du Titre II de la Constitution en vue d'y insérer un article 24 ^{quater} relatif au respect de la vie privée;			
Révision du Titre II de la Constitution par l'insertion d'un article 24 ^{quater} relatif au droit au respect de la vie privée et familiale			674-675
Résultats de la Conférence sur la Mer du Nord qui s'est tenue à Copenhague les 7 et 8 décembre 1993 Question orale			763
Participation des services de sécurité turcs dans les incidents survenus entre Kurdes et Turcs dans certaines communes bruxelloises les 2 et 3 janvier 1994 Interpellation			883-885
Evaluation de la politique de coopération au développement en fonction du respect des droits de l'homme			943-944
Modification de la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie			953-954
Proposition du Gouvernement fédéral portant application de l'article 132 de la Constitution (Coordination et restructuration de la Constitution)			1043
Attitude du Gouvernement face aux déserteurs provenant de l'ex-Yougoslavie			1064
Politique en matière de réfugiés			1067-1068
Intervention brutale de la gendarmerie à Bruxelles le 21 janvier 1994 Question orale			1078
Tardiveté du rapport sur l'application de la Convention de l'O.N.U. relative aux droits de l'enfant Question orale			1184
Impuissance dramatique de l'Union européenne face à la guerre en Bosnie;			
Initiatives belges en vue de favoriser les chances d'obtenir la paix en Bosnie			1241-1242
Statut des éducateurs ou moniteurs-éducateurs spécialisés (Classe 1)			1421-1422
Position définitive du Gouvernement belge concernant l'interdiction de déversement de déchets nucléaires en mer Interpellation			1424
Expulsion d'une femme zaïroise vers le Zaïre Question orale			1448
Vente par la Défense nationale de matériel à la Turquie (Système anti-aérien <i>Hawk</i> — Question kurde) Question orale			1608
Modification de la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées et de la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel militaire des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical			1752-1753
Restauration d'un service volontaire en faveur de la collectivité tel qu'il est prévu par le Ministre de la Défense nationale Interpellation			1758-1759, 1760

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Pataer (suite)			
Déclarations que le Ministre de la Défense nationale a faites à l'occasion de son voyage au Rwanda;			1763-1764
Fonction des casques bleus belges dans le processus de démocratisation du Rwanda			
Engagement partisan du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides			1826
Question orale			
Crise au Rwanda et avenir des relations de la Belgique avec ce pays;			
Relations futures avec le Rwanda d'une part, et politique africaine de la Belgique, d'autre part;			
Leçons à tirer du drame rwandais et bourbier bosniaque pour l'avenir des forces de la paix de la communauté internationale;			
Notre participation aux opérations de paix de l'O.N.U. après les récents événements au Rwanda			1923
Organisation de patrouilles de citoyens en accord avec la police à Dadizele			
Question orale			2076, 2077
Visite officielle en Turquie et l'ensemble du problème kurde			2142-2143
Evacuation terrestre profonde de déchets faiblement radioactifs sur la base d'un rapport récent de l'O.N.D.R.A.F.			
Interpellation			2201-2203, 2206-2207 2239
Justification de vote			
Manière dont le Gouvernement compte réaliser l'engagement imprudent qu'il a pris en 1992, lors de la conférence climatique du sommet de Rio et qui consiste à réduire, entre 1990 et 2000, de 5 p.c. les émanations de CO ₂ en Belgique			2219-2220 2470
Ordre des travaux			
Approbation de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, et Protocoles I, II et III, faits à Genève le 10 octobre 1980			2497-2498
Insertion d'un article 1412bis dans le Code judiciaire (Saisie sur des biens du domaine public ou privé)			2671
Pécriaux, sénateur provincial de Hainaut, secrétaire du Sénat			
Réélu secrétaire du Sénat			6
Approbation des actes internationaux suivants : 1. Accord européen établissant une association entre les C.E. et leurs Etats membres, d'une part, et la Slovaquie, d'autre part, Annexes I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XIa, XIb, XII, XIII, XIV, XV, XVIa, XVIIb, XVIIc et XVII, Protocoles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8, et Acte final; 2. Accord européen établissant une association entre les C.E. et leurs Etats membres, d'une part, et la Tchèque, d'autre part, Annexes I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XIa, XIb, XII, XIII, XIV, XV, XVIa, XVIIb, XVIIc et XVII, Protocoles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8, et Acte final, signés à Luxembourg le 4 octobre 1993			
Rapport	16665	1155-2	
Effacement des conséquences de la répression et de l'épuration			
Sur la prise en considération de la proposition de résolution			432
Amnistie			
Sur la prise en considération de la proposition de résolution			998
Octroi de l'amnistie aux victimes de la répression			
Sur la prise en considération de la proposition de loi de M. Verreycken			1439
Concomitance de la suppression et de la construction de casernes			1629
Mise en œuvre des forces armées, mise en condition, ainsi que périodes et positions dans lesquelles le militaire peut se trouver;			
Statuts du personnel militaire;			
Statut des militaires court terme;			
Droits pécuniaires des militaires			1686-1687
Instauration d'un service volontaire en faveur de la collectivité tel qu'il est prévu par le Ministre de la Défense nationale			1759
Vente par la S.N.C.B. de billets portant la mention « Visite du Pape » à l'occasion de la béatification du Père Damien			
Question orale			1823
Crise au Rwanda et avenir des relations de la Belgique avec ce pays;			
Relations futures avec le Rwanda d'une part, et politique africaine de la Belgique, d'autre part;			
Leçons à tirer du drame rwandais et bourbier bosniaque pour l'avenir des forces de la paix de la communauté internationale;			
Notre participation aux opérations de paix de l'O.N.U. après les récents événements au Rwanda			1922-1923
Insertion dans le Règlement du Sénat d'un article 62ter instituant un Comité d'avis pour l'émancipation de la femme			1959

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Péciaux (suite)			
Retard apporté au traitement de dossiers relatifs à des gares désaffectées Question orale			1970
Demande d'installation, dans la caserne de Flawinne, d'une plaque commémorative à la mémoire des soldats assassinés au Rwanda Question orale			2131
Approbation du Protocole d'adhésion de la Grèce à l'U.E.O., et Annexe faits à Rome le 20 novembre 1992			2491-2492
Approbation des Actes internationaux suivants: 1. Accord européen établissant une association entre les C.E. et leurs Etats membres, d'une part, et la Roumanie, d'autre part, Protocoles 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7, Annexes I à XIX, inclus, et Acte final, faits à Bruxelles le 1 ^{er} février 1993; 2. Accord européen établissant une association entre les C.E. et leurs Etats membres, d'une part, et la Bulgarie, d'autre part, Protocoles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8, Annexes I à XVI inclus, et Acte final, faits à Bruxelles le 8 mars 1993			2495
Mise en place des conseillers laïques auprès des forces armées Question orale			2691
Pede, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo			
Modification de la nouvelle loi communale (Dissociation du mandat de conseiller communal et de la fonction de bourgmestre ou d'échevin) Proposition de loi	16535	1019-1	
Modification de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales et de la loi électorale communale, coordonnée le 4 août 1932 (Remplacement de l'obligation de vote par le droit de vote — Neutralisation du vote en tête de liste) Proposition de loi	16539	1023-1	
Modification de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, du Code électoral, de la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les Ministres, anciens Ministres et Ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives, de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen, de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone et de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales Justification de vote			676 758
Modification de la nouvelle loi communale en vue de renforcer la démocratie communale; Revalorisation du rôle du conseil communal et de ses membres Votes réservés Justification de vote			1500-1501 1557
Modification des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 (Plusieurs modifications) Justification de vote			1575 1564
Création d'un registre d'attente pour les étrangers qui se déclarent réfugiés ou qui demandent la reconnaissance de la qualité de réfugié Justification de vote			1942-1943 1981
Limitation et contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux et communaux et pour l'élection directe des conseils de l'aide sociale Discussion des articles			2421-2422 2438
Modification du titre I ^{er} , chapitre I ^{er} , section 7, sous-section 2, de la nouvelle loi communale, en ce qui concerne le statut pécuniaire du secrétaire communal (Adaptation du statut pécuniaire) Discussion des articles			2551 2553
Peeters, sénateur de l'arrondissement d'Anvers			
Modification de l'A.R. du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services (Enregistrement et agrégation) Proposition de loi	16567	1051-1	764-765
Pinoie, sénateur de l'arrondissement de Courtrai-Ypres			
Publicité des documents administratifs Rapport	15756	174-2	1801-1802
Comités permanents de contrôle des services de police et de renseignements (Propositions de règlements d'ordre intérieur) Rapport	—	990-3	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Pinoie (suite)			
Publicité de l'administration Rapport	16517	999-2	1801-1802
Limitation et contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux et communaux et pour l'élection directe des conseils de l'aide sociale Rapport Amendement Amendement Discussion des articles	16606	1092-2 1092-3 1092-4	2420-2421 2430
Modification de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques et modification du Code électoral;			
Modification de l'article 5 de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques;			
Limitation et contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil de la Région wallonne, du Conseil flamand et du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale;			2008
Limitation et contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection du Parlement européen			
Poulain, sénateur provincial de Namur			
Vérification des pouvoirs de M. Debrus. — Rapport			2774
Q			
Quintelier, sénateur provincial de Flandre orientale			
Modification du titre 1 ^{er} , chapitre 1 ^{er} , section 7, sous-section 2, de la nouvelle loi communale, en ce qui concerne le statut pécuniaire du secrétaire communal (Adaptation du statut pécuniaire) Amendement Discussion des articles	16096	551-5	2553
Budget général des Dépenses pour l'année 1994 Rapport (Dotations: Crédit provisionnel « Police des polices » et Contrat avec le citoyen — Intérieur et Fonction publique — Service commun et Gendarmerie)	16409	881-7	
Habilitation du Roi à codifier les dispositions relatives à l'organisation des opérations électorales Rapport	16428	900-2	
Loi-programme Rapport (Infrastructure: Base légale de l'intervention de l'I.B.P.T. dans l'habilitation des tiers à collaborer avec Belgacom dans l'édition des annuaires)	16433	909-4	
Mesures transitoires relatives aux appareils destinés à déceler la présence d'alcool dans le sang, visés à l'article 59, § 1 ^{er} , de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968 Rapport	16481	957-2	1578
Sixième ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1993 (Lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, art. 44: dépassement de crédit ou nouvelle dépense pour laquelle les crédits font défaut) (Décès de sa Majesté le Roi Baudouin) Rapport	16492	970-2	
Naturalisations Rapport	16436	973-2	
Premier ajustement du budget général des Dépenses pour l'année 1994 (Protection civile: inondations) Rapport	16565	1049-2	
Septième ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1993. — Section 33 — « Communications et Infrastructure » (Art. 44 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat: dépassement de crédit ou dépense pour laquelle les crédits font défaut) (Accord de coopération Etat fédéral — Région bruxelloise: S.N.C.B. — Travaux pour les institutions européennes et internationales) Rapport	16593	1078-2	
Deuxième ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1994. — Section 33 — Communications et Infrastructure (Art. 44 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat: dépassement de crédit ou dépense pour laquelle les crédits font défaut) (Vente de navires à la suite de la faillite du chantier naval Boelwerf) Rapport	16594	1079-2	
Naturalisations Rapport	16607	1115-2	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
R			
Raes, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo			
Organisation du vote automatisé	16513	994-3	1613
Amendements			
Désignation d'une personne de nationalité française comme gestionnaire financier du Théâtre de la Monnaie			
Question orale			43, 44
Sécurité des consommateurs (Transposition d'une directive C.E.E. relative à la sécurité des produits)			
Discussion des articles			916
Aide apportée aux villages roumains adoptés ainsi qu'à d'autres régions et mise à la disposition de matériel et d'équipements militaires excédentaires			
Justification de vote			1014-1015
Déclarations offensantes envers le mouvement flamand à l'occasion de la concession du Boyau de la Mort à Dixmude			1373-1374
Renouvellement du conseil d'administration du Palais des Beaux-Arts de Bruxelles			
Question orale			1603
Intervention de la police communale de Gand le 11 mars 1994 contre des manifestants non violents			1815
Création d'un registre d'attente pour les étrangers qui se déclarent réfugiés ou qui demandent la reconnaissance de la qualité de réfugié			1944-1945
Compétences et responsabilités relatives à l'heure de fermeture obligatoire et facultative des débits de boissons, dancings et établissements connexes			2092
Percée de la démocratie en Afrique du Sud	2505-2506		
S			
Santkin, Ministre de l'Intégration sociale, de la Santé publique et de l'Environnement (depuis le 23 janvier 1994)			
Situation pénible des réfugiés politiques à Saint-Trond (Interpellation de M. Ulburghs)			1033-1034
Signature ou non de la Convention de Londres relative au déversement de déchets radioactifs en mer (Question orale de Mme Dardenne)			1082, 1083
Création du comité d'attribution du label écologique européen (Règlement C.E.); Institution d'un système de label pour la promotion des produits propres Discussion des articles			1148, 1149-1150 1153
Médecins titulaires de diplômes qui ne sont pas reconnus comme équivalents en Belgique (Question orale de M. Valkeniers)			1181-1182
Contrôle de la contamination éventuelle des plages, des oiseaux et des poissons par le rejet de sachets d'Apron Plus ou de Ridomil (Question orale de M. Maertens)			1183-1184
Non-ratification par la Belgique de la Convention n° 169 de l'O.I.T. et ses conséquences pour le soutien de notre pays aux droits des peuples autochtones (Interpellation de M. Bougard)			1203-1204
Bilan de la politique à l'égard des peuples autochtones et politique future que compte adopter notre pays pour activer la reconnaissance de leurs droits (Interpellation de M. Bougard)			1206-1207
Directive relative à l'homéopathie (Interpellation de Mme Buyle)			1210, 1211
Protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et l'Agence fédérale de contrôle nucléaire			1410
Nécessité de réserver l'emploi massif de certaines trousse de dépistage génétique aux centres universitaires d'information génétique (Question orale de M. Cuyvers)			1447, 1448
Mesures destinées à réduire la consommation de tabac en Belgique et dans l'Union européenne (Interpellation de M. Cuyvers)			1569, 1570
Etat d'avancement de l'étude sur les formules appropriées de renforcement de la protection sociale des personnes âgées qui deviennent dépendantes (Question orale de M. Van Belle)			1609
Mise en œuvre du Protocole du 28 juillet 1993 conclu entre le Gouvernement fédéral et les Communautés quant à la politique à mener en matière de santé (Economies dans le secteur hospitalier) (Interpellation de Mme Creyf)			1907-1909
Intention d'interdire l'expérimentation animale par la DL-50 — actuellement obligatoire — en tant que test de toxicité aigue dans la procédure d'agrément des médicaments (Interpellation de M. Matthijs)			1962-1964

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Santkin (suite)			
Situation de crise dans les Balkans, particulièrement en Macédoine (Interpellation de M. Benker)			2067, 2068
Récents déclarations concernant des initiatives légales en vue de réduire sensiblement et à bref délai le recours à l'expérimentation animale pour essayer les produits (Interpellation de M. Cuyvers)			2110-2111, 2112
Aide médicale urgente (Interpellation de Mme Van Cleuvenbergen)			2113-2115
Application des conventions, directives et traités européens ou internationaux face aux autorisations de rejets chimiques, thermiques ou radioactifs dans l'atmosphère et les eaux de la Meuse des centrales nucléaires de Chooz B1 et B2 (Interpellation de Mme Dardenne)			2117-2118-2119
Publicité pour les médicaments (Interpellation de M. L. Martens)			2120-2121, 2122
Manière dont le Gouvernement compte réaliser l'engagement imprudent qu'il a pris en 1992, lors de la conférence climatique du sommet de Rio et qui consiste à réduire, entre 1990 et 2000, de 5 p.c. les émanations de CO ₂ en Belgique (Interpellation de M. Hatry)			2221-2223
Paiement des avances par les C.P.A.S. (Question orale de M. Anthuenis)			2244-2245 2268-2269
Sang et dérivés du sang d'origine humaine			
Modification de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés en vue d'accélérer l'examen des dossiers;			
Modification de l'article 9 de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés (Visite médicale: délai)			2466
Risques et absence de mesures concernant le dépôt de munitions contenant des gaz toxiques, lequel porte le nom de « Paardenmarkt » et se situe devant la côte de Heist-Duinbergen (Interpellation de M. Maertens)			2480-2481
Modification de l'A.R. n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, en vue de la réglementation de l'exercice de la kinésithérapie (Doc. n° 944, n° 426 et n° 541);			
Attribution d'un statut professionnel aux kinésithérapeutes Discussion des articles			2610-2611 2612
Substitution aux médicaments prescrits (Interpellation de M. Valkeniers)			2621-2622, 2623
Proposition de convention du Conseil de l'Europe relative à la bioéthique (Question orale de M. Seeuws)			2686
Nécessité de mettre en œuvre d'urgence un plan d'action de la concentration de base de l'ozone et des précurseurs de l'ozone (Question orale de M. Cuyvers) Voir: M. Tobbac			
Scharff, sénateur coopté			
Ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1992. — Section 12 — Ministère de la Justice et Section 13 — Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique (Lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, art. 44: dépense en marge du budget) (Office des étrangers: éloignement et rapatriement de personnes considérées comme indésirables — Démilitarisation du site de l'ex-P.R.B. à Balen) Rapport	16363	830-2	339
Modification de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen et exécution de la directive du Conseil des C.E. n° 93/109/C.E. du 6 décembre 1993 Rapport	16506	986-2	1519-1520
Report des travaux de modernisation de la ligne Athus-Meuse et fermeture de la ligne 167 Athus-Mont-Saint-Martin depuis le 26 septembre 1993 Interpellation			216
Modification de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, du Code électoral, de la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les Ministres, anciens Ministres et Ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives, de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen, de la loi du 31 décembre 1983 de Réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone et de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales Rapport oral			675-676
Attitude du Gouvernement belge quant au maintien ou non des troupes belges en ex-Yougoslavie suite au retour en Belgique du Général F. Briquemont vu l'ambiguïté de l'O.N.U. Interpellation			980-981

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N ^o	Pages
Scharff (suite)			
Mesures à prendre pour neutraliser les pertes de revenus des travailleurs frontaliers belges en France et aux Pays-Bas			1674-1675, 1676
Interpellation			
Modification de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques et modification du Code électoral;			
Modification de l'article 5 de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques;			
Limitation et contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil de la Région wallonne, du Conseil flamand et du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale;			2012-2013
Limitation et contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection du Parlement européen			
Modification de la loi du 18 septembre 1986 instituant le congé politique pour les membres du personnel des services publics (Perspectives de carrière — Traitement — Bourgmestre, échevin ou président d'un C.P.A.S.)			2257
Limitation et contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux et communaux et pour l'élection directe des conseils de l'aide sociale			2423
Schiltz, sénateur de l'arrondissement d'Anvers			
Privatisation éventuelle de la S.N.I.			136-137
Méthodes du Gouvernement en vue d'arriver à la concrétisation d'un pacte social et propositions de la Note Verplaetse;			
Association des Communautés à toute concertation sociale susceptible d'hypothéquer leur marge d'action politique;			
Plan de redressement global;			
Rapport Verplaetse, conclusions qui en sont tirées et évolution des négociations relatives au Pacte social			166-167
Communication du Gouvernement (Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale)			
Approche globale du plan			254
Application de la loi du 6 janvier 1989 sur la compétitivité			254
Crise économique			254
Redistribution du travail			254-255
Restauration d'un index santé			255
Sauvegarde de la compétitivité			255
Financement de la sécurité sociale			255
Fiscalité des revenus immobiliers			255
Lutte contre la fraude fiscale			255-256
Restructuration de l'administration fiscale			256
Sécurité sociale			256
Principe de solidarité			256
Gestion globale			256
Esprit du plan global			256
Crise de société			256-257
Budget des Voies et Moyens de l'année 1994;			
Budget général des Dépenses de l'année 1994			
Sections: Finances — Dette publique — Dispositions générales — Services de l'Etat à gestion séparée — Section particulière			
Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale			502, 503
Assainissement des finances publiques — Solde net à financer			502-503
Effet « boule de neige » de la dette publique			503
Financement du Plan Delors (U.E.)			503
Equilibre financier de la sécurité sociale. — Transferts Nord-Sud			503
Fraude fiscale			504
Détachement des fonctionnaires des administrations fiscales au parquet			504
Allongement des délais de prescription en matière fiscale			504
Privatisation de Distrigaz			1368-1369, 1370-1371
Limitation et contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux et communaux et pour l'élection directe des conseils de l'aide sociale			2425, 2426
Ajustement du budget des Voies et Moyens de l'année 1994;			
Troisième ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1994			
Assainissement des finances publiques			2575-2577
Communautés et Régions			2576-2577
Sécurité sociale			2577
Pression fiscale			2576
Privatisations			2576
Autonomie fiscale des Communautés et des Régions			2577

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Seeuws, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo, deuxième vice-président du Sénat			
Réélu deuxième vice-président du Sénat			6
Modification de l'article 3 de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires (Sanction et promulgation des lois : Albert II, Roi des Belges)			
Rapport oral			19
Emploi en néerlandais du terme « minder-validen » dans l'A.R. du 1 ^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière			
Question orale			124
Budget général des Dépenses			
Section: Agriculture et Classes moyennes			
Peste porcine			580
Octroi de subventions par les pouvoirs publics à une école de l'Opus Dei en Argentine			
Question orale			1973-1974
Récents déclarations concernant des initiatives légales en vue de réduire sensiblement et à bref délai le recours à l'expérimentation animale pour essayer les produits			2110
Applicabilité de l'impôt sur les personnes morales à l'Université de Gand			
Question orale			2455
Proposition de convention du Conseil de l'Europe relative à la bioéthique			
Question orale			2686
Démission de la Communauté internationale devant la tragédie rwandaise et nécessité pour les pays de l'Union européenne de prendre des initiatives urgentes			
Justification de vote			2732
Smet (Mme), Ministre de l'Emploi et du Travail, chargée de la Politique d'égalité des chances entre hommes et femmes			
Proposition de directive européenne autorisant le travail des enfants à partir de 13 ans (Question orale de M. Pataer)			31-32
Nécessité de prendre des arrêtés d'exécution de la loi sur l'établissement d'élevages industriels à la suite du plan d'action relatif à l'épandage du lisier (Question orale de M. Maertens)			32-33
Importance de la politique européenne pour le succès d'une politique fédérale de l'emploi (Interpellation de M. De Roo)			188-189
Proposition de directive du Conseil des C.E. concernant la constitution d'un comité d'entreprise européen dans les entreprises ou les groupes d'entreprises de dimension communautaire en vue d'informer et de consulter les travailleurs			189
Composition du Conseil de l'égalité des chances entre hommes et femmes (Intégration de tous les partis politiques) (Question orale de Mme Herzet)			363
Avenir de l'Institut national d'étude des conditions de travail (Question orale de M. Pataer)			363
Budget général des Dépenses			
Section: Emploi et Travail			
Plan d'accompagnement des chômeurs			533
Droits de tirage des Régions			533
Crédit de caisse de l'ONEm auprès de la C.G.E.R.			533
Pension de retraite à mi-temps			533
Livre blanc de M. Delors (U.E.)			533
Travail à temps partiel (Protection sociale du travailleur) (Question orale de M. Mairesse)			690
Interruption de carrière pour les membres du personnel des entreprises publiques autonomes (Question orale de M. Timmermans)			691
Mesures qui s'imposent en vue de permettre une action sévère contre le travail au noir dans le transport de marchandises par la route (Interpellation de M. Cuyvers)			778-779
Nomination de conciliateurs sociaux pour les entreprises en difficulté (Question orale de M. Hatry)			875-876
Reconnaissance et financement par le Fonds social européen des ateliers sociaux (Question orale de M. Tavernier)			876
Protocole relatif à l'horticulture (Travail saisonnier — Mise au travail de réfugiés) (Interpellation de M. Ulburghs)			1036-1037
Application de la loi du 10 juin 1993 transposant certaines dispositions de l'accord interprofessionnel du 9 décembre 1992 concernant la promotion d'initiatives en matière d'accueil des enfants (Collaboration entre l'O.N.A.F.T.S. et le Fonds pour l'emploi) (Question orale de Mme Delcourt-Pêtre)			1080
Contrôle par la douane sur le navire de ravitaillement <i>Zinnia</i> (au service des casques bleus en Somalie) (Question orale de M. Vermeiren)			1184

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Smet (Mme) (suite)			
Tardiveté du rapport sur l'application de la Convention de l'O.N.U. relative aux droits de l'enfant (Question orale de M. Pataer)			1184-1185
Situation en Angola (Question orale de M. Lozie)			1185-1186
Mise au travail à temps partiel des chômeurs (Question orale de M. Eeman)			1186
Dispositions sociales			
Section: Emploi et Travail			
Chômage et P.I.B.			1330
Plan d'embauche des jeunes			1330, 1331
Prolongation et délai d'attente			1330, 1331, 1332
Chômage à temps partiel involontaire			1330
Système obligeant les a.s.b.l. à verser 100 francs par jour par travailleur à l'ONEm			1330
Système des stagiaires			1330
Agences locales pour l'emploi			1331
Caractère obligatoire			1331
Encadrement. — Secteur fruitier			1331
Composition des a.s.b.l.			1331
Lutte contre le travail au noir			1331
Evaluation des différentes mesures de promotion de l'emploi			1331
Modération salariale pour les institutions de crédit			1331
Dialogue socio-économique en cas de faillite			1331
Pool des réparateurs de navires			1331
Délais de préavis pour les employés			1332
Flexibilité des contrats de travail			1332
Discussion des articles			1345, 1346
Opportunité d'un contrôle plus strict des opérations financières des organisations et/ou associations ayant une mission sociale (Syndicats et mutualités — B.B.T.K. Anvers — Personnalité juridique et comptabilité ouverte — Primes syndicales) (Question orale de M. De Croo)			1610-1612
Télétravail en entreprise et nouvelle organisation du travail (Interpellation de M. Deworme)			1994-1995
Promotion d'une répartition équilibrée des hommes et des femmes sur les listes de candidatures aux élections			2040
Sur l'ordre des travaux en séance publique			2030
Réforme des agences locales pour l'emploi (Interpellation de Mme Buyle)			2073-2074
Réforme des agences locales pour l'emploi, dissensions apparues à ce sujet au sein de la majorité et modifications demandées par certains partis (Interpellation de M. Snappe)			2073-2074
Démarrage laborieux des plans d'entreprise (Plan global: création d'emplois) (Question orale de M. De Roo)			2082
Inégalité des droits des femmes par rapport au travail de nuit dans le secteur des fabrications métalliques (Question orale de Mme Van Cleuvenbergen)			2083
Suspension éventuelle de chômeurs qui exécutent des tâches à l'intervention d'une agence locale pour l'emploi (Question orale de M. Van Aperen)			2693
Politique générale de l'emploi (Interpellation de Mme Delcourt-Pêtre)			2739-2741
Membres du personnel d'entretien de l'enseignement communautaire flamand auxquels l'ONEm inflige une suspension (Question orale de M. Eeman) Voir: M. Delcroix			
Organisations professionnelles d'employeurs dans la branche d'activité de l'enseignement libre subsidié (Question orale de M. Hasquin) Voir: M. Delcroix			
Difficultés politiques rencontrées par un projet d'aide aux jeunes diplômés (Question orale de M. Hatry) Voir: M. Tobback			
Snappe, sénateur de l'arrondissement de Tournai-Ath-Mouscron			
Dispositions sociales (Volet social du plan global de crise) Amendement (Agences locales pour l'emploi)	16501	980-9	
Sort de certains demandeurs d'asile Interpellation			470-472-473

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Snappe (suite)			
Dispositions sociales			
Equilibre financier de la sécurité sociale			1272
Glissement de l'assurance vers l'assistance			1272
Globalisation des cotisations et répartition des recettes par secteur			1272
Maîtrise des dépenses dans le secteur des soins de santé			1272
Participation de l'industrie pharmaceutique dans la gestion des soins de santé			1272
Dialogue entre les différents niveaux de pouvoir concernés par la prévention			1273
Pratiques de la médecine médicale groupée			1273
Généralisation des agences locales pour l'emploi			1273-1276
Caractère obligatoire			1273
Notion d'emploi convenable			1273
Lutte contre le travail au noir			1274
Statut fiscal			1274, 1275
Composition des a.s.b.l.			1274
Secteur non marchand			1275
Activités autorisées			1275
Ouverture au secteur marchand			1275
Formation des chômeurs peu qualifiés			1275
Justification de vote			1460-1461
Certaines mesures sur le plan du droit du travail contre le travail au noir			1463
Justification de vote			1463
Création d'un registre d'attente pour les étrangers qui se déclarent réfugiés ou qui demandent la reconnaissance de la qualité de réfugié			1943-1944, 1947
Réforme des agences locales pour l'emploi, dissensions apparues à ce sujet au sein de la majorité et modifications demandées par certains partis			2068-2069, 2074
Interpellation			2068-2069, 2074
Modification du chapitre IV du Titre IX de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales (Application de la modération salariale dans les institutions de crédit)			2701
Steenbergen, sénateur provincial de Limbourg (jusqu'au 16 janvier 1994)			
<i>Renonce à son mandat</i>			
			487
Stroobant, sénateur coopté			
Transposition et exécution du droit des C.E. dans l'ordre juridique interne			
Rapport	15385	424-3	
Modification de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie et de la loi du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs, ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail (Conseils d'entreprise et comité de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail)			2695-2696
Rapport	16658	1148-2	
Comité d'avis chargé de questions européennes (Sénat)			
Conférence des organes spécialisés en affaires communautaires (C.O.S.A.C. IX), Bruxelles, 22 et 23 novembre 1993			
Rapport	—	1153-1	
Proposition de directive du Conseil des C.E. concernant la constitution d'un comité d'entreprise européen dans les entreprises ou les groupes d'entreprises de dimension communautaire en vue d'informer et de consulter les travailleurs			189-191
Révision du Titre II de la Constitution, par l'insertion d'un article 24bis relatif aux droits économiques et sociaux			418, 666-667
Rapport oral (Groupe de travail « droits économiques et sociaux fondamentaux »)			418-420, 426-427
Sur la proposition de renvoi en commission			440-441
Dispositions sociales			
Compétitivité des entreprises et protection sociale			1284
Adaptation des structures de la sécurité sociale			1284
Nouvelle structure de gestion de la sécurité sociale			1284
Gestion globale de la sécurité sociale			1284
Généralisation des agences locales pour l'emploi			1285
Dialogue socio-économique. — Droit de participation des travailleurs dans les P.M.E.			1285
Flexibilité des contrats de travail			1285
Abrogation de l'article 4 de la loi du 6 août 1993 portant des dispositions sociales et diverses (Décret du 4 août 1959 instaurant un régime spécifique d'assurance soins de santé pour les agents de l'Administration d'Afrique)			
Sur la proposition de renvoi en commission par M. Hatry			1846
Institut national de statistique (Licenciements — Avenir et restructuration)			1936, 1937
Interpellation			1936, 1937

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Suykerbuyk, sénateur de l'arrondissement d'Anvers			
Abrogation de l'article 11 de la loi du 16 juillet 1990 portant des dispositions budgétaires (Droits d'expertise à l'importation) Proposition de loi	16403	873-1	
Modification des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 (Plusieurs modifications) Rapport	16404	874-3	1514-1515, 1517
Blocage temporaire de l'application de la loi du 29 juin 1975 relative aux implantations commerciales Proposition de loi	16478	953-1	
Modification de l'article 4 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs (Actes ou décisions qui sont le résultat d'un scrutin secret) Proposition de loi	16486	965-1	
Conséquences de certaines infractions commises en temps de guerre Proposition de loi	16499	978-1	
Modification de l'article 382 de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat (Exonération pour les entreprises de jardinage) Proposition de loi	16603	1089-1	
Usage du néerlandais comme langue officielle dans les nouvelles institutions européennes Question orale			204
Entrée en vigueur des Accords de Schengen Question orale			879, 380
Modification de la nouvelle loi communale en vue de renforcer la démocratie communale; Revalorisation du rôle du conseil communal et de ses membres			1501-1502
Modification de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen et exécution de la directive du Conseil des C.E. n° 93/109/C.E. du 6 décembre 1993 Justification de vote			1520-1521 1565
Concession du Boyau de la Mort à Dixmude Interpellation Justification de vote			2085-2086, 2089 2137
Manque de concertation concernant la mise en place du Comité Benelux des sages Question orale			2229
Position du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique quant à la nécessité de créer de nouveaux services d'incendie dans les communes Interpellation			2276-2277, 2278, 2279
Swaelen, sénateur de l'arrondissement d'Anvers, Président du Sénat			
Réélu Président du Sénat			6
Allocution			
Réforme de l'Etat			6
Réforme des institutions politiques			6
Réforme du système bicaméral			6
Missions nouvelles du Sénat			7
Fonction législative (« Chambre de réflexion »)			7
Règlement des conflits d'intérêts entre l'autorité fédérale et les entités fédérées (« Chambre de rencontre »)			7
Responsabilité dans les questions européennes et internationales			7
Révision du Règlement du Sénat			7
Mise en place d'une commission parlementaire de concertation (Dialogue entre Chambre et Sénat)			7
Non-disponibilité du Premier Ministre pour répondre au Sénat à certaines interpellations sur le Pacte social alors qu'il a pu se libérer pour la Chambre			129
Bienvenue à une délégation de parlementaires australiens			151
Bienvenue à une délégation népalaise			387
Révision du Titre II de la Constitution, par l'insertion d'un article 24bis relatif aux droits économiques et sociaux			436
Vœux de bonne fin d'année			759
Sur la demande de M. Arts tendant à reprendre la discussion du projet insérant un article 1412bis dans le Code judiciaire vu le fait qu'il était en commission de révision de la Constitution au moment de la discussion et qu'il n'a pu intervenir en tant que rapporteur			1155
Modification des articles 748 et 750 du Code judiciaire (Procédure: fixation)			1157
Hommage à la mémoire du Baron Paul Kronacker, Ministre d'Etat			1177
Sur la motion d'ordre de M. Loones (Disparition de l'ordre du jour d'une question sur l'amnistie)			1178
Sur la motion d'ordre de M. Hatry (Protestation contre la façon dont la commission du Travail parlementaire organise les travaux [Ordres du jour du Sénat et des commissions])			1639

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Swaelen (suite)			
Modification de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat (Ecotaxes)			1848
Ordre des travaux			1883
Hommage aux victimes des événements au Rwanda			2507-2508, 2510
Allocution lors de la prestation de serment de S.A.R. le Prince Philippe, Duc de Brabant			
Comités permanents de contrôle des services de police et de renseignements			
Budgets 1994. — Discussion			2705
Vœux de fin de session			2733
Swinnen, sénateur de l'arrondissement de Louvain			
Restrictions imposées aux déplacements de fonctionnaires fédéraux à l'intérieur de l'Union européenne			
Question orale			2373
T			
Taminiaux, sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies			
Budget général des Dépenses pour l'année 1994			
Rapport (Prévoyance sociale)	16409	881-15	
Proposition de directive du Conseil des C.E. concernant la constitution d'un comité d'entreprise européen dans les entreprises ou les groupes d'entreprises de dimension communautaire en vue d'informer et de consulter les travailleurs			
Justification de vote			213
Communication du Gouvernement (Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale)			
Financement de la sécurité sociale			300-301
Encouragement de l'emploi			300-301
Réduction des cotisations sociales			300-301
Révision du Titre II de la Constitution, par l'insertion d'un article 24bis relatif aux droits économiques et sociaux			423-425, 666
Tavernier, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo			
Modification de la nouvelle loi communale en vue de renforcer la démocratie communale (Conseil communal)			
Amendements	16382	851-4	
Amendement		851-5	
Discussion des articles			1510, 1512, 1513
Justification de vote			1562
Modification des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 (Plusieurs modifications)			1515-1516
Amendement	16404	874-5	
Discussion des articles			1518
Justification de vote			1563
Loi-programme			
Amendements (Epargne-pension — Réduction du temps de travail de 25 p.c. — Intercommunales et sociétés productrices d'électricité)	16433	909-9	
Section: Finances			
Fraude fiscale			620
Impôt sur les bénéfices des intercommunales			620
Harmonisation européenne du précompte mobilier			620
Taxation des plus-values des <i>Sicav</i>			620
Adaptation du ticket modérateur en fonction des revenus			620-621
Fiscalisation des allocations familiales			621
Crédit d'impôt pour favoriser la réduction et le partage du temps de travail			621-622
Lutte contre l'exclusion sociale			621
Consolidation de la dette publique et épargne-pension			621
Rendre plus transparente la multiplicité des mandats publics (Mandats exercés par les membres d'une autorité communale ou provinciale, d'un Gouvernement régional ou communautaire ou du Gouvernement fédéral — Intercommunales)			
Proposition de loi	16552	1036-1	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Tavernier (suite)			
Modification de la loi provinciale du 30 avril 1836 et de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales (Rénovation de l'institution provinciale) Proposition de loi	16553	1037-1	
Promotion d'une répartition équilibrée des hommes et des femmes sur les listes de candidatures aux élections Amendements	16569	1053-5	
Modification de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques et modifiant le Code électoral Amendements Discussion des articles	16581	1066-4	2017
Limitation et contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil de la Région wallonne, du Conseil flamand et du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale Amendements	16582	1067-4	
Limitation et contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection du Parlement européen Amendements	16583	1068-4	
Modification de la loi provinciale, de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales, des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962, ainsi que de la nouvelle loi communale (Implications de la scission de la province de Brabant) Amendements	16698	1094-3	
Fixation de la Liste Civile pour la durée du règne du Roi Albert II, attribution d'une dotation annuelle et viagère à Sa Majesté la Reine Fabiola et attribution d'une dotation annuelle à Son Altesse Royale le Prince Philippe			64-65
Enquête de l'Inspection spéciale des impôts relative à la rémunération éventuelle de certains médecins pour le testage de médicaments Question orale			118
Rapport Verplaetse, conclusions qui en sont tirées et évolution des négociations relatives au pacte social Interpellation			165-166
Communication du Gouvernement (Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale) Crédibilité du plan global			257
Encouragement de l'emploi			257
Financement de la sécurité sociale			257
Répartition des charges en fonction de la capacité contributive			257-258
Diminution du précompte sur les dividendes			258
Relation avec la vente de la C.G.E.R.			258
Majoration des accises sur les carburants			258
Lutte contre la fraude fiscale			258
Justification de vote			325
Budget des Voies et Moyens de l'année 1994; Budget général des Dépenses de l'année 1994			
Sections: Finances — Dette publique — Dispositions générales — Services de l'Etat à gestion séparée — Section particulière			
Politique déflationniste			500
Politique de l'emploi			500-501
Modification de la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé, ainsi que du C.I.R. 1992 et du Code des taxes assimilées au timbre (Renonciation à l'agrément par une association agréée par la C.N.C.P. — Fonds de participation) (Système de protection des dépôts — C.N.C.P. — Suppression de la garantie de l'Etat) (S.N.C.I.)			563-564, 566
Reconnaissance et financement par le Fonds social européen des ateliers sociaux Question orale			876
Modification de la nouvelle loi communale en vue de renforcer la démocratie communale; Revalorisation du rôle du conseil communal et de ses membres			1503-1504
Régime fiscal de faveur pour les centres de distribution internationaux Question orale			1607
Modification de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat (Ecotaxes) Justification de vote			1863, 1867-1868 1903
Timmermans, sénateur de l'arrondissement d'Audenarde-Alost			
Institution d'un système de label pour la promotion des produits propres Rapport	15600	17-2	
Problématique des peuples indigènes Rapport	16249	711-2	69-70

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Timmermans (suite)			
Ajustement du budget général des Dépenses de l'année budgétaire 1992 (Régularisation des décisions du Conseil des Ministres: incendie survenu à l'hôpital militaire de Neder-over-Heembeek; aide humanitaire en Bosnie-Herzégovine — Mouvements compensatoires internes) Rapport	16362	829-2	67
Ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1993. — Section 16 « Défense nationale » (Lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat; art. 44: dépassement de crédit ou nouvelle dépense pour laquelle les crédits font défaut: contrat de production <i>Mid Life Update F16</i>) Rapport	16378	846-2	68
Création du comité d'attribution du label écologique européen (Règlement C.E.) Rapport	16415	887-2	
Modification de la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques (Résidus hormonaux — Peines) Rapport	16464	939-2	
Interruption de carrière pour les membres du personnel des entreprises publiques autonomes Question orale			690-691
Sommet de l'O.T.A.N. à Bruxelles et plus particulièrement, l'avenir et l'élargissement éventuel de cette organisation			934-935
Pacte européen de stabilité			2519-2520
Tobback, Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique (jusqu'au 10 octobre 1994)			
Allocation du Président du Sénat Révision du Pacte social de 1945. — Information des Chambres législatives			8
Application à partir de 1995 des directives européennes relatives à la formation professionnelle spécifique des étudiants en médecine (Question orale de M. Valkeniers)			120
Situation au Burundi (Question orale de Mme Maes)			121
Conséquences du coup d'Etat perpétré au Burundi (Question orale de M. H. Van Rompaey)			121
Massacres au Kurdistan le 22 octobre dernier (Question orale de M. Benker)			122-123
Commissionnement des gardes champêtres en qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi (Question orale de M. Mouton)			123
Emploi en néerlandais du terme « Minder-validen » dans l'A.R. du 1 ^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière (Question orale de M. Seeuws)			124
Conséquences du déménagement des services du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (Question orale de M. Didden)			124-125
Attitude du Gouvernement face aux décisions de certaines communes d'engager des agents de sécurité n'ayant pas le statut de policier (Interpellation de M. Desmedt)			140-141
Carence du Gouvernement fédéral quant aux dispositions pratiques relatives à la création de la province de Brabant flamand (Interpellation de M. Geens)			142-144
Plans de fusion des services de police (Police de l'air, police maritime et police des chemins de fer) (Question orale de M. Loones)			201-202
Accueil des demandeurs d'asile au centre de transit 127 à Zaventem et au Fort de Walem (Question orale de M. Pataer)			202
Lessives compactes et adoucisseurs compacts de lessives dans le cadre de la loi-cadre sur les produits annoncés depuis longtemps (Question orale de M. Cuyvers)			203
Prévention de l'intoxication par le monoxyde de carbone (Question orale de Mme Van der Wildt)			203
Usage du néerlandais comme langue officielle dans les nouvelles institutions européennes (Question orale de M. Suykerbuyk)			204
Situation à la prison auxiliaire de Louvain (Surpopulation) (Question orale de M. Vandenberghe)			204-205
Désengagement progressif du Gouvernement en ce qui concerne la construction d'une caserne à Ath (Question orale de M. D'hondt)			205

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Tobback (suite)			
Modifications de la réglementation des congés de fonctionnaires de la fonction publique de l'Etat fédéral (Interpellation de M. Daras)			341-343
Comportement du commissaire de police et du bourgmestre lors de la visite royale à Anvers (Interpellation de M. Verreycken)			345
Mesures à l'étude quant à l'avenir de l'enseignement provincial du Brabant à Bruxelles (Interpellation de M. Hasquin)			347-348, 349
Logement de sikhs dans les locaux vides de l'ancienne base aérienne de Saint-Trond (Interpellation de M. Ulburghs)			350-351, 352
Récents déclarations du Premier Ministre à propos de deux demandeurs d'asile basques (Question orale de M. Lozie)			369-370
Résultats des efforts déployés pour lutter contre le hooliganisme lors des matchs de football et de la pratique d'autres sports (Question orale de M. Van Belle)			464
Position du Gouvernement relative au T.G.V. (Question orale de M. Hatry)			465
Incidents survenus à la suite d'une intervention des pompiers bruxellois (Question orale de M. Van Wallegghem)			465-466
Approbation d'accords de coopération et des accords du G.A.T.T. par le Parlement et les Conseils (Question orale de M. Dierickx)			466-467
Avenir de l'action « Jeunes diabétiques » (Prise en charge par l'A.M.I.) (Question orale de M. Meesters)			467
Sort de certains demandeurs d'asile (Interpellation de M. Snappe)			472, 473
Modification de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, du Code électoral, de la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les Ministres, anciens Ministres et Ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives, de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen, de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone et de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales			677
Inondations actuelles. — Indemnisation (Question orale de M. Didden)			684-685
Taux de dioxine dans le lait maternel (Question orale de M. Anthuenis)			762
Contamination du lait maternel en Belgique (Question orale de Mme Dardenne)			762
Résultats de la Conférence sur la mer du Nord qui s'est tenue à Copenhague les 7 et 8 décembre 1993 (Question orale de M. Pataer)			763
Emeutes qui ont opposé Kurdes et Turcs à Saint-Josse-ten-Noode et Schaerbeek (Interpellation de M. de Donnée)			886-889-890
Participation des services de sécurité turcs dans les incidents survenus entre Kurdes et Turcs dans certaines communes bruxelloises les 2 et 3 janvier 1994 (Interpellation de M. Pataer)			886-889-890
Emeutes qui ont opposé Turcs et Kurdes à Bruxelles (Interpellation de M. Verreycken)			886-889-890
Evolution de la criminalité à Bruxelles (Fonctionnement de la gendarmerie et de la police communale) (Interpellation de M. Goovaerts)			908-910
Statut de « personne déplacée » acquis par les ressortissants de l'ex-république de Yougoslavie (Interpellation de M. Vandenhautte)			911-912
Emission par l'O.C.P. d'un <i>Sicav</i> obligatoire de capitalisation, le Post Bon 1998 (Question orale de M. Hatry)			1003
Evolution récente sur le plan des techniques de procréation médicalement assistée (Question orale de M. Cuyvers)			1003, 1004
Liaison ferroviaire Anvers-Liège (Question orale de Mme Van Cleuvenbergen)			1004
Dépôt de dossiers de sinistres pour les communes touchées par les inondations de décembre 1993 (Frais encourus par les services d'aide) (Question orale de Mme Tyberghien-Vandenbussche)			1005
Façon dont les services belges de sécurité sont préparés à une augmentation éventuelle des activités terroristes à Bruxelles (Question orale de M. Van Belle)			1005
Projet d'A.R. relatif à l'aromathérapie (Question orale de Mme Buyle)			1006
Médicaments pour animaux qui sont remboursés par l'I.N.A.M.I. (Question orale de M. Marthijs)			1007

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Tobback (suite)			
Image de marque de la politique et des hommes politiques au niveau fédéral et mauvaise gestion de l'administration fédérale (Interpellation de M. Van Hooland)			1061-1062
Attitude du Gouvernement face aux déserteurs provenant de l'ex-Yougoslavie (Interpellation de M. Benker)			1064-1065
Politique en matière de réfugiés (Interpellation de M. Didden)			1070-1073
Intervention des services de sécurité américain lors de la visite du Président Clinton à Bruxelles (Question orale de M. Van Wallegghem)			1076-1077
Incidents entre des agriculteurs et des défenseurs de l'environnement à Slijpskapelle (Question orale de M. Lozie)			1077-1078
Effets pour les petites communes du Fonds de sécurité du plan global (Question orale de M. Mouton)			1083-1084
Dispositions sociales Section : Intérieur			
Conventions de sécurité			1385
Evaluation			1385
Collaboration entre la gendarmerie et la police dans les communes rurales			1385, 1387
Normes minimales en matière d'encadrement policier			1385, 1386
Modulation en ce qui concerne la subvention			1386
Accompagnement d'activités d'intérêt général			1386
Expulsion d'une femme zairoise vers le Zaïre (Question orale de M. Pataer)			1448
Inscription des ressortissants européens sur les listes électorales lors des prochaines élections européennes (Question orale de M. Dufour)			1449
Modification de la nouvelle loi communale en vue de renforcer la démocratie communale; Revalorisation du rôle du conseil communal et de ses membres			1506-1508
Modification des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 (Plusieurs modifications)			1516-1517
Modification de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen et exécution de la directive du Conseil des C.E. n° 93/109/C.E. du 6 décembre 1993			1521
Femmes dans la police (Interpellation de Mme Van Cleuvenbergen)			1528-1529
Mesures prises récemment par le Gouvernement concernant la répartition des demandeurs d'asile entre toutes les communes (Interpellation de M. Vermeiren)			1531-1533
Délivrance des listes électorales pour les élections autres que législatives (Question orale de M. Desmedt)			1552
Congrès des Kurdes à Saint-Josse-ten-Noode (Bruxelles) (Question orale de M. de Donnée)			1553
Conférence internationale sur le Kurdistan projetée pour les 12 et 13 mars 1994 à l'hôtel Sheraton à Bruxelles (Question orale de M. Maertens)			1553
Droits politiques des Kurdes en Turquie (Question orale de M. Maertens)			1554
Publication par A.R. de la reconnaissance comme zones sinistrées des communes frappées par les inondations de décembre 1993 (Question orale de M. Didden)			1612 1614
Organisation du vote automatisé			1804
Publicité de l'administration;			1805
Publicité des documents administratifs Discussion des articles			
Télétravail dans la fonction publique (Interpellation de M. Deworme)			1812-1813
Intervention de la police communale de Gand le 11 mars 1994 contre des manifestants non violents (Interpellation de M. Maertens)			1815-1816
Engagement partisan du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides (Question orale de M. Pataer)			1826
Proposition permettant aux sikhs, séjournant de façon illégale ou non en Belgique, de retourner dans leur pays (Question orale de M. de Seny)			1885-1886
Sur l'ordre des travaux (Projets et propositions sur l'élection du Parlement européen et sur les dépenses électorales)			1905
Création d'un registre d'attente pour les étrangers qui se déclarent réfugiés ou qui demandent la reconnaissance de la qualité de réfugié			1946-1947
Obligations minimales de sécurité de la police communale (Question orale de M. Matthijs)			1971
Urgence d'une action visant le contrôle des forces armées en présence au Burundi (Question orale de M. Baise)			1971-1972

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N ^o	Pages
Tobback (suite)			
Information de la population belge dans le cadre de l'enquête sur la demande d'autorisation d'exploitation des nouvelles centrales nucléaires de Chooz (Question orale de Mme Dardenne)			1972
Voyage du Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères en Roumanie lorsqu'a éclaté la crise rwandaise (Question orale de M. Verreycken)			1973
Financement d'une école à Buenos Aires sur les deniers de la coopération belge au développement (Question orale de Mme Maes)			1974
Octroi de subventions par les pouvoirs publics à une école de l'Opus Dei en Argentine (Question orale de M. Seuws)			1974
Organisation de patrouilles de citoyens en accord avec la police à Dadizele (Question orale de M. Pataer)			2076
Suspension des délibérations de conseils communaux relatives aux prestations supplémentaires du personnel de police (Question orale de M. Eeman)			2077
Nombre d'emplois d'agents de police et projet d'étude sur la collaboration intercommunale (Question orale de M. Truyen)			2078
Dégâts occasionnés à des maisons par des appareils survolant l'aéroport d'Ostende (Question orale de M. Maertens)			2079-2080
Compétences et responsabilités relatives à l'heure de fermeture obligatoire et facultative des débits de boissons, dancings et établissements connexes (Interpellation de M. Van Hooland)			2092-2093
Manque d'information immédiate en cas de problèmes de circulation et absence relative de la gendarmerie sur les routes E et les voies express, en dépit du fléau que représentent les accidents du week-end (Question orale de M. Van Hooland)			2124-2125
Présence de membres de militaires rwandais « interahamwé » sur le territoire belge (Question orale de M. Bougard)			2126
Création à Herstal d'un centre fermé pour étrangers en séjour illégal en Belgique (Question orale de M. Foret)			2127
Mesures visant à maintenir l'ordre le 20 juin 1994 à Krombeke à l'occasion des courses équestres prévues sur la voie publique (Question orale de M. Cuyvers)			2227
Attitude diplomatique à l'égard de la Chine, compte tenu notamment du problème tibétain (Question orale de M. Verreycken)			2228
Difficultés politiques rencontrées par un projet d'aide aux jeunes diplômés (Question orale de M. Hatry)			2229
Manque de concertation concernant la mise en place du Comité Benelux des sages (Question orale de M. Suykerbuyk)			2229-2230
Délivrance de visas à des réfugiés rwandais (Question orale de M. Bougard)			2230
Compétence, responsabilité, généralisation et organisation permanente de contrôles renforcés cibles de la circulation dans le cadre du projet « W.O.D.C.A. » (Question orale de M. Van Hooland)			2231
Concertation prévue sur la nouvelle situation des travailleurs frontaliers aux Pays-Bas (Question orale de Mme Van Cleuvenbergen)			2231-2232 2258
Sang et dérivés du sang d'origine humaine Position du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique quant à la nécessité de créer de nouveaux services d'incendie dans les communes (Interpellation de M. Suykerbuyk)			2277-2278-2279
Demandeurs d'asile cubains à l'ambassade belge à La Havane (Question orale de M. De Croo)			2372
Restrictions imposées aux déplacements de fonctionnaires fédéraux à l'intérieur de l'Union européenne (Question orale de M. Swinnen)			2373-2374
Nouvelles demandes introduites par des candidats réfugiés non reconnus (Question orale de M. Anthuenis)			2374
Mesures de police concernant le rallye de 24 heures à Ypres (Question orale de M. Maertens)			2375-2376
Vote électronique dans une série de communes bruxelloises (Question orale de Mme Creyf)			2376
Limitation et contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux et communaux et pour l'élection directe des conseils de l'aide sociale Discussion des articles			2425-2426, 2427 2431, 2438
Modification de la loi provinciale, de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales, des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962, ainsi que la nouvelle loi communale (Implications de la scission de la province de Brabant) Discussion des articles			2440-2441 2441

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Tobback (suite)			
Augmentation immédiate de la sécurité routière et réduction efficace et accélérée du nombre des victimes de la route au moyen de contrôles plus nombreux et généralisés de la circulation par la gendarmerie et nécessité d'un projet consistant à attaquer de front les accidents de roulage par des contrôles (Interpellation de M. Van Hooland)			2448-2449
Mise en œuvre par la Belgique de la Convention relative aux droits de l'enfant (Question orale de M. Anthuenis)			2453-2454
Attribution de la gestion technique des opérations de vote électronique à Liège (Question orale de M. Verreycken)			2354-2455
Voyages à l'étranger avec des enfants mineurs d'âge (Question orale de M. Erdman)			2457
Réforme éventuelle de la réadaptation fonctionnelle des enfants présentant des troubles d'apprentissage (I.N.A.M.I.) (Question orale de Mme Creyf)			2458
Modification du titre I ^{er} , chapitre I ^{er} , section 7, sous-section 2, de la nouvelle loi communale, en ce qui concerne le statut pécuniaire du secrétaire communal (Adaptation du statut pécuniaire) Discussion des articles			2553
Modification de certaines dispositions relatives à la gendarmerie et au statut de son personnel (Démilitarisation: modification des lois du 2 décembre 1957, 27 décembre 1973 et 11 juillet 1978)			2554
Inscription d'habitants au registre de la population, envoi d'un commissaire du Gouvernement et législation y afférente (Question orale de M. Truyen)			2685-2686
Suppression des agences B cargo de Luxembourg et d'Arlon (Question orale de M. Deworme)			2687
Déclarations du bourgmestre de Bruxelles concernant les rixes qui ont éclatées après le match de football Belgique-Maroc (<i>Vlaams Blok</i>) (Question orale de M. Van Wallegghem)			2687
Attitude de la S.N.C.B. devant les investissements effectués par les producteurs de traverses en bois (Question orale de M. Bock)			2688
Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (Question orale de Mme Dardenne)			2689
Auto-écoles pirates (Question orale de M. Monfils)			2689-2690
Instauration de la responsabilité financière des mutualités (Question orale de M. Lenssens)			2690
Collaboration éventuelle de la Sabena et de Swissair (Question orale de M. Geens)			2691-2692
Introduction de la nouvelle comptabilité communale et problèmes que cela pose aux communes (Question orale de M. Vermeiren)			2692-2693
Exercice des fonctions de bourgmestre par M. Happart à Fourons (Question orale de M. De Roo)			2755-2756
Mesures à prendre contre le carroussel à Fourons (Question orale de M. Loones)			2755-2756
Attitude du Gouvernement belge face à l'évolution de la situation au Rwanda (Question orale de M. Desmedt)			2756-2757
Attitude de la Belgique à l'égard du Rwanda (Question orale de Mme Verhoeven)			2756-2757
Nécessité de mettre en œuvre d'urgence un plan d'action de la concentration de base de l'ozone et des précurseurs de l'ozone (Question orale de M. Cuyvers)			2757
Application de la loi du 20 mai 1987 relative à l'abandon d'enfants mineurs (Adoption) (Question orale de M. Maertens)			2758
Truyen, sénateur provincial de Limbourg (depuis le 10 février 1994)			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			1176-1177
Dispositions sociales			
Echec de la concertation entre partenaires sociaux			1261
Manque d'un débat sur le fond			1261
Equilibre financier de la sécurité sociale			1261
Financement des allocations familiales			1262
Lutte contre le travail au noir			1262
Mesures en matière de pensions			1262
Transferts Nord-Sud de la sécurité sociale			1262
Fédéralisation de la sécurité sociale			1262

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Truyen (suite)			
Nombre d'emplois d'agents de police et projet d'étude sur la collaboration intercommunale Question orale			2077-2078
Compétences restant au Gouvernement fédéral en ce qui concerne le contrat d'avenir pour le Limbourg, à savoir la politique ferroviaire, la déconcentration des services publics nationaux et la situation des travailleurs frontaliers Interpellation			2170-2171, 2172
Inscription d'habitants au registre de la population, envoi d'un commissaire du Gouvernement et législation y afférente Question orale			2685
Dissolution du Fonds national de garantie pour dégâts houillers			2703
Tyberghien-Vandenbussche (Mme), sénatrice de l'arrondissement de Furnes-Dixmude-Ostende, secrétaire du Sénat			
Réélue secrétaire du Sénat			6
Insertion dans le Règlement du Sénat d'un article 62ter instituant un Comité d'avis pour l'émancipation de la femme Rapport	16051	501-2	1957-1958
Fixation pour l'année 1994 du contingent de l'armée Rapport	16435	911-2	
Promotion d'une répartition équilibrée des hommes et des femmes sur les listes de candidatures aux élections Rapport	16569	1053-2	2031-2032
Inondations dans la vallée de l'Yser et politique agricole Dépôt de dossiers de sinistres pour les communes touchées par les inondations de décembre 1993 (Frais encourus par les services d'aide) Question orale			896, 898-899
Mise en œuvre des forces armées, mise en condition, ainsi que périodes et positions dans lesquelles le militaire peut se trouver; Statuts du personnel militaire; Statut des militaires court terme; Droits pécuniaires des militaires			1004-1005 1685-1686
U			
Ulburghs, sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik			
Doyen d'âge, ouvre la session ordinaire 1993-1994 Dissolution du Fonds national de garantie pour dégâts houillers Amendements Justification de vote	16568	1052-3	5 2702-2703 2729
Communication du Gouvernement (Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale) Crise de société Encouragement de l'emploi Secteurs où peuvent être créés des emplois utiles Projets d'embauche sociale Rôle des syndicats			307 307 307 308 308
Logement de sikhs dans les locaux vides de l'ancienne base aérienne de Saint-Trond Interpellation			349, 351-352
Demande du Gouvernement burundais relative à l'intervention de troupes étrangères Interpellation			394-395, 398
Situation linguistique dans les institutions européennes (Eurocorps — Bureau international des marques) Justification de vote			405 445
Budget général des Dépenses Section: Coopération au développement Aide publique au développement Politique Droits de l'homme Rôle que pourrait jouer l'armée belge pour la coopération au développement Bourses d'étude			585, 586 586, 588-589 586 586, 589 589

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Ulburghs (suite)			
Loi-programme			
Section: Coopération au développement			
Aide publique au développement			623
O.N.G.			623
Afrique			623
Suppression du Fonds de la coopération au développement			623
Politique en matière de coopération			623, 624
Relation entre les crédits de la Coopération et de la Défense nationale			623
Régionalisation de la coopération			623
Emeutes qui ont opposé Kurdes et Turcs à Saint-Josse-ten-Noode et Schaerbeek;			
Emeutes qui ont opposé Turcs et Kurdes à Bruxelles;			
Participation des services de sécurité turcs dans les incidents survenus entre Kurdes et Turcs dans certaines communes bruxelloises les 2 et 3 janvier 1994			886
Position de la Belgique concernant Cuba			940
Situation pénible des réfugiés politiques à Saint-Trond			
Interpellation			1032-1033, 1034
Protocole relatif à l'horticulture (Travail saisonnier — Mise au travail de réfugiés)			
Interpellation			1034-1035, 1037
Politique en matière de réfugiés			1069
Assouplissement et accélération de la procédure de naturalisation			
Interpellation			1435-1436, 1438
Retour du Président élu Aristide et position de la Belgique par rapport à celle des Etats-Unis (Haïti)			
Interpellation			1539-1540, 1541
Crise au Rwanda et avenir des relations de la Belgique avec ce pays;			
Relations futures avec le Rwanda d'une part, et politique africaine de la Belgique, d'autre part;			
Leçons à tirer du drame rwandais et bourbier bosniaque pour l'avenir des forces de la paix de la Communauté internationale;			
Notre participation aux opérations de paix de l'O.N.U. après les récents événements au Rwanda			1925-1926
Gestion des mutualités			
Question orale			2081
Urbain, Ministre du Commerce extérieur et Ministre des Affaires européennes, adjoint au Ministre des Affaires étrangères			
Régionalisation des attachés commerciaux (Question orale de M. de Donnée)			127
Production-vente et exportation de mines antipersonnel (Question orale de Mme Dardenne)			219-220
Prise de décision en matière de politique étrangère et européenne et en matière de commerce extérieur suite à la régionalisation (Interpellation de M. Dierickx)			353-354
Budget général des Dépenses			
Section: Commerce extérieur			
Information statistique et quantitative sur le commerce extérieur			540
Position de la Belgique et de la Présidence belge du Conseil de la C.E. face à la signature des accords du G.A.T.T. (Interpellation de Mme Dardenne)			654-655
Mesures d'économie à la S.N.C.B. (Question orale de M. Appeltans)			683, 684
Raisons pour lesquelles le Président Clinton a renoncé à s'adresser au Parlement européen à Bruxelles lors de son prochain passage en Europe (Question orale de M. de Donnée)			685
Entrée en vigueur des Accords de Schengen (Question orale de M. Suykerbuyk)			880
Soutien apporté à l'industrie textile portugaise par l'Union européenne dans le cadre de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (G.A.T.T.) (Interpellation de M. De Roo)			1793-1794
Suppression de l'Office belge du commerce extérieur (Question orale de M. Verreycken)			1821
Difficultés que rencontre le commerce extérieur belge auprès de ses clients de l'Union européenne et rôle du Ducroire dans l'évolution du commerce extérieur vers les pays plus lointains (Interpellation de Mme Mayence-Goossens)			1988-1990

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Urbain (suite)			
Derniers développements au sein de l'Union européenne concernant le règlement sur les importations de bananes et défense des intérêts belges en la matière (Pays A.C.P. — G.A.T.T.) (Interpellation de M. Hatry)			1992-1993
Appel d'entreprises flamandes par la Wallonie au moyen de subventions européennes (Question orale de M. Verreycken)			2371-2372
Règlement européen relatif aux importations de bananes (Question orale de M. Hatry) Voir: M. Bourgeois			
V			
Vaes, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles, secrétaire du Sénat			
Réélu secrétaire du Sénat			6
Protection de la vie privée contre les écoutes, la prise de connaissance et l'enregistrement de communications et de télécommunications privées			2180-2182, 2184, 2185
Amendement (Utilisation d'hormones et déchets toxiques)	16375	843-3	
Amendement (Écoutes téléphoniques: mise au courant de la personne concernée et droit à la consultation du contenu des écoutes)		843-4	
Discussion des articles			2190
Justification de vote			2234
Dispositions sociales (Volet social du plan global de crise)			
Amendement (Indemnisation des usagers faibles de la route)	16501	980-18	
Section: Justice			
Responsabilité objective en cas d'accident de la circulation			1358-1360
Rapports de force inégaux entre usagers de la route			1358
Assurance des cyclistes			1358
Economie budgétaire dans le chef de l'Inami			1359
Pourcentage de piétons ou cyclistes considérés comme fautifs			1359
Insertion des cyclistes dans la circulation			1359
Notion de « faute inexcusable »			1359, 1363
Garantie d'une indemnisation rapide et complète de la victime			1359-1360
Réduction du contentieux judiciaire			1365
Discussion des articles			1366
Modification de l'article 62bis du Règlement du Sénat (Comité d'avis chargé des questions européennes: propositions de résolution)			
Rapport	16512	993-2	
Communication du Gouvernement (Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale)			
Fiscalité sur les revenus immobiliers			303-304
Augmentation du revenu cadastral. — Risque d'inéquité			303-304
Effets sur la politique des loyers			304
Politique de bas loyer			304
Nécessité d'une nouvelle péréquation cadastrale			304
Majoration du revenu cadastral des résidences secondaires			304
Sauvegarde de la compétitivité			304-305
Financement de la recherche scientifique			304-305
Remise en cause du système de financement des Régions et des Communautés			305
Taxation des sociétés patrimoniales			305
Taxation des apports en société			305
Contribution des pouvoirs publics à l'augmentation de l'emploi			305
Plan d'entreprise. — Représentation syndicale dans les P.M.E.			305
Liens entre le plan global, la lutte contre l'exclusion et la politique du logement			
Interpellation			1579-1582, 1584-1585
Modification de l'article 931 du Code judiciaire et des dispositions relatives aux procédures du divorce			2324
Justification de vote			2393
Modification de et complément aux dispositions du Code civil relatives à la copropriété			2351-2353, 2354
Discussion des articles			2362
Droit d'auteur et droits voisins;			
Droit de suite			2642-2643

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Valkeniers, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles			
Respect des droits de l'homme et nécessité d'une démocratisation au Viêt-nam Proposition de résolution	16390	859-1	
Insertion de la demande de séjour exceptionnel sur le territoire dans la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Demandeurs d'asile) Proposition de loi	16421	893-1	
Désignation de nouveaux consuls à la lumière de la récente réforme de l'Etat Proposition de résolution	16472	947-1	
Dispositions sociales (Volet social du plan global de crise) Amendement (Agences locales pour l'emploi)	16501	980-7	
Amendement (Régime fiscal des revenus immobiliers — Affectation des recettes)		980-10	
Amendements (Prépension — Retenue sur pension)		980-14	
Amendement (Comité de gestion de la sécurité sociale)		980-17	
Critique du système des lois-programmes			1278
Agences locales pour l'emploi			1278
Responsabilité des partenaires sociaux			1278
Réparation des dommages résultant d'accidents du travail			1278
Transferts Nord-Sud de la sécurité sociale			1279
Recours à des études élaborées par des privés ou des universités			1279
Financement de la sécurité sociale par de nouveaux impôts			1279-1280
Assurance-autonomie			1280
Mesures fiscales contenues dans le projet			1280
Retenue sur les grosses pensions			1281
Gestion globale de la sécurité sociale			1281
Alternatives à la sécurité sociale proposées par le V.L.D.			1281, 1303
Assurance professionnelle			1281-1282
Assurance-santé			1282
Assurance populaire			1282
Section: Affaires sociales			
Echelonnement et rôle du généraliste			1291
Dossier médical			1292
Discussion des articles			1305
Ne fera plus partie du groupe V.U. du Sénat mais siègera dorénavant comme membre indépendant			64
Absence de respect des droits de l'homme au Viêt-nam Interpellation			82, 83-84
Application à partir de 1995 des directives européennes relatives à la formation professionnelle spécifique des étudiants en médecine Question orale			119-120
Communication du Gouvernement (Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale)			
Rôle joué par les syndicats dans la politique de l'emploi			313-314
Encouragement de l'emploi			314
Instauration d'une vignette autoroutière pour les entreprises de transport			314
Redistribution du travail			314
Climat économique favorable aux P.M.E.			314
Santé publique			314-315
Correction des honoraires du personnel médical au moyen de mécanismes automatisés			314
Rémunération forfaitaire des médecins			314
Intégration de prestations techniques dans les honoraires			314
<i>Numerus clausus</i>			315
Evaluation du système du tiers payant dans le secteur ambulatoire			315
Regroupement d'hôpitaux			315
Ce qu'il est convenu d'appeler l'inscription obligatoire chez un généraliste Interpellation			370-371, 372-373, 374
Retards apportés à la mise en œuvre du projet instaurant un <i>numerus clausus</i> pour les étudiants en médecine Interpellation			374-376, 377
Application à partir de 1995 des directives européennes relatives à la formation professionnelle spécifique des étudiants en médecine Interpellation			377-378, 379
Proteste contre le fait que le Ministre Anselme prévient tardivement qu'il ne pourra répondre à ses interpellations Motion d'ordre			473
Projets visant à augmenter le nombre minimal de lits par hôpital de 150 à 250 Interpellation			770-771, 772-773
Absence de mesures visant à mettre fin aux transferts injustifiés dans la sécurité sociale Interpellation			773-774, 775

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Valkeniers (suite)			
Révision projetée de la loi sur les hôpitaux Interpellation			775-777, 778
Absence de remboursement des honoraires dépassant le budget prévu (Biologie clinique) Interpellation			890, 891
Déclarations récentes du Premier Ministre à propos des transferts du Nord vers le Sud dans le cadre de la sécurité sociale, faites à l'occasion du dernier remaniement ministériel Interpellation			1168-1170, 1171, 1172-1173
Médecins titulaires de diplômes qui ne sont pas reconnus comme équivalents en Belgique Question orale			1181, 1182
Mesures visant à un meilleur remboursement des soins palliatifs par l'Inami			1596-1597
Percée de la démocratie en Afrique du Sud Justification de vote			2502-2504 2515
Modification de l'A.R. n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, en vue de la réglementation de l'exercice de la kinésithérapie (Doc. n° 944, n° 426 et n° 541);			
Attribution d'un statut professionnel aux kinésithérapeutes			2606-2607
Code à barres sur les ordonnances Interpellation			2617-2618, 2620
Substitution aux médicaments prescrits Interpellation			2621, 2622-2623
Van Aperen, sénateur de l'arrondissement de Malines-Turnhout			
Vote des Belges domiciliés à l'étranger Rapport	15858	279-2	1810
Remboursements de la T.V.A. Question orale			119
Le tracé de la ligne du T.G.V. le long de l'E 19 (Anvers-frontière avec les Pays-Bas) Question orale			206, 207
Déménagement et automatisation du service de l'immatriculation des véhicules Question orale			362
Rétributions pour délivrance de cartes d'ambulant aux étrangers Question orale			1002
Paiement d'une intervention financière à des entreprises frappées par une catastrophe naturelle Question orale			1550-1551
Publicité de l'administration; Publicité des documents administratifs			1803-1804
Primes pour certaines cultures arables ou les bovins (Réforme de la P.A.C. — Mention de l'organisation agricole) Question orale			1975
Modification de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés en vue d'accélérer l'examen des dossiers;			
Modification de l'article 9 de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés (Visite médicale: délai)			2463-2464
Suspension éventuelle de chômeurs qui exécutent des tâches à l'intervention d'une agence locale pour l'emploi Question orale			2693
Van Belle, sénateur provincial de Flandre orientale			
Droit d'auteur et droits voisins Amendement	15726	145-15	
Justification de vote			2723
Tribunaux de police (Accidents de la circulation) Rapport	15791	209-2	2290-2292
Modification de et complément aux dispositions du Code civil relatives à la copropriété			2345-2346
Amendement	16250	712-14	
Amendement		712-15	
Amendement		712-16	
Amendement		712-17	
Amendement		712-18	
Amendements		712-19	
Amendement		712-20	
Amendement		712-21	
Amendement		712-22	
Discussion des articles			2355, 2362, 2364
Justification de vote			2394

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Van Belle (suite)			
Modification de l'article 53 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (Droit réduit à 6 p.c. pour la vente d'habitations) Proposition de loi	16407	877-1	
Modification de l'article 931 du Code judiciaire et des dispositions relatives aux procédures du divorce Amendement	16426	898-4	2319-2320
Droit de visite des grands-parents Proposition de loi	16496	975-1	
Révision de l'article 104 de la Constitution (Secrétaires d'Etat) Proposition de déclaration	16549	1033-1	
Initiatives concernant les P.M.E. qui s'inscrivent dans le cadre de la Présidence belge de la C.E. Interpellation			172-173, 175, 176
Communication du Gouvernement (Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale)			
Maintien de la stabilité sociale			281
Nécessité d'une vision fiscale bien définie			281
Plan de crise, partie du Livre blanc européen			281-282
Mesures qui menacent les activités liées à la construction			282
Augmentation du revenu cadastral des secondes résidences			282
Taxation des sociétés patrimoniales			282
Impôts déguisés sur le patrimoine			282-283
Augmentation du précompte mobilier			283
Résultats des efforts déployés pour lutter contre le hooliganisme lors des matchs de football et de la pratique d'autres sports Question orale			464
Modification de la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie			951, 952
Façon dont les services belges de sécurité sont préparés à une augmentation éventuelle des activités terroristes à Bruxelles Question orale			1005
Dispositions sociales Section: Justice			
Responsabilité objective en cas d'accident de la circulation			1355
Economie budgétaire dans le chef de l'Inami			1355
Augmentation de la prime d'assurance automobile			1355
Responsabilité civile			1356
Etat d'avancement de l'étude sur les formules appropriées de renforcement de la protection sociale des personnes âgées qui deviennent dépendantes Question orale			1608-1609
Déclarations que le Ministre de la Défense nationale a faites à l'occasion de son voyage au Rwanda Interpellation			1761-1762, 1766
Problèmes du tour de rôle et de la tarification minimale dans la navigation intérieure Interpellation			1849, 1850-1851
Relations futures avec le Rwanda d'une part, et politique africaine de la Belgique, d'autre part Interpellation			1917-1919, 1931
Proposition du Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice de correctionnaliser les délits de presse Question orale			2133
Transposition et exécution du droit des C.E. dans l'ordre juridique interne			2419-2420
Droit d'auteur et droits voisins; Droit de suite			2638-2639
Van Cleuvenbergen (Mme), sénatrice cooptée			
Budget général des Dépenses pour l'année 1994 Rapport (Emploi et Travail)	16409	881-14	
Naturalisations Rapport	16436	973-2	
Logement de sikhs dans les locaux vides de l'ancienne base aérienne de Saint-Trond			349-350
Distribution de plasma amélioré Question orale			361
Budget général des Dépenses Section: Emploi et Travail			
Aperçu du rapport de la commission			531
Section: Justice			
Rénovation des bâtiments judiciaires de Tongres			554

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Van Cleuvenbergen (Mme) (suite)			
Position de la Belgique concernant Cuba			938-940, 941
Interpellation			
Evaluation de la politique de coopération au développement en fonction du respect des droits de l'homme			946-947
Certaines dispositions relatives à la santé publique (Substances soporifiques et stupéfiants — Conseil national de l'art infirmier — Modification de la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente)			970-972
Liaison ferroviaire Anvers-Liège			
Question orale			1004
Situation pénible des réfugiés politiques à Saint-Trond			1033
Recrutement de personnel supplémentaire au Ministère des Finances			
Question orale			1180-1181
Dispositions sociales			
Section: Emploi et Travail			
Agences locales pour l'emploi			1325
Encadrement			1325
Composition des a.s.b.l.			1325, 1326
Caractère obligatoire			1325
Fonctionnement			1326
Chômeurs indemnisés de longue durée			1326
Entrée volontaire de jeunes			1326
Lutte contre le travail au noir			1326
Activités autorisées			1326-1327
Secteur fruitier			1327
Travailleurs frontaliers belges aux Pays-Bas			
Question orale			1441
Femmes dans la police			
Interpellation			1526-1528, 1529
Réforme des agences locales pour l'emploi, dissensions apparues à ce sujet au sein de la majorité et modifications demandées par certains partis;			
Réforme des agences locales pour l'emploi			2071-2072
Inégalité des droits des femmes par rapport au travail de nuit dans le secteur des fabrications métalliques			
Question orale			2083
Aide médicale urgente			
Interpellation			2112-2113, 2115
Concertation prévue sur la nouvelle situation des travailleurs frontaliers aux Pays-Bas			
Question orale			2231, 2232
Rénovation des bâtiments du Palais de justice de Tongres			
Interpellation			2405-2406, 2407
Politique générale de l'emploi			2738
Vancrombruggen, sénateur coopté			
Modification de la limite entre la ville de Huy et la commune de Modave			
Rapport	16283	747-2	
Modification de la limite entre les communes de Flémalle et de Saint-Georges-sur-Meuse			
Rapport	16284	748-2	
Budget des Voies et Moyens de l'année 1994;			
Budget général des Dépenses de l'année 1994			
Sections: Finances — Dette publique — Dispositions générales — Services de l'Etat à gestion séparée — Section particulière			
Compétitivité			507
Emploi			507
Lutte contre la fraude fiscale			507-508
Arriéré en matière de contributions directes et de T.V.A.			508
Meilleure maîtrise des dépenses publiques en Belgique			1165-1166
Situation budgétaire de la S.N.C.B.			
Question orale			1445
Exécution du plan global en matière de fiscalité			
Assainissement financier de la sécurité sociale			1643
Fiscalité immobilière			1643
Abaissement du précompte mobilier sur certains dividendes			1643
Fraude fiscale			1643
Agences locales pour l'emploi			1643
Réduction d'impôt			1643-1644
Modification de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat (Ecotaxes)			1866-1867

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Vancrombruggen (suite)			
Modification de l'article 30, alinéa 2, de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen et complément à la loi du 11 avril 1994 modifiant la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen et portant exécution de la directive du Conseil C.E. n° 93/109/C.E. du 6 décembre 1993 (Un électeur séjournant temporairement à l'étranger peut mandater un autre électeur) Rapport oral Fraude fiscale			1979-1980 2247-2248
Vandenberghé, sénateur coopté			
Proposition du Gouvernement fédéral portant application de l'article 132 de la Constitution (Coordination et restructuration de la Constitution) Rapport	15587	100-46/6°	1041-1042
Révision du titre VIII de la Constitution, en vue de le compléter par l'insertion d'une disposition finale permettant aux Chambres constituantes d'adapter la numérotation des articles de la Constitution ainsi que les subdivisions de celle-ci en titres, chapitres et sections, et de modifier la terminologie des dispositions non soumises à révision pour les mettre en concordance avec la terminologie des nouvelles dispositions (Révision du Titre VIII par la réinsertion de l'article 132) Rapport	15587	100-46/8°	
Révision de l'article 24, en vue d'étendre l'exception qui y est prévue à l'égard des Ministres, aux membres des Exécutifs (Système spécifique de poursuite) Rapport	15520	100-51/2°	415
Modification de et complément aux dispositions du Code civil relatives à la copropriété Rapport	16250	712-2	2341-2345
Poursuites à charge d'un membre du Sénat Rapport	—	959	
Modification de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage (Nomination des greffiers) Rapport	16596	1082-2	
Modification de la loi du 6 janvier 1989 relative aux traitements et pensions des juges, des référendaires et des greffiers de la Cour d'arbitrage (Statut pécuniaire des greffiers) Rapport	16597	1083-2	
Modification de l'article 52 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel (Entrée en vigueur) Rapport	16637	1125-2	2672-2673
Poursuites à charge d'un sénateur Rapport	—	1165	
Poursuites à charge d'un sénateur Rapport	—	1166	
Situation à la prison auxiliaire de Louvain (Surpopulation) Question orale			204
Budget général des Dépenses Section: Justice Perte de crédibilité de la Justice. — Crise de la Justice Protection juridique offerte par la Cour de justice de Luxembourg et la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg Revalorisation de la fonction du juge Augmentation du budget de la Justice Situation difficile que connaît le tribunal de première instance de Bruxelles			549, 550 549 549-550 550 550
Loi-programme Section: Justice Allongement des délais de prescription de l'action publique relative à certaines infractions			616-618
Révision du Titre II de la Constitution, en vue d'insérer des dispositions nouvelles permettant d'assurer la protection des droits et libertés garantis par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales;			
Révision du Titre II de la Constitution en vue d'y insérer un article 24 ^{quater} relatif au respect de la vie privée;			
Révision du Titre II de la Constitution par l'insertion d'un article 24 ^{quater} relatif au droit au respect de la vie privée et familiale			672-674
Modification de la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie			952-953
Insertion d'un article 1412 ^{bis} dans le Code judiciaire (Saisie sur des biens du domaine public ou privé)			1159-1160, 1161
Application aux juges suppléants de la loi du 18 juillet 1991 modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats Question orale			1180

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N ^o	Pages
Vandenberghé (suite)			
Dispositions sociales			
Section: Justice			
Responsabilité objective en cas d'accident de la circulation			1356-1357
Réalizations dans les autres pays de l'Union européenne			1356-1357
Age de la victime			1357
Notion de « faute inexcusable »			1357
Interdiction de saisie ou de compensation par l'assureur			1357
Exclusion des passagers			1357
Responsabilité et système bonus-malus			1357
Protection de la vie privée contre les écoutes, la prise de connaissance et l'enregistrement de communications et de télécommunications privées			2178-2180
Justification de vote			2234
Application de la loi relative à la formation et au recrutement des magistrats			
Question orale			2400
Signature et ratification des protocoles additionnels à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales			
Interpellation			2517-2518
Conditions de travail dans les tribunaux			2678
Vandenhauté, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles			
Naturalisations			
Rapport	16436	973-2	
Publicité de l'administration			
Amendement	16517	999-3	
Amendements		999-4	
Amendement		999-5	
Amendement		999-6	
Amendement		999-7	
Justification de vote			1846
Naturalisations			
Rapport	16505	1013-2	
Naturalisations			
Rapport	16607	1115-2	
Modification de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, du Code électoral, de la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les Ministres, anciens Ministres et Ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives, de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen, de la loi du 31 décembre 1983 de Réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone et de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales			677 758
Justification de vote			
Statut de « personne déplacée » acquis par les ressortissants de l'ex-république de Yougoslavie			910-911, 912
Interpellation			
Van den Poel-Welkenhuysen (Mme), sénatrice provinciale de Limbourg, secrétaire du Sénat			
Aide apportée aux villages roumains adoptés ainsi qu'à d'autres régions et mise à leur disposition de matériel et d'équipements militaires excédentaires			
Rapport	16307	774-2	
Modification de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen (Remplacement de l'obligation de vote par le droit de vote — Neutralisation du vote en tête de liste — Réforme du système de la suppléance)			
Proposition de loi	16540	1024-1	
Elue secrétaire du Sénat			2766
Van der Wildt (Mme), sénatrice provinciale d'Anvers			
Modification de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur (Articles 52 et 53: soldes)			
Rapport	16210	671-2	95-96, 98
Modification des articles 52, 53 et 68 de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur			
Rapport	16393	862-2	95-96, 98

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Van der Wildt (Mme) (suite)			
Budget général des Dépenses pour l'année 1994 Rapport (Santé publique et Environnement) Section: Prévoyance sociale Politique des handicapés	16409	881-16	534-535
Modification de la procédure d'octroi de facilités de paiement en matière de crédit à la consommation Proposition de loi	16638	1126-1	
Modification de l'article 28 de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation (Intérêt de retard convenu) Proposition de loi	16639	1127-1	
Prévention de l'intoxication par le monoxyde de carbone Question orale			202-203
Promotion d'une répartition équilibrée des hommes et des femmes sur les listes de candidatures aux élections Sur l'ordre des travaux en séance publique			2038-2039 2030
Van Erps, sénateur coopté (depuis le 2 août 1994)			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			2775
Van Hooland, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo			
Modification de la procédure d'élection et de nomination du bourgmestre Proposition de loi	16470	945-1	
Revalorisation de la fonction de président du conseil communal Proposition de loi	16471	946-1	
Modification de la loi électorale communale et instauration du vote panaché Proposition de loi	16629	1117-1	
Sécurité routière et contrôles de vitesse Question orale			29, 30
Modification de la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits (Contrôle des denrées — Directive C.E.)			442
Nombreux accidents d'auto du week-end et mesures à prendre pour endiguer ce fléau qui frappe surtout les jeunes			475
Organisation et management du Ministère des Finances Justification de vote			640-641 755
Enregistrement des épaves de voitures comme moyen de lutte contre les vols d'automobiles Question orale			874-875
Déconcentration de la Division de l'immatriculation des véhicules et lutte contre les vols de voiture Interpellation			1028-1029, 1032
Image de marque de la politique et des hommes politiques au niveau fédéral et mauvaise gestion de l'administration fédérale Interpellation			1060-1061, 1062-1063
Mauvaise gestion du projet « participation de la Belgique à l'exposition universelle de Séville » et insinuations contre de nombreux responsables et collaborateurs Interpellation			1161-1162, 1163
Meilleure maîtrise des dépenses publiques en Belgique Justification de vote			1166-1167 1193
Déclarations récentes du Premier Ministre à propos des transferts du Nord vers le Sud dans le cadre de la sécurité sociale, faites à l'occasion du dernier remaniement ministériel			1170
Privatisation et gestion de Belgacom Interpellation Justification de vote			1196, 1197 1466
Politique de privatisation et maîtrise des dépenses publiques à l'occasion de la privatisation annoncée de Belgacom Interpellation			1199-1200, 1201-1202
Dispositions sociales			
Section: Intérieur Politique de sécurité Conventions de sécurité. — Evaluation			1384 1384, 1387
Collaboration entre la gendarmerie et la police dans les communes Finalité du projet de 3 milliards			1384, 1387 1384, 1387
Péréquation des pensions Question orale			1446

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Van Hooland (suite)			
Modification de la nouvelle loi communale en vue de renforcer la démocratie communale; Revalorisation du rôle du conseil communal et de ses membres Justification de vote			1506, 1508 1562
Statuts du personnel militaire; Statut des militaires court terme; Droits pécuniaires des militaires			1694-1696, 1699, 1700
Mise en œuvre des forces armées, mise en condition, ainsi que périodes et positions dans lesquelles le militaire peut se trouver Justification de vote			1694-1696, 1699, 1700 1842
Loi spéciale instaurant une contribution de responsabilisation à charge de certains employeurs du secteur public (Pensions de retraite — Fonds des pensions de survie — Régions et Communautés)			1894-1895
Modification de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat (Ecotaxes) Justification de vote			1903
Compétences et responsabilités relatives à l'heure de fermeture obligatoire et facultative des débits de boissons, dancings et établissements connexes Interpellation			2090-2091, 2093-2094
Manque d'information immédiate en cas de problèmes de circulation et absence relative de la gendarmerie sur les routes E et les voies express, en dépit du fléau que représentent les accidents du week-end Question orale			2124, 2125
Compétence, responsabilité, généralisation et organisation permanente de contrôles renforcés cibles de la circulation dans le cadre du projet « WODCA » Question orale			2231
Augmentation immédiate de la sécurité routière et réduction efficace et accélérée du nombre des victimes de la route au moyen de contrôles plus nombreux et généralisés de la circulation par la gendarmerie et nécessité d'un projet consistant à attaquer de front les accidents de roulage par des contrôles Interpellation			2447-2448, 2449
Modification de l'A.R. n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, en vue de la réglementation de l'exercice de la kinésithérapie (Doc. n° 944, n° 426 et n° 541); Attribution d'un statut professionnel aux kinésithérapeutes			2607-2608
Vanlerberghe, sénateur de l'arrondissement de Roulers-Tielt			
Budget général des Dépenses pour l'année 1994 Rapport (Classes moyennes)	16409	881-13	
Van Rompaey H., sénateur provincial d'Anvers			
Certificat complémentaire de protection pour les médicaments (Mise en œuvre d'un règlement C.E.) Rapport	16571	1055-2	
Conséquences du coup d'Etat perpétré au Burundi Question orale			120-121-122
Emeutes qui ont opposé Kurdes et Turcs à Saint-Josse-ten-Noode et Schaerbeek; Emeutes qui ont opposé Turcs et Kurdes à Bruxelles; Participation des services de sécurité turcs dans les incidents survenus entre Kurdes et Turcs dans certaines communes bruxelloises les 2 et 3 janvier 1994			885
Impuissance dramatique de l'Union européenne face à la guerre en Bosnie; Initiatives belges en vue de favoriser les chances d'obtenir la paix en Bosnie Représailles exercées par le Gouvernement turc sur des parlementaires kurdes Question orale			1245 1609, 1610
Van Rompaey R., sénateur de l'arrondissement de Malines-Turnhout			
Abrogation de l'article 792, deuxième et troisième alinéas du Code judiciaire, insérés par la loi du 12 janvier 1993, contenant un programme d'urgence pour une société plus solidaire (Dossiers relatifs à des questions de droit social — Procédure: notification du jugement) Rapport	16225	685-2	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Van Rompaey R. (suite)			
Modification de l'A.R. du 31 mai 1933 concernant les déclarations à faire en matière de subventions, indemnités et allocations de toute nature, qui sont, en tout ou en partie, à charge de l'État (Fraude en matière de subventions — C.E.) Rapport	16463	938-2	
Complément à l'article 792 du Code judiciaire (Dossiers relatifs à des questions de droit social — Procédure: notification du jugement) Rapport	16530	1014-2	
Modification de l'article 106 du Code judiciaire (Modification au règlement particulier de la Cour d'appel et à celui de la Cour du travail) Proposition de loi	16588	1073-1	
Van Rompuy, sénateur coopté (jusqu'au 20 juillet 1994), sénateur de l'arrondissement de Bruxelles (depuis le 20 juillet 1994), Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget			
Modification prévue pour ce qui est de l'immatriculation des voitures automobiles et ses conséquences pour le secteur du crédit-bail (Question orale de M. De Croo)			206
Le tracé de la ligne du T.G.V. le long de l'E 19 (Anvers-frontière avec les Pays-Bas) (Question orale de M. Van Aperen)			206-207
Budget des Voies et Moyens de l'année 1994; Budget général des Dépenses de l'année 1994			
Sections: Finances — Dette publique — Dispositions générales — Services de l'Etat à gestion séparée — Section particulière			
Crise économique			516
Politique de relance économique			516
au niveau européen			517-518
Assainissement des finances publiques. — Politique budgétaire			516, 517, 518, 519
Dette publique			518
Politique de l'emploi			516, 518
Réduction du temps de travail			516, 519
Réduction des salaires les plus bas			516, 517
Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale			517, 518, 519, 520
Pression fiscale			517
Fraude fiscale			517, 519
Finances des Communautés et des Régions			517
Politique monétaire			518
Retenue sur allocations familiales			519
Privatisations			519
Fraude sociale			519
Transferts Nord-Sud			519
Réduction des charges sociales			519
Création de fonds budgétaires et modification de la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires			693
Vœux de bonne fin d'année			760
Déficit financier fédéral (Demande inattendue de l'Union européenne — Versement tardif de précomptes professionnels par les Régions et les Communautés) (Question orale de M. Didden)			877-878
Politique de privatisation et maîtrise des dépenses publiques à l'occasion de la privatisation annoncée de Belgacom (Interpellation de M. Van Hooland)			1200-1201
Ajustement du budget des Voies et Moyens de l'année 1994; Troisième ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1994			
Contexte macro-économique. — Croissance économique. — Récession			2577-2578
Evolution du chômage			2578
Politique budgétaire. — Assainissement des finances publiques			2578-2579, 2580
Pression fiscale et parafiscale			2578-2579
Sécurité sociale			2579
Normes de Maastricht			2579
Communautés et Régions			2579
Autonomie fiscale			2579
Sécurité du citoyen. — Crédits			2579-2580
Vœux de fin de session et hommage à M. Wilfried Martens, ancien Premier Ministre			2734
Sénateur élu direct à partir du 20 juillet 1994 en remplacement de M. W. Martens devenu membre du Parlement européen			2766-2767

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N ^o	Pages
Van Thillo, sénateur coopté			
Exécution du plan global en matière de fiscalité			
Abaissement du précompte mobilier sur certains dividendes			1641
Actions AFV			1641
Fraude fiscale			2245
Modification de la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé, ainsi que de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit (C.G.E.R.)			
Justification de vote			2721
Van Walleghem, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles			
Remplacement gratuit des documents officiels soustraits aux victimes de violences			
Proposition de loi	16488	966-1	
Incidents survenus à la suite d'une intervention des pompiers bruxellois			
Question orale			465
Liquidation du Comité supérieur de contrôle (Réorganisation)			
Question orale			878-879
Intervention des services de sécurité américain lors de la visite du Président Clinton à Bruxelles			
Question orale			1076
Déclarations du bourgmestre de Bruxelles concernant les rixes qui ont éclaté après le match de football Belgique-Maroc (<i>Vlaams Blok</i>)			
Question orale			2686-2687
Van Wambeke, sénateur de l'arrondissement d'Audenarde-Alost			
Mise en œuvre des forces armées, mise en condition, ainsi que périodes et positions dans lesquelles le militaire peut se trouver			
Rapport	16452	927-2	1681-1682
Statuts du personnel militaire			
Rapport	16453	928-2	1681-1682
Statut des militaires court terme			
Rapport	16454	929-2	1681-1682
Droits pécuniaires des militaires			
Rapport	16455	930-2	1681-1682
Plan de paix de la C.E. en ex-Yougoslavie			78-79
Sommer de l'O.T.A.N. à Bruxelles et plus particulièrement l'avenir et l'élargissement éventuel de cette organisation			
Interpellation			930-933, 938
Attitude du Gouvernement belge quant au maintien ou non des troupes belges en ex-Yougoslavie suite au retour en Belgique du Général F. Briquemont vu l'ambiguïté de l'O.N.U.			982
Impuissance dramatique de l'Union européenne face à la guerre en Bosnie;			
Initiatives belges en vue de favoriser les chances d'obtenir la paix en Bosnie			1239-1241
Notre participation aux opérations de paix de l'O.N.U. après les récents événements au Rwanda			
Interpellation			1921-1922
Approbation de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, et Protocoles I, II et III, faits à Genève le 10 octobre 1980			
Rapport oral			2496-2497, 2498
Pacte européen de stabilité			
Interpellation			2519, 2521
van Weddingen, sénateur provincial de Brabant			
Modification de la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé, ainsi que du C.I.R. 1992 et du Code des taxes assimilées au timbre (Renonciation à l'agrément par une association agréée par la C.N.C.P. — Fonds de participation) (Caisses agréées par l'I.N.C.A.) (Système de protection des dépôts — C.N.C.P. — Suppression de la garantie de l'Etat) (S.N.C.I.)			
Amendement	16439	914-3	564-565, 566
Amendements		914-4	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
van Weddingen (suite)			
Exécution du plan global en matière de fiscalité (C.I.R. — T.V.A. — Code des taxes assimilées au timbre — Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe — Code des droits de succession — Code des droits de timbre)			
Amendements (C.I.R.: revenus mobiliers, déductibilité de la cotisation spéciale pour la sécurité sociale; pensions et revenus de remplacement)	16520	1002-5	
Amendement (Précompte mobilier sur dividendes)		1002-6	
Amendements (Précompte immobilier — Fonctionnaires du fisc mis à la disposition de l'Office central chargé de la lutte contre la délinquance économique et financière organisée — Mesure générale anti-abus de droit)		1002-7	
Amendements (Droits d'enregistrement: reprise d'un bien immeuble d'une société par un associé; apport d'un bien immeuble en société)		1002-8	
Amendement (Droits d'enregistrement: apport d'un bien immeuble en société)		1002-10	
Amendements (Droits d'enregistrement: apport d'un bien immeuble en société)		1002-11	
Amendements (Droits d'enregistrement: apport d'un bien immeuble en société)		1002-12	
Amendements (Fonctionnaires du fisc mis à la disposition de l'Office central chargé de la lutte contre la délinquance économique et financière)		1002-13	
Fiscalité immobilière			1653-1654, 1660
Abaissement du précompte mobilier sur certains dividendes			1654
Extension de la mesure générale anti-abus de droit			1654
Eaux à loyer: précompte immobilier			1654
Office central chargé de la lutte contre la délinquance économique et financière organisée			1654
Cotisation spéciale pour la sécurité sociale à charge des salariés et des fonctionnaires			1655
Réduction spéciale d'impôts sur les revenus de remplacement. — Décumul			1655
Péréquation cadastrale			1659, 1660
Discussion des articles			1661, 1663, 1664, 1666, 1667, 1668, 1669, 1670, 1671, 1672, 1673, 1674
Communication du Gouvernement (Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale)			
Pression fiscale et parafiscale			290
Fiscalité immobilière			290-292
Augmentation du revenu cadastral			291
Non-imputation du précompte immobilier			291
Taxation des sociétés patrimoniales			291
Evasion fiscale			291-292
Fiscalité mobilière			292
Augmentation du précompte mobilier			292
Augmentation de la taxe boursière sur les Sicav			292
Taxe sur les opérations boursières			292
Diminution du précompte sur les dividendes			292
Régime fiscal des revenus de remplacement			292
Augmentation de la T.V.A. de 19,5 à 20,5 p.c.			292
Loi sur le blanchiment de l'argent. — Levée du secret bancaire			292
Banque de données illégale de l'inspection spéciale des impôts			
Interpellation			1371, 1372
Fraude fiscale			2245-2246
Justification de vote			2397
Dispositions fiscales			
Justification de vote			2720
Verberckmoes, sénateur provincial de Flandre orientale (jusqu'au 4 juillet 1994)			
Budget général des Dépenses			
Section: Agriculture et Classes moyennes			
Accords du G.A.T.T.			584
Section: Politique scientifique			
Manque de personnel aux services provinciaux et nationaux des Archives du Royaume			593, 596
Réformes institutionnelles			593-594
Conseil fédéral de la politique scientifique			594
Eparpillement des crédits			594
Recherche agronomique			594
Charges du passé Education nationale			594
Programme-cadre de l'U.E.			594
Renonce à son mandat			2255

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N ^o	Pages
Verhoeven (Mme), sénatrice provinciale d'Anvers			
Evaluation de la politique de coopération au développement en fonction du respect des droits de l'homme Rapport	16286	750-2	942
Naturalisations Rapport	16277	903-2	
Naturalisations Rapport	16339	904-2	
Naturalisations Rapport	16411	905-2	
Naturalisations Rapport	16436	973-2	
Naturalisations Rapport	16505	1013-2	
Exécution de la deuxième phase du programme du Fonds de survie pour le tiers-monde			1486
Modification de l'article 931 du Code judiciaire et des dispositions relatives aux procédures du divorce			2318
Attitude de la Belgique à l'égard du Rwanda Question orale			2756
Verleyen, sénateur de l'arrondissement de Termonde-Saint-Nicolas			
Complément à l'article 82 de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre (Paiement, par l'assureur, des intérêts et des frais, même au-delà des limites de la garantie) Rapport	16162	620-2	607-609
Modification de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre (Obligations de l'assureur concernant la prise en charge du montant des frais et ses obligations dans le temps, en ce qui concerne les risques industriels, commerciaux et professionnels) Rapport	16239	700-2	607-609
Modification de certaines dispositions de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre Rapport	16354	821-2	607-609
Naturalisations Rapport	16277	903-2	
Naturalisations Rapport	16339	904-2	
Naturalisations Rapport	16411	905-2	
Naturalisations Rapport	16436	973-2	
Naturalisations Rapport	16505	1013-2	
Naturalisations Rapport	16607	1115-2	
Vermassen, sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik			
Travailleurs frontaliers belges aux Pays-Bas Question orale			1440-1441
Lenteur de la distribution du courrier dans le Maasland limbourgeois Question orale			2225-2226
Vermeiren, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles, secrétaire du Sénat			
Réélu secrétaire du Sénat			6
Mise en œuvre des forces armées, mise en condition, ainsi que périodes et positions dans lesquelles le militaire peut se trouver Amendements	16452	927-4	1683-1684, 1699
Justification de vote			1841-1842
Statuts du personnel militaire Amendements	16453	928-4	1683-1684, 1699
Statut des militaires court terme Amendements	16454	929-4	1683-1684, 1699
Droits pécuniaires des militaires Amendements	16455	930-4	1683-1684, 1699
Congés d'urgence pour motifs graves à octroyer aux miliciens des levées 1993 et antérieures Proposition de résolution	16477	952-1	
Justification de vote			2719

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Vermeiren (suite)			
Coopération technique militaire avec le Rwanda dans le cadre de l'accord de paix d'Arusha			
Interpellation			88, 89
Versement de pensions de réparation aux résistants			
Question orale			116, 117
Liaisons aériennes au départ de la Belgique et à destination de celle-ci			
Interpellation			132-133, 134
Communication du Gouvernement (Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale)			
Crédibilité du plan global			285-286, 288
Sauvegarde de la compétitivité			286
Approche sociale			286
Encouragement de l'emploi			286
Suppression de l'exonération fiscale dans le cadre de l'A.R. n° 15 du 9 mars 1982 et les sociétés de reconversion			286-287
Augmentation de la taxe boursière sur les sicav			287
Mesures qui menacent les activités liées à la construction			287
Augmentation du revenu cadastral en cas d'inoccupation			287
Fuite de capitaux			287-288
Emploi des langues au sein de l'Eurocorps			
Interpellation			406, 408
Non-délivrance d'une attestation fiscale pour les versements au profit de l'action « Kom op tegen kanker »			
Question orale			463
Fixation pour l'année 1994 du contingent de l'armée			
Justification de vote			756
Assurances pour les militaires belges engagés dans des opérations de l'O.N.U.			
Interpellation			768-769, 770
Aide apportée aux villages roumains adoptés ainsi qu'à d'autres régions et mise à la disposition de matériel et d'équipements militaires excédentaires			976
Attitude du Gouvernement belge quant au maintien ou non des troupes belges en ex-Yougoslavie suite au retour en Belgique du Général F. Briquemont vu l'ambiguïté de l'O.N.U.			982-983
Contrôle par la douane sur le navire de ravitaillement <i>Zinnia</i> (au service des casques bleus en Somalie)			
Question orale			1183-1184
Mesures prises récemment par le Gouvernement concernant la répartition des demandeurs d'asile entre toutes les communes			
Interpellation			1529-1531, 1533-1534
Mise au point du Compte Rendu analytique du 8 mars 1994			1586
Etat d'avancement de la construction du T.G.V. en Région flamande			
Interpellation			1586-1588, 1594
Construction du T.G.V., gestion de la S.N.C.B. et leurs répercussions sur les transports publics et les moyens financiers y afférents			1590
Introduction de la nouvelle comptabilité communale et problèmes que cela pose aux communes			
Question orale			2692, 2693
Verreycken, sénateur de l'arrondissement d'Anvers			
Sécurité des consommateurs (Transposition d'une directive C.E.E. relative à la sécurité des produits)			
Amendement	16285	749-3	
Votes réservés			
Justification de vote			1009
Amnistie			
Proposition de résolution	16446	921-1	
Sur la prise en considération			998
Octroi de l'amnistie aux victimes de la répression			
Proposition de loi	16503	984-1	
Sur la prise en considération			1439-1440
Insertion d'un article 383bis dans le Code pénal et d'un article 82bis dans la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, en vue de réprimer la production, la diffusion et la possession de représentations pornographiques impliquant des enfants			
Proposition de loi	16511	992-1	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Verreycken (suite)			
Modification de l'A.R. n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'art de guérir, à l'exercice des professions qui s'y rattachent et aux commissions médicales et de l'A.M. du 30 avril 1993 relatif à l'agrément comme médecin généraliste, en ce qui concerne l'application de la législation en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, ainsi que le port du titre de médecin généraliste (Homéopathie)			
Proposition de loi	16514	996-1	
Octroi de la responsabilité civile aux organisations syndicales			
Proposition de loi	16532	1016-1	
Modification de l'A.R. du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services (Enregistrement et agrégation)			
Proposition de loi	16567	1051-1	
Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale			
Justification de vote			35
Fixation de la Liste Civile pour la durée du règne du Roi Albert II, attribution d'une dotation annuelle et viagère à Sa Majesté la Reine Fabiola et attribution d'une dotation annuelle à Son Altesse Royale le Prince Philippe			65-66 73
Problématique des peuples indigènes			154-155
Justification de vote			
Commerce illicite d'animaux			
Question orale			117-118
Association des Communautés à toute concertation sociale susceptible d'hypothéquer leur marge d'action politique			
Interpellation			162-164
Communication du Gouvernement (Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale)			
Scission de la sécurité sociale			258, 259
Assainissement des finances publiques. — Anomalies dans l'appareil de l'Etat			259
Simplification des obligations administratives des P.M.E.			259
Plans d'entreprise de redistribution du travail			259
Lutte contre le travail au noir			259
Mesures en matière d'allocations familiales			259-260
Justification de vote			326
Comportement du commissaire de police et du bourgmestre lors de la visite royale à Anvers			
Interpellation			344-345
Propos ternus par le Ministre de l'Intérieur: Marxisme. — Guerre 1940-1995			
Fait personnel			345-346
Différenciation des poursuites en fonction de l'identité politique des victimes			
Question orale			359-360
Situation linguistique dans les institutions européennes (Eurocorps — Bureau international des marques)			404-405 406-407
Emploi des langues au sein de l'Eurocorps			
Contournements de la législation (sur l'emploi des langues) par la direction de la Sabena — Développement des aéroports régionaux			
Interpellation			408-409
Effacement des conséquences de la répression et de l'épuration			
Sur la prise en considération de la proposition de résolution			433
Révision du Titre II de la Constitution, par l'insertion d'un article 24bis relatif aux droits économiques et sociaux			439
Budget des Voies et Moyens de l'année 1994;			
Budget général des Dépenses de l'année 1994			
Sections: Finances — Dette publique — Dispositions générales — Services de l'Etat à gestion séparée — Section particulière			
Transferts Nord-Sud			504, 505
Crise économique			505
Politique de l'emploi			505
Evolution du chômage			505
Augmentation de la Liste Civile			505
Fraude fiscale			505
Sommet européen			505
Assainissement des finances publiques			505-506
Financement des Communautés			505
Octroi de l'autonomie fiscale aux Communautés			506
Naturalisations			
Sur la prise en considération de demandes de naturalisation			697
Emeutes qui ont opposé Turcs et Kurdes à Bruxelles			
Interpellation			882-883, 889
Sommet de l'O.T.A.N. à Bruxelles et plus particulièrement l'avenir et l'élargissement éventuel de cette organisation			
La demande wallonne d'une étude approfondie sur les transports financiers de la Flandre vers la Wallonie			935-936
Question orale			999

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Verreycken (suite)			
Manque de crédibilité du Gouvernement, même à la suite du remaniement ministériel récent			
Interpellation			1048-1049, 1051
Rétribution insuffisante des interprètes et traducteurs jurés près les tribunaux			
Question orale			1179
Insertion d'un article 1412bis dans le Code judiciaire (Saisie sur des biens du domaine public ou privé)			
Justification de vote			1191
Dispositions sociales			
Critique du système des lois-programmes			1262
Responsabilité financière des organismes assureurs			1262-1263
Notion de solidarité dans la sécurité sociale			1263, 1264
Transferts Nord-Sud de la sécurité sociale			1263
Régionalisation de la sécurité sociale			1263
Nouveaux comités de gestion en matière de sécurité sociale			1263-1264
Justification de vote			1461
Déficiences dans l'administration de la Justice			
Interpellation			1425-1426
Affaire Van Hool/E.M.I. (Commande d'autobus)			
Question orale			1441-1442
Transgression manifeste de la loi par la Société régionale wallonne du transport (S.R.W.T.) lors de la commande de 278 autobus et attitude du Gouvernement fédéral en la matière			1481-1482
Exécution de la deuxième phase du programme du Fonds de survie pour le tiers monde			1487-1488
Etat d'avancement de la construction du T.G.V. en Région flamande;			
Construction du T.G.V., gestion de la S.N.C.B. et leurs répercussions sur les transports publics et les moyens financiers y afférents			1591-1592
Organisation du vote automatisé			
Justification de vote			1624
Exécution du plan global en matière de fiscalité			
Assainissement des finances publiques			1646
Fiscalité immobilière			1646
Fraude fiscale			1646-1647
Suppression de l'Office belge du commerce extérieur			
Question orale			1821
Absence sélective des poursuites contre des délinquants étrangers (Bruxelles)			
Question orale			1891
Crise au Rwanda et avenir des relations de la Belgique avec ce pays;			
Relations futures avec le Rwanda d'une part, et politique africaine de la Belgique, d'autre part;			
Leçons à tirer du drame rwandais et bourbier bosniaque pour l'avenir des forces de la paix de la Communauté internationale;			
Notre participation aux opérations de paix de l'O.N.U. après les récents événements au Rwanda			1926-1927
Voyage du Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères en Roumanie lorsqu'a éclaté la crise roumaine			
Question orale			1973
Crise au Rwanda et avenir des relations de la Belgique avec ce pays			
Justification de vote			1984
Modification de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques et modification du Code électoral;			
Modification de l'article 5 de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques;			
Limitation et contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil de la Région wallonne, du Conseil flamand et du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale;			
Limitation et contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection du Parlement européen			2011
Promotion d'une répartition équilibrée des hommes et des femmes sur les listes de candidatures aux élections			2037
Situation de crise dans les Balkans, particulièrement en Macédoine			2066-2067
Concession du Boyau de la Mort à Dixmude			
Interpellation			2084-2085, 2088-2089
Protection de la vie privée contre les écoutes, la prise de connaissance et l'enregistrement de communications et de télécommunications privées			2183-2184
Modification de l'A.R. du 31 mai 1933 concernant les déclarations à faire en matière de subventions, indemnités et allocations de toute nature, qui sont, en tout ou en partie, à charge de l'Etat			2193
Attitude diplomatique à l'égard de la Chine, compte tenu notamment du problème tibétain			
Question orale			2228

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Verreycken (suite)			
Manière dont le Gouvernement compte réaliser l'engagement imprudent qu'il a pris en 1992, lors de la conférence climatique du sommet de Rio et qui consiste à réduire, entre 1990 et 2000, de 5 p.c. les émanations de CO ₂ en Belgique			2241
Justification de vote			
Appel d'entreprises flamandes par la Wallonie au moyen de subventions européennes			2371, 2372
Question orale			
Tribunaux de police (Accidents de la circulation)			2391
Justification de vote			
Modification de l'article 931 du Code judiciaire et des dispositions relatives aux procédures du divorce			2393
Justification de vote			
Attribution de la gestion technique des opérations de vote électronique à Liège			2454
Question orale			
Modification de la loi provinciale, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962 ainsi que de la nouvelle loi communale			2473-2474
Justification de vote			
Percée de la démocratie en Afrique du Sud			2515
Justification de vote			
Mauvaise volonté du parti socialiste wallon à l'égard de la pacification à Fourons			2753-2754
Question orale			
Verschuere, sénateur provincial d'Anvers			
Approbation du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, fait à New York le 19 décembre 1966			
Rapport	16317	784-2	
Approbation de l'Accord de coopération et d'union douanière entre la C.E.E. et Saint-Marin, Annexe et cinq Déclarations, signé à Bruxelles le 16 décembre 1991			
Rapport	16524	1007-2	
Budget général des Dépenses			585-586
Section: Coopération au développement			
Aide publique au développement			
Déconcentration de la division de l'immatriculation des véhicules et lutte contre les vols de voiture			1029-1030
Privatisation et gestion de Belgacom			1207
Transgression manifeste de la loi par la Société régionale wallonne du transport (SRWT) lors de la commande de 278 autobus et attitude du Gouvernement fédéral en la matière			1480
Mesures destinées à réduire la consommation de tabac en Belgique et dans l'Union européenne			1568
Exécution du plan global en matière de fiscalité			
Revalorisation, à l'I.P.P., par l'application d'un coefficient de 1,25 du revenu cadastral indexé des secondes résidences			1648
Exception pour les handicapés ayant bénéficié d'une indemnisation en capital. — Remploi de l'indemnisation			1648, 1649, 1658, 1659
Approbation des Actes internationaux suivants: 1. Accord européen établissant une association entre les C.E. et leurs Etats membres, d'une part, et la Roumanie, d'autre part, Protocoles 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7, Annexes I à XIX, inclus, et Acte final, faits à Bruxelles le 1 ^{er} février 1993; 2. Accord européen établissant une association entre les C.E. et leurs Etats membres, d'une part, et la Bulgarie, d'autre part, Protocoles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8, Annexes I à XVI inclus, et Acte final, faits à Bruxelles, le 8 mars 1993			2493-2494
Rapport oral			
W			
Wathelet, Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Affaires économiques			
Modification des articles 52, 53 et 68 de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur (Soldes);			
Modification de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur (Articles 52 et 53: soldes)			99-101
Enfants en danger (Exploitation sexuelle des mineurs d'âge)			
(Interpellation de Mme Herzet)			105-110
Absence de mesure de grâce collective à l'occasion de l'avènement du Roi Albert II			
(Interpellation de M. Desmedt)			112

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Wathelet (suite)			
Nominations au tribunal de première instance de Bruxelles (Interpellation de M. Goovaerts)			113-114
Modification de diverses dispositions du Code judiciaire en vue d'améliorer la procédure (Articles 91bis [nouveau], 627, 706, 730, 740, 747, 751, 764, 792, 849, 1072bis, 1253ter et quater);			
Modification de l'article 730 du Code judiciaire (Inscription au rôle général)			210
Maintenance des entreprises en faillite (Question orale de M. Deworme)			358
Index-santé et pensions alimentaires (Question orale de M. Erdman)			358
Demande de révision de la condamnation de Mme Irma Laplasse (Question orale de M. Loones)			359
Différenciation des poursuites en fonction de l'identité politique des victimes (Question orale de M. Verreycken)			360
Evolution de notre commerce extérieur et carence d'informations statistiques correctes à ce sujet (Interpellation de M. Hatry)			386-387-388-389
Lutte contre la mafia des hormones (Interpellation de M. Loones)			390-391
Abstention du Gouvernement belge lors d'un vote sur l'interdiction du déversement de déchets nucléaires en mer (Interpellation de M. Pataer)			393-394
Difficultés rencontrées par le tribunal du travail de Liège suite aux nombreux recours introduits en matière d'aide sociale (Question orale de M. Mouton)			462-463
Budget général des Dépenses			
Section: Justice			
Quartiers à sécurité renforcée (Prisons)			553, 558
Rénovation des bâtiments judiciaires de Tongres			556
Construction du palais de justice de Liège			556
Augmentation du budget de la Justice			556
Politique pénitentiaire			556
Construction de prisons			556
Frais de justice			556, 557
Projet de loi sur la responsabilité objective en matière de circulation			557
Procédures pénales accélérées			557
Aide aux victimes			557
Politique en matière d'extradition et de droit d'asile			558
Extradition de deux Basques espagnols			558
Loi sur la détention préventive			558
Instauration d'une carrière plane pour les magistrats de première instance			558
Juges de paix de complément			558
Situation difficile que connaît le tribunal de première instance de Bruxelles			558
Fabriques d'église			558-559
Section: Economie			
Politique monétaire			555
Politique en matière de compétitivité			555
Suppression de l'I.R.S.I.A.			555
Dépenses publiques pour la recherche scientifique			555
Politique énergétique			555-556
Bureau national du pétrole			555-556
Restructuration de l'I.N.S.			556
Evolution des effectifs du département des Affaires économiques			556
Ascenseurs non soumis au Règlement général pour la protection du travail			556
Placement de mineurs dans les prisons (Interpellation de M. Dufour)			766-768
Grave sinistre d'origine électrique survenu à Ottignies la veille de Noël (Question orale de Mme Herzet)			877
Instructions communiquées au nom du parquet aux autorités verbalisantes (Circulation routière) (Interpellation de M. Cardoen)			892-894, 895
Sécurité des consommateurs (Transposition d'une directive C.E.E. relative à la sécurité des produits) Discussion des articles			916
Intervention brutale de la gendarmerie à Bruxelles le 21 janvier 1994 (Question orale de M. Pataer)			1078-1079
Dissimulation d'un rapport relatif à l'emprise française sur notre économie dans son ensemble et dans ses divers secteurs (Question orale de M. Loones)			1079
Modification des articles 748 et 750 du Code judiciaire (Procédure: fixation)			1157-1158

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Wathelet (suite)			
Mauvaise gestion du projet « participation de la Belgique à l'exposition universelle de Séville » et insinuations contre de nombreux responsables et collaborateurs (Interpellation de M. Van Hooland)			1162-1163
Rétribution insuffisante des interprètes et traducteurs jurés près les tribunaux (Question orale de M. Verreycken)			1179
Application aux juges suppléants de la loi du 18 juillet 1991 modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats (Question orale de M. Vandenberghe)			1180
Recrutement de personnel supplémentaire au Ministère des Finances (Question orale de Mme Van Cleuvenbergen)			1181
Contrôle par la douane sur le navire de ravitaillement <i>Zinnia</i> (au service des casques bleus en Somalie) (Question orale de M. Vermeiren)			1184
Dispositions sociales Section: Justice			
Responsabilité objective en cas d'accident de la circulation			1364
Economie budgétaire dans le chef de l'Inami			1364
Réalizations dans les autres pays de l'Union européenne			1364
Notion de « faute inexcusable »			1364
Exclusion des passagers			1364
Action récursoire des mutuelles			1364
Responsabilité objective et système bonus malus			1365
Réduction du contentieux judiciaire			1365
Discussion des articles			1366
Position définitive du Gouvernement belge concernant l'interdiction de déversement de déchets nucléaires en mer (Interpellation de M. Pataer)			1424, 1425
Déficiences dans l'administration de la Justice (Interpellation de M. Verreycken)			1426-1427
Responsabilité du Gouvernement dans la perte de confiance des investisseurs étrangers vis-à-vis de l'économie belge (Interpellation de M. de Donnée)			1429-1432
Intérêt qu'il y aurait à modifier l'article 182 de la Constitution relatif à la subsidiation des cultes et de la laïcité (Interpellation de M. Hasquin)			1434-1435
Assouplissement et accélération de la procédure de naturalisation (Interpellation de M. Ulburghs)			1437-1438
Messageries roses de Belgacom (Préfixe 077) (Question orale de M. Monfils)			1443-1444-1445
Situation des agents contractuels subventionnés engagés pour le recensement à l'I.N.S. du Ministère des Affaires économiques (Question orale de M. de Donnée)			1547
Surpopulation dans les prisons (Question orale de M. L. Martens)			1548-1549
Incidence sur le prix du gaz de la privatisation de la S.N.I. (Question orale de M. Deworme)			1549-1550
Renforcement du contrôle en amont en ce qui concerne les plans d'approvisionnement et d'équipement dans le cadre de la privatisation de la S.N.I. et conséquences pour Distrigaz (Question orale de M. Deworme)			1549-1550
Liens entre le plan global, la lutte contre l'exclusion et la politique du logement (Interpellation de M. Vaes)			1582-1584, 1585
Violations répétées du secret de l'instruction dans le dossier d'achat d'hélicoptères militaires (Affaire <i>Agusta</i>) (Question orale de M. Desmedt)			1604
Instauration à bref délai de la responsabilité pénale des personnes morales (Question orale de M. Cuyvers)			1605
Modernisation et simplification de la carrière administrative du personnel des greffes (Question orale de M. Erdman)			1605
Propos tenus récemment par le bourgmestre de Bruxelles (Question orale de M. Foret)			1606
Présence de bandes dessinées pornographiques à des endroits accessibles à des enfants dans des magasins (Question orale de Mme Herzet)			1821-1822, 1823
Compétence des juges de paix de complément et répartition de leurs tâches (Question orale de M. Erdman)			1890-1891
Absence sélective des poursuites contre des délinquants étrangers (Bruxelles) (Question orale de M. Verreycken)			1891
Intervention de la justice à la suite d'une action de protestation devant le consulat du Danemark à Gand (Jeunes — Détention préventive — Mise au secret — Anarchistes) (Question orale de M. Lozie)			1892

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Wathelet (suite)			
Audit concernant le fonctionnement de l'Institut national des radioéléments (Question orale de M. Deworme)			1892-1893
Institut national de statistique (Licenciements — Avenir et restructuration) (Interpellation de M. Stroobant)			1936-1937
Abolition de la peine de mort (Question orale de M. Erdman)			1977
Commande d'autobus wallons (Question orale de M. Geens)			1978-1979
Mesures de type normatif à prendre en Belgique afin de combattre l'exploitation des enfants dans l'industrie du tapis au Nepal (Interpellation de M. Liesenborghs)			1987
Evacuation terrestre profonde des déchets radioactifs (Question orale de M. De Croo)			2078-2079
Proposition du Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice de correctionnaliser les délits de presse (Question orale de M. Van Belle)			2133
Protection de la vie privée contre les écoutes, la prise de connaissance et l'enregistrement de communications et de télécommunications privées			2183, 2184, 2185-2186 2190
Discussion des articles			
Différents problèmes de première importance qui concernent la justice dans l'arrondissement de Nivelles (Interpellation de Mme Herzet)			2196-2198
Errements du Service de la concurrence du Ministère des Affaires économiques à l'occasion de la fusion de deux entreprises du commerce de détail en parfumerie (Interpellation de M. Hatry)			2200-2201
Evacuation terrestre profonde de déchets faiblement radioactifs sur la base d'un rapport récent de l'O.N.D.R.A.F. (Interpellation de M. Pataer)			2205-2206, 2207 2298-2299
Tribunaux de police (Accidents de la circulation)			
Modification de l'article 931 du Code judiciaire et des dispositions relatives aux procédures du divorce			2319, 2324-2325 2353-2354 2361
Modification de et complément aux dispositions du Code civil relatives à la copropriété			
Discussion des articles			
Commission créée en vue d'évaluer la loi sur les baux à loyer (Question orale de M. Erdman)			2399-2400
Application de la loi relative à la formation et au recrutement des magistrats (Question orale de M. Vandenberghe)			2400-2401
Application de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel (Interpellation de M. Goovaerts)			2403-2405
Fonctionnement de l'Institut national de statistique (Question orale de M. Didden)			2459-2460
Tragiques conséquences de la négligence budgétaire pour le pouvoir judiciaire (Abonnement à des revues et achat de codes) (Question orale de M. Hatry)			2460
Ligne à haute tension Izegem-Zedelgem-Bruges-Zuienkerke (Question orale de M. Lozie)			2461
Tarifs sociaux d'énergie établis dans le cadre du plan global (Gaz et électricité) (Question orale de M. Dufour)			2461-2462
Droit d'auteur et droits voisins;			
Droit de suite			2644
Conditions de travail dans les tribunaux (Interpellation de M. Erdman)			2678-2682
Choix de sites possibles pour l'évacuation de déchets faiblement radioactifs (Question orale de M. Cuyvers)			2688-2689
Choix des sites pour le dépôt définitif en surface des déchets radioactifs de faible activité (Question orale de Mme Dardenne)			
Voir: Mme De Galan			
Mesures pénales envisagées par la Conférence interministérielle à la politique des immigrés pour lutter contre l'absentéisme scolaire à Bruxelles (Interpellation de M. Liesenborghs)			
Voir: Mme De Galan			
Application de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, à propos de contrats passés entre une firme privée et des particuliers relatifs à la collecte des immondices (Interpellation de M. Monfils)			
Voir: Mme De Galan			
Régime carcéral suite au suicide d'un détenu de la prison de Lantin (Question orale de M. de Seny)			
Voir: M. Maystadt			

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Wathelet (suite)			
Application de la loi du 20 mai 1987 relative à l'abandon d'enfants mineurs (Adoption) (Question orale de M. Maertens) Voir: M. Tobbyack			
Situation à la prison auxiliaire de Louvain (Surpopulation) (Question orale de M. Vandenberghe) Voir: M. Tobbyack			
Weyts, sénateur de l'arrondissement de Bruges			
Fixation de la Liste Civile pour la durée du règne du Roi Albert II, attribution d'une dotation annuelle et viagère à Sa Majesté la Reine Fabiola et attribution d'une dotation annuelle à Son Altesse Royale le Prince Philippe Rapport	16391	860-2	64
Budget général des Dépenses pour l'année 1994 Rapport (Finances)	1640-9	881-3	
Informations de presse alarmistes relatives à la mutualité socialiste au Limbourg Question orale			1825
Wierinckx, sénateur de l'arrondissement de Louvain			
Modification de l'article 26 de la loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales (Régime fiscal) Proposition de loi	16504	985-1	
Organisation du vote automatisé Rapport	16513	994-2	1612-1613
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles (Elections du C.R.W. et du Conseil flamand: remplacement de l'obligation de vote par le droit de vote; vote en tête de liste <i>versus</i> voix de préférence; système de la suppléance) Proposition de loi spéciale	16545	1029-1	
Promotion d'une répartition équilibrée des hommes et des femmes sur les listes de candidatures aux élections Amendements Amendements	16569	1053-3 1053-4	2032-2033
Willockx, Ministre des Pensions (jusqu'au 18 juillet 1994)			
Versement de pensions de réparation aux résistants (Question orale de M. Vermeiren)			116-117
Péréquation des pensions (Question orale de M. Van Hooland)			1446-1447
Protocole du 28 juillet 1993 conclu entre le Gouvernement fédéral et les autorités visées aux articles 59bis, 59ter et 108ter de la Constitution, en ce qui concerne la politique à mener en matière de santé et une décision récente du Conseil d'Etat (Equilibre financier de la sécurité sociale — Blocage de services médicaux: cathétérisme cardiaque) (Question orale de Mme Creyf)			1551
Intervention de l'A.M.I. dans les frais de déplacement des patients sous dialyse (Question orale de M. Moens)			1552
Loi spéciale instaurant une contribution de responsabilisation à charge de certains employeurs du secteur public (Pensions de retraite — Fonds des pensions de survie — Régions et Communautés)			1895
Traitement des dossiers relatifs aux pensions de travailleurs salariés (Question orale de M. de Donnée)			2373

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Wintgens, sénateur de l'arrondissement de Verviers			
Communication du Gouvernement (Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale)			
Encouragement de l'emploi			251
Plans d'entreprise de redistribution du travail			251
Insertion des jeunes dans le marché du travail			251-252
Emplois « tremplin »			251
Plan d'embauche des jeunes			251
Développement des agences locales pour l'emploi			252
Plan-plus-un			252
Flexibilité sur le marché de l'emploi			252
Contrats de sécurité dans les villes			252
Réduction des coûts salariaux			252
Sauvegarde de la compétitivité			252
Efforts de modération demandés aux indépendants			252
Opération Maribel			253
Réduction des cotisations sociales			253
Augmentation de la T.V.A. de 19,5 à 20,5 p.c.			253
Hausse des accises			253
Mesures en matière d'allocations familiales			253
Solidarité en matière de pensions			253
Fiscalité sur les revenus immobiliers			253
Taxation des sociétés patrimoniales			253
Augmentation du revenu cadastral			253
Fiscalité sur les revenus mobiliers			253-254
Augmentation du précompte mobilier			253
Augmentation de la taxe boursière sur les Sicav			254
Diminution du précompte sur les dividendes			254
Lutte contre la fraude fiscale			254
Justification de vote			327-328
Impuissance dramatique de l'Union européenne face à la guerre en Bosnie;			
Initiatives belges en vue de favoriser les chances d'obtenir la paix en Bosnie			1245-1246
Dispositions sociales			
Promotion de l'emploi et sauvegarde de la compétitivité			1265
Equilibre financier de la sécurité sociale			1265
Crise structurelle			1265
Délocalisation du travail			1265
Mondialisation de l'économie			1266
Réduction des charges sociales. — Secteur du transport et salaires les moins élevés			1266
Flexibilité des contrats de travail			1266
Introduction d'une « clause sociale » dans les discussions du G.A. T. T.			1266, 1267
Justification de vote			1460
Exécution du plan global en matière de fiscalité			
Fiscalité immobilière			1655-1656, 1659
Abaissement du précompte mobilier sur certains dividendes			1656
Agences locales pour l'emploi			1656
Crise au Rwanda et avenir des relations de la Belgique avec ce pays;			
Relations futures avec le Rwanda d'une part, et politique africaine de la Belgique, d'autre part;			
Leçons à tirer du drame rwandais et bourbier bosniaque pour l'avenir des forces de la paix de la Communauté internationale;			
Notre participation aux opérations de paix de l'O.N.U. après les récents événements au Rwanda			1923-1924
Evacuation terrestre profonde de déchets faiblement radioactifs sur la base d'un rapport récent de l'O.N.D.R.A.F.			
Justification de vote			2238
Ajustement du budget des Voies et Moyens de l'année 1994;			
Troisième ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1994			
Politique budgétaire. — Assainissement des finances publiques			2574-2575
Communauté française			2575
« Contrat avec le citoyen »			2575
Projet Belcotax (Extension des déclarations à l'I.P.P.)			2575
Politique de l'emploi			2575